

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

L'angoissant problème de notre sécurité
L'étape nécessaire
Mémoires
La signification culturelle de l'Art
L'Histoire de Belgique de Pirenne
Lettres de voyage
Le monde sans âme

Général HELLEBAUT
Comte Louis de LICHTERVELDE
Elisabeth de GRAMONT
E. DE BRUYNE
FI. DELANNOY
Paul CAZIN
Daniel ROPS

La Semaine

M. Paul Struye nous a écrit, avec... prière d'insérer sa lettre. Nous voulons bien. Nous refusons toutefois de publier le début de sa missive en l'avertissant charitablement que s'il le fait paraître ailleurs, non seulement nous userons du droit de réponse que nous confère la loi, mais nous demanderons à la Justice de mettre fin, une bonne fois, à la calomnie absurde qui nous attribue un « mot » que nous n'avons jamais écrit. Cette légende a assez duré.

Voici donc la lettre de M. Paul Struye :

Exposant, dans ses grandes lignes, le problème du Désarmement, j'avais rappelé, textes à l'appui, les obligations que dès 1920, les Alliés ont contractées, en matière de réduction d'armements.

Le préambule de la partie V du Traité de Versailles spécifie en effet que c'est « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, que l'Allemagne s'engage à observer les clauses de démilitarisation qui lui sont imposées ».

Les Alliés avaient pris soin de préciser que s'ils avaient voulu désarmer l'Allemagne, c'était sans doute avant tout, pour l'empêcher de reprendre sa politique agressive militaire, mais aussi, pour faire « un premier pas vers cette réduction et cette limitation générale des armements que les Puissances alliées et associées cherchent à réaliser comme l'un des meilleurs moyens de prévenir la guerre — réduction et limitation d'armements que la Société des Nations aura parmi ses premiers devoirs celui de réaliser ». Ce sont les propres paroles de Clemenceau lui-même, en réponse aux observations de la délégation allemande.

Le général Bliss, l'un des délégués américains à la Conférence de la Paix, a commenté ces dispositions du Traité en ces termes fort nets : « En toute bonne foi et honneur, les nations signataires des Traités se sont engagées à commencer aussitôt que possible une limitation générale des armements, dès que l'Allemagne aura, de son côté, rempli ses premières obligations. L'Allemagne est obligée de limiter ses armements afin que les autres pays puissent en faire autant. »

De quel droit, dans ces conditions, affectez-vous de vous indigner si — après Clemenceau, Bliss, Paul Boncour, le Catholic Council for International Relations, approuvé par le Cardinal Bourne et combien d'autres — je constate qu'il y a un engagement formel dans le chef des Alliés et que, par conséquent, ceux-ci, sont, dans ce domaine, les débiteurs de l'Allemagne.

Prenez-vous en au Traité de Versailles, si le cœur vous en dit; mais, de grâce, ne faites pas croire à vos lecteurs que j'invente de toutes pièces, des obligations chimériques.

Vous pensez, il est vrai, triompher en m'opposant le P. de la Brière, dont vous citez cinq lignes soigneusement isolées de leur contexte.

Le P. de la Brière, écrivez-vous, me dément, me « confond » et « réduit en miettes » toute mon argumentation.

Reprenez, s'il vous plaît, la remarquable étude de l'éminent Professeur.

« Il existe, écrit-il, des textes qui OBLIGENT les principaux États de l'univers contemporain et qui déterminent positivement la direction dans laquelle les uns et les autres sont tenus d'orienter leurs efforts. »

Avais-je dit autre chose?

Et plus loin après avoir rappelé que le Traité de Versailles n'impose pas aux Alliés de réduire leurs armements « à la même mesure où l'Allemagne a dû restreindre ses propres effectifs militaires », — ce que je n'avais jamais soutenu —, le savant jésuite souligne que « sa remarque n'a point du tout pour but d'esquiver ou de volatiliser l'engagement formel de limiter et de réduire les armements qui est rappelé dans le préambule de la partie V des Traités et qui est formulé dans l'article 8 du Pacte de la Société des Nations. »

En voilà assez, je pense...

Il n'est pas un de vos lecteurs qui ne devra reconnaître que loin de me « confondre » le distingué Professeur de l'Institut Catholique confirme, avec la grande autorité que chacun lui reconnaît en Droit international, la thèse que j'avais défendue.

* * *

Passons à ce que vous appelez « l'essentiel ».

J'avais rappelé, toujours textes à l'appui, les enseignements pontificaux en matière de Désarmement.

Benoît XV en particulier a recommandé de la façon la plus solennelle, la diminution simultanée et réciproque des armements. Or, s'il est un fait que nul ne peut contester sérieusement, c'est que l'Allemagne et les autres Etats vaincus ont diminué leurs armements depuis la guerre...

Et ici mettons, si vous le voulez bien, les choses soigneusement au point.

Je n'ai jamais nié, quoi que vous en dites ni « les ferments de haine et les désirs de revanche qui existent chez les peuples vaincus », ni les « inquiétants succès des nationalistes allemands » (cf. p. 16 de mon article).

Je n'ai pas caché non plus les craintes que peuvent faire naître les nouvelles alarmantes qui nous parviennent sur les armements clandestins de l'Allemagne.

Je me suis borné à dire — et qui pourrait le nier? — que « quelle que soit l'opinion personnelle qu'on puisse avoir sur la réalité et la sincérité du désarmement outre-Rhin, il est incontestable que l'Allemagne militaire d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre de la toute-puissante et orgueilleuse Allemagne de 1914. Il y a eu là, à tout le moins, une très large réduction d'armements ».

Et de cette diminution des armements allemands, j'ai conclu à la nécessité d'une diminution des armements des autres Puissances, si l'on voulait se conformer aux recommandations du Pape : diminution réciproque et simultanée.

Oui ou non, est-ce logique?

Or, tous vos efforts tendent à démontrer que les autres Puissances ou du moins celles qu'avec M. Bauer vous appelez les peuples pacifiques (la Yougoslavie par exemple) ne doivent ni ne peuvent, à l'heure actuelle, réduire leurs forces armées.

Ai-je donc raison ou tort de conclure que là où le Pape demande un désarmement réciproque, vous vous en tenez au désarmement unilatéral — et de constater qu'entre votre conception et celle du Souverain Pontife, il y a un abîme... (ici, nous supprimons deux lignes où M. Struye fait allusion, fort peu élégamment d'ailleurs et très inexactement, à une affaire sans rapport aucun avec le présent débat).

A vrai dire, vous tentez de vous réfugier dans une équivoque.

Le Pape, dites-vous, n'a pas enjoint à la Belgique de réduire ses armements actuels.

L'ai-je jamais soutenu?

Pourquoi faire croire à vos lecteurs que mon article « tendait à convaincre les Belges qu'il leur faut être moins militaristes » alors que j'avais écrit : « En matière de désarmement, la position qu'occupe la Belgique est particulièrement solide, du fait que nul ne peut la soupçonner de couvrir des desseins impérialistes ou belliqueux! Ce ne sont pas nos armements nationaux qui mettront en péril la paix du monde... Ce n'est pas aux petits pays qu'il convient de désarmer les premiers. Personne d'ailleurs ne le leur demande » (p. 37 de mon article).

Est-il si difficile quand on combat un adversaire, de ne pas déformer sa pensée?

Et que reste-t-il des « calomnies » ou de la « mauvaise foi » que vous incriminez avec une telle légèreté, dans mes écrits, fondés, vos lecteurs le savent maintenant, sur des textes clairs et précis?

* * *

Je ne veux pas insister davantage.

Vos idées en matière de Désarmement sont ce qu'elles sont, et je n'ai, faut-il le dire, ni l'espoir ni la prétention de vous en faire changer. Elles s'inspirent, j'en suis convaincu, d'un patriotisme ardent auquel je rends volontiers hommage car je m'en voudrais de prêter de noirs desseins ou des mobiles déloyaux à ceux qui ne partagent pas mes propres idées...

Faisons d'abord remarquer que M^e Paul Struye simplifie singulièrement le débat qui nous met aux prises. Dans ce que nous avons écrit ici à son sujet depuis le 20 novembre dernier, il y avait tout de mieux bien autre chose que ce qu'il reprend dans sa lettre!

Rappelons donc que M. Struye s'en fut en guerre contre des catholiques belges prétendument « hostiles » ou « peu favorables » au désarmement, ce que nous nous sommes permis de trouver irritant et agaçant, car c'est calomnie pure d'attribuer pareils sentiments à des catholiques de chez nous.

Rappelons aussi que M. Struye vous avait tout l'air d'accuser la Belgique de ne pas se rendre compte « de la gravité extrême du redoutable débat qui va s'ouvrir à Genève », et paraissait convaincu que l'incompréhension ou l'opposition de certains compatriotes pourrait bien compromettre le succès de la Conférence et donc la paix du monde! Rappelons de même qu'il « formait le vœu que notre opinion publique se ressaisisse à temps et sache imposer à nos gouvernants l'attitude que dictent les nécessités du moment »!! Rappelons enfin que, citant les mots de M. Mussolini (!) :

« Ce n'est pas seulement l'existence de la Société des Nations qui est en jeu, mais les destinées de la race humaine. Si la Conférence échouait, elle pourrait, hélas, être considérée comme le prologue de la catastrophe. »

Nous nous trouvons devant un terrible dilemme :

Le renouveau ou l'anéantissement de la civilisation. »

M. Paul Struye ajoutait : PUISSENT CES PAROLES, LOURDES DE SENS, ÊTRE PESÉES ET MÉDITÉES EN BELGIQUE!

Nous avons dit assez vivement à M. Paul Struye, et nous le lui redisons, qu'il y avait quelque chose de ridicule et même d'odieux à voir un Belge souhaiter que des compatriotes se rendissent compte de l'importance de la Conférence de Genève! Tant de témoignages sont venus approuver l'expression de notre indignation que nous nous félicitons de lui avoir donné libre cours...

* * *

Avant d'en venir au contenu de la lettre qu'il nous a adressée, disons encore à M. Struye que ce que réclame la Belgique

de 1932, ce n'est pas une agitation en faveur du désarmement ou d'on ne sait trop quel « pacifisme sentimental, confus et sans discernement », comme l'appelle le Pape. Tous les Belges — et nous aussi, M. Struye, bien que vous ayez eu l'amabilité grande de prétendre que nous pensions qu'il n'y a aucune raison de réduire les armements mondiaux et que vous n'avez pas craint d'ajouter : « Vous souhaitez l'échec de la Conférence », ce qui est tout de même un peu fort, avouez? — oui, tous les Belges désirent ardemment que soient limités les armements et que la Conférence de Genève — pour le succès de laquelle nous prions tous les jours, cher Monsieur — s'emploie efficacement à empêcher notre civilisation occidentale de se suicider. Ils le désirent, parce qu'ils savent, les Belges, qu'ils sont les premiers menacés. Leur prêcher le pacifisme est donc inutile. Nous répétons que pareil prêche est inopportun, dangereux et nuisible. Le pacifisme est autre chose qu'une simple certitude intellectuelle. Il est, avant tout, un contenu sentimental une opinion confuse, une conviction sans discernement. M. Paul Struye ne peut ignorer qu'il sévit sous cette forme en Belgique et que presque chaque jour on peut lire dans la chronique judiciaire des journaux qu'un pauvre malheureux de plus est passé en Conseil de guerre parce que sa conscience lui interdisait la prestation du service militaire...

Or, quand M. Struye écrit :

N'est-il pas décevant de constater que tant d'appels, venus de si haut, n'ont, jusqu'à présent, rencontré que peu d'écho, et qu'il se trouve encore des milieux de droite, « plus catholiques que le Pape » — c'est le cas à jamais d'appliquer l'expression — pour oublier que le christianisme est une religion de paix et pour fouler aux pieds les admirables préceptes du Sermon sur la montagne?

quand M. Struye écrit cela, qu'il le veuille ou non, il encourage les malheureux égarés du pacifisme belge assez logiques pour traduire en actes — refus de servir — l'injustifiable rappel, en l'occurrence, CHEZ NOUS, des préceptes du Sermon sur la montagne qui n'ont rien à faire ici...

Nous avons dit à M. Struye, et nous répétons, que la campagne qui s'impose chez nous, A CEUX QUI VEULENT SERVIR LA PAIX, ce n'est pas une campagne en faveur du désarmement et du pacifisme, mais une campagne pour une Belgique suffisamment prête à défendre sa sécurité. Quel que sera le succès de la Conférence de Genève — et nous prions M. Struye de croire que plus que personne au monde nous le souhaitons absolu et complet, sans pourtant nous attendre à des miracles ni céder à la « folle présomption » dénoncée par le P. de la Brière — la Belgique devra être et rester forte. Elle ne l'est de toute évidence pas assez. Certains pacifistes de chez nous prêchant ouvertement le désarmement immédiat de la Belgique, ceux qui aiment la Patrie et qui sont prêts à tout sacrifier pour qu'elle reste libre et indépendante — et M. Struye est certainement du nombre — feraient œuvre utile et nécessaire en mettant les Belges en garde contre les dangereuses illusions du pacifisme. Il n'y a, chez nous, ni militaristes ni impérialistes, mais il n'y a que trop de pauvres cervelles qui ont oublié ce qu'enseignait le cardinal Mercier (en 1925) :

... Il y a la guerre de résistance à la force brutale et à la violation du droit; il y a l'héroïsme d'un peuple qui se redresse devant l'injustice, et qui, la sachant toujours possible, toujours tôt ou tard menaçante, se prépare dans le calme et dans un sentiment de respect pour le droit et l'honneur national, à la repousser, fût-ce au prix de ses intérêts privés et même de sa vie : cette guerre et les sacrifices en hommes et en argent qu'elle nécessite pour pouvoir sortir ses effets utiles à l'heure éventuelle où le danger menacerait l'existence et l'indépendance de la Patrie, sont commandés par le patriotisme et par l'amour de la justice.

Rêveurs de pacifisme, trouvez-nous le moyen de supprimer de

la surface du globe le besoin de domination, l'orgueil et les autres péchés capitaux; fournissez-nous la garantie qu'il n'y aura plus, dans l'avenir, ni individus, ni peuples, ni gouvernements capables de faire fi de l'intérêt d'autrui et de la parole donnée, et nous vous tendrons la main. Mais, tant que l'humanité restera ce que nous révèle l'histoire et ce que chacun de nous sent bien ce qu'elle est quand elle n'est pas réprimée, enchaînée par la conscience morale et par la loi de fraternité dans la charité du Christ, nous repoussons votre pacifisme, car il n'est qu'une chimère.

* * *

Venons-en maintenant à la lettre de M. Struye. Elle se ramène à ces deux syllogismes :

1^o Les Alliés se sont engagés à réduire leurs armements quand l'Allemagne aurait diminué les siens; or l'Allemagne l'a fait; donc les Alliés doivent le faire;

2^o Les Papes ont recommandé la diminution simultanée et réciproque des armements; or l'Allemagne a diminué les siens, donc, si les autres pays ne diminuent pas les leurs, ils restent sourds aux appels pontificaux.

Résumons notre réponse :

Ad primum : Les Alliés se sont engagés à réduire leurs armements quand leur sécurité sera assurée, or l'Allemagne menace toujours la sécurité de certaines nations, donc ces nations ne doivent pas diminuer les armements tant que leur sécurité ne sera pas mieux garantie;

Ad secundum : Etant donnée la réalité allemande, le potentiel de guerre allemand, si, en ce moment, certains voisins pacifiques de l'Allemagne réduisaient sérieusement leurs armements, pareille diminution ne réaliserait pas du tout la diminution *simultanée* et *réciproque* demandée par les Papes car pareille réduction favoriserait la politique d'agression et de revanche qui gronde en Allemagne. Loin de travailler à la paix, elle ferait le jeu de la guerre. Si la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie réduisaient beaucoup leurs armements avant d'avoir assuré leur sécurité, elles iraient à l'encontre de l'intention qu'ont eue les Papes en prônant un désarmement simultané et réciproque.

* * *

Donc M. Struye croit que le Traité de Versailles OBLIGE les Alliés à désarmer. Nous ne le pensons pas. Voici le texte du Traité (art. 8 du Pacte de la S. D. N.) : les Puissances signataires devront procéder à « la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale ».

Rappelons ce qu'un « certain » M. Bauer disait de ce texte, comme de tous les textes du Traité qui se rapportent au désarmement : « Au vrai, toutes les dispositions du Traité sur lesquelles s'appuie l'Allemagne sont nébuleuses et propres à recevoir de multiples interprétations; elles ne sont pas limitées dans le temps et elles lient la promesse de désarmement à la sécurité des Etats vainqueurs qui doivent désarmer. Il est superflu d'en faire la preuve juridique ».

Quand alors M. Struye demande : « de quel droit, affectez-vous de vous indigner... », qu'il nous permette de lui répondre : pardon, nous n'affectons pas du tout de nous indigner, nous sommes très sincèrement indigné et vivement encore, quand vous prétendez démontrer, contre tout bon sens, comme dit encore ce « certain » M. Bauer, qu'il y a *engagement* formel de la Belgique, et que nous sommes, dans ce domaine les *débiteurs* de l'Allemagne.

Avec une incroyable désinvolture M. Struye, qui affirme n'avancer que *textes à l'appui*, ne daigne même pas s'arrêter une seconde

au texte, décisif en droit, qui soumet l'obligation des Alliés de réduire leurs armements « au minimum compatible avec la sécurité nationale ».

Quant au jugement du P. de la Brière que nous avons opposé aux conclusions hâtives et fragiles de M. Struye, il nous paraît toujours aussi probant et rien dans le contexte n'en diminuait la portée. Répétons-le donc :

L'on force, par exemple, la signification du Traité de Versailles quand on prétend que les Puissances victorieuses se trouvent tenues de réduire leurs armements à la même mesure où l'Allemagne a dû restreindre ses propres effectifs militaires et quand on prétend que ce sont là deux engagements solidaires qui se conditionnent rigoureusement l'un par l'autre.

Le P. de la Brière ajoutait en note :

Il y a connexion entre la réduction actuelle des armements allemands et la réduction future des armements des autres nations. Mais on ne déclare nullement que les autres nations s'engagent à pratiquer (sous peine d'annulation de l'engagement allemand) le même degré, la même modalité de réduction des armements qui est imposé à l'Allemagne en raison des circonstances historiques très particulières qui ont leur expression dans le traité de paix.

Soyons précis : oui ou non, M. Struye estime-t-il que la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie, par exemple, sont DÉBITRICES envers l'Allemagne et tenues de réduire, tout de suite, leurs armements? Oui ou non, M. Struye estime-t-il que la Belgique est également *débitrice* envers l'Allemagne en cette matière, et *débitrice* en retard d'exécution?...

Il semble acquis que M. Struye n'hésite pas à répondre oui, encore qu'il ne parle que d'une vague obligation sans préciser dans quelle mesure les nations *débitrices* sont tenues de s'acquitter tout de suite. En bonne logique M. Struye devrait conclure aussi que l'Allemagne ayant désarmé en droit (!), le souci de notre sécurité ne justifie plus l'effort militaire que nous faisons et que donc conformément au *Traité*, la Belgique de 1932 doit réduire ses armements. Nous plaignons M. Struye s'il ne saisit pas tout ce qu'il y a de choquant dans l'expression : *la Belgique est débitrice envers l'Allemagne en matière de désarmement*, car il nous paraît que tout patriote belge qui connaît son pays et qui n'ignore pas tout de l'Allemagne actuelle doit se sentir blessé en la lisant...

* * *

Quant aux appels des Papes en faveur d'une diminution *simultanée* et *réciproque* des armements, encore une fois, nul ne déplore plus que nous qu'ils n'aient été et qu'ils ne soient toujours pas mieux entendus. Nous voilà bien d'accord. MAIS N'OUBLIONS JAMAIS QUE C'EST L'ALLEMAGNE QUI FUT ET QUI RESTE LA PLUS SOURDE... Ajoutons tout de suite, qu'en cette matière très complexe il ne faut pas se payer de mots. Nul ne peut contester sérieusement, écrit M. Struye, que l'Allemagne a *diminué* ses armements depuis la guerre... Entendons-nous, s'il vous plaît. Les armements ne se chiffrent pas seulement en hommes, canons, bateaux, avions, etc. Et M. Struye pourrait bien se tromper du tout au tout en pensant que « l'Allemagne militaire d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre de la toute-puissante et orgueilleuse Allemagne de 1914 ». Il y a là une question de fait essentielle puisque d'elle dépend tout le raisonnement de M. Struye. Les armements allemands étant réduits, il faut — conclut-il — pour se conformer aux recommandations des Papes, réduire également les armements des autres puissances.

« Oui ou non, est-ce logique? » nous demande-t-il.

Réponse : ce serait logique si la majeure était vraie. Or, elle est au moins équivoque et, pour le dire tout net, nous la croyons fautive. Si nous étions convaincu que l'Allemagne TELLE QU'ELLE

EST, ne menaçait ni notre sécurité ni la paix européenne, nous demanderions, avec M. Struye, que France, Pologne, etc., réduisissent sans tarder leurs armements. Nous sommes malheureusement certain du contraire. Et la grande preuve de simple bon sens contre laquelle ne sauraient prévaloir aucune argutie ni aucun sophisme juridiques, c'est l'obstination mise par l'Allemagne à réclamer le désarmement des autres.

Comment! L'Allemagne sait pertinemment que personne au monde ne songe à lui enlever un seul pouce de territoire. Elle sait aussi qu'à tort ou à raison le monde a peur d'un réveil du militarisme et de l'impérialisme allemands. Si donc l'Allemagne était réellement pacifique, le moyen décisif d'amener les autres nations à désarmer est là, évident :

Imaginons que l'Allemagne déclare qu'elle donne le bon exemple, qu'elle n'a ni armée, ni flotte, qu'elle invite le monde à se convaincre qu'il n'y a nulle part, chez elle, d'armements secrets, qu'elle donnera une prime à tous ceux qui découvriront des dépôts d'armes et des préparatifs belliqueux. Quelle serait la conséquence? Peut-on concevoir, dans ces conditions, que la France et la Pologne continuent à transformer leurs frontières en forteresses s'armant jusqu'aux dents, fassent peser sur leur population une charge fiscale écrasante, rien que pour se protéger contre une attaque allemande? L'ALLEMAGNE PEUT A TOUT INSTANT OBTENIR LE DÉSARMEMENT ET L'ÉGALITÉ, POURVU QU'AU LIEU DE LES RÉCLAMER, ELLE PRENNE LES DEVANTS.

Ce raisonnement d'un « certain » M. Bauer nous paraît apodictique. Comme aussi le raisonnement que voici : ainsi donc l'Allemagne a réduit grandement ses armements et ne menace pas assez la sécurité de ses voisins pour justifier les armements actuels de ceux-ci. Il faut en conséquence qu'eux aussi réduisent leurs armements. Ils ne le font pas. Mais comme ces armements des voisins NE MENACENT EN RIEN la sécurité allemande, pourquoi donc l'Allemagne clame-t-elle aussi violemment qu'elle va réarmer si on ne désarme pas?...

* * *

Non seulement l'Allemagne ne tente pas d'obtenir le désarmement des autres pays en désarmant réellement elle-même, mais dans un livre de 300 pages, le lieutenant-colonel Reboul vient de prouver — une fois de plus — que L'ALLEMAGNE N'A PAS DÉSARMÉ.

Voici ses conclusions.

Des faits que nous venons d'énumérer et qui sont indiscutables, — systématiquement, nous avons écarté tous ceux qui ne pourraient pas être prouvés, — que conclure? Aucun d'eux ne permet de conserver le moindre doute :

L'ALLEMAGNE, MATÉRIELLEMENT, N'A PAS DÉSARMÉ.

A aucun moment, elle n'a exécuté loyalement le traité de paix. Elle n'a jamais respecté ses clauses militaires. Elle a toujours cherché à les tourner.

Durant neuf ans, nous avons lutté pour les lui faire accepter. Nous ne sommes arrivés à rien, n'ayant point voulu recourir à la force, pour les lui imposer. L'exemple de la Ruhr eût dû cependant nous convaincre qu'il n'y avait pas d'autre solution.

Nous avons été gênés dans notre action par les dissentiments qui existaient entre Alliés. Le Reich a su en profiter. De guerre lasse, croyant aussi que, en faisant preuve de générosité, nous forcerions sa conscience et l'amènerions à tenir les quelques promesses que nous avions lui arrachées, nous avons abandonné, un à un, les gages qui nous eussent permis de le contraindre à l'exécution du traité.

Aujourd'hui, pratiquement, il a reconstitué sa puissance militaire. Il voudrait que soit supprimée la dernière clause du traité qu'il observe encore en apparence et qui le gêne quelque peu dans la préparation de sa mobilisation : le recrutement de sa Reichwehr. Il compte rapporter ce cadeau de la Conférence sur le désarmement du 2 février 1932. De toutes les grandes rencontres internationales, qui se sont multipliées depuis 1920, n'est-il point toujours revenu avec un avantage nouveau? Il espère que la tradition se continuera et que, plutôt que de désarmer partiellement, nous préférons lever les dernières entraves qui gênent son essor militaire.

Lui donnerons-nous satisfaction? Nous laisserons-nous manœuvrer par lui? Non. Nous ne le pouvons pas. Nous ne le devons pas.

Rappelons-lui que, avant de poser la question du désarmement des autres puissances, il doit, au préalable, avoir désarmé lui-même. Il n'a jamais pensé à le faire. Qu'il se conforme d'abord aux clauses militaires du traité de paix, auxquelles il a souscrit. Après, nous pourrions discuter.

Certains nous conseillent de faire cette dernière concession. Nous consoliderions la paix, nous nous assurerions la sympathie de l'Allemagne! Quel mauvais argument! A chaque abandon de nos droits, le Reich a répondu par une exigence nouvelle.

D'autres nous objecteront que, en refusant à l'Allemagne le droit à son réarmement matériel et moral, nous empêchons les sentiments pacifistes de se développer chez elle.

* * *

Ces sentiments, pourraient-ils y prendre réellement racine? Certes, on trouve quelques pacifistes chez elle. Ceux-là sont des Européens, des internationalistes. Ils écrivent beaucoup, nous reproduisons leurs articles, nous leur accordons ainsi une importance qu'ils n'ont pas. Leur nombre est très restreint.

A côté d'eux, on rencontre quelques esprits élevés qui reconnaissent qu'ils ont perdu la guerre, qu'il leur faut, par suite, en payer les conséquences, quelque lourdes qu'elles puissent être. Presque tous ont songé qu'il leur faut de par le monde. Quelques-uns sont des esprits éminents, à la parole desquels on ne peut pas ne pas croire, dont une affirmation, dans une opération commerciale, vaut un engagement écrit; mais combien sont-ils? Ils ne sont qu'une petite minorité. De plus, elle se désagrège.

La grande masse de la nation est ardemment pangermaniste. Elle veut la revanche, elle y aspire. Hitler ne doit ses succès qu'au songe qu'il apporte à flatter ce sentiment de l'âme allemande, qu'il renonce à préconiser une politique de violence, et les masses se détourneront de lui.

Les jeunes Allemands, qui arrivent à la vie, ne sont pas portés au pacifisme. Ils envisagent la lutte comme une nécessité à laquelle ils sont condamnés. Leur conviction intime est celle qu'exprime le soldat d'« Orages d'acier » : « La guerre est rude, certes, mais quelle belle chose que de pouvoir lutter sur le champ de bataille contre l'ennemi héréditaire et de pouvoir insulter sa foi à la troupe qu'on conduit au feu pour faire sa patrie plus forte et pour imposer sa loi aux autres nations!!! »

La tempe allemande n'est pas un élément pondérateur. Dans sa grande majorité, elle est pangermaniste et chauvine à l'excès. En juillet 1918, quand tout croulait autour d'elle, elle n'a jamais désespéré, elle a voulu lutter quand même. C'est elle qui a assuré la nomination d'Hindenburg à la présidence du Reich, c'est elle qui fait le succès de Hitler.

L'Allemand qui a pris part à la lutte est lui-même prêt à courir à nouveau l'aventure, si elle lui paraît présenter quelques chances de succès. Il n'a pas l'horreur de la guerre que nous avons. Il en discute froidement toutes les éventualités. Il nous souvient d'avoir entendu, en bordure du corridor polonais, deux Poméraniens discuter de cette question. Tous deux étaient d'âge respectable, tous deux savaient que leur foyer serait envahi au début par les troupes polonaises. Ils discutaient des dispositions à prendre, l'un pour expédier son mobilier vers un asile plus sûr, l'autre pour garer ses enfants, et tous deux, cependant, concluaient : « Nous ne pouvons pas vivre éternellement avec le couloir, et, dût-on, pour cela, entamer une nouvelle guerre, quelles que puissent être les conséquences lointaines, il ne faut pas hésiter à le faire si nous avons des chances de réussir. »

Une nation qui pense ainsi, est-elle prête au rapprochement des peuples sur les bases établies par le traité de Versailles? Non.

L'ALLEMAGNE, MORALEMENT, N'A PAS DÉSARMÉ.

* * *

Dans ces conditions, il nous appartient de prendre des mesures de précaution nécessaire, si nous ne voulons pas courir le risque que nos départements du Nord et de l'Est soient, une fois de plus, envahis par surprise. Avant tout, nous devons assurer notre sécurité, sans nous laisser prendre aux vaines formules, sans nous laisser engourdir par des affirmations, qui ne sont que des mensonges.

Paris, 24 décembre 1931.

C. REBOUL.

Il est vraiment incroyable que toutes les révélations faites au sujet d'une Allemagne préparant la guerre n'aboutissent qu'à arracher quelques phrases anodines à M^e Paul Struye et n'affectent en rien sa jonglerie avec les formules juridiques!

* * *

Oui, nous prétendons que, sans garanties nouvelles de sécurité, ni la Belgique, ni la France, ni la Pologne ne sont tenues de réduire leurs forces armées. Mais nous protestons, et de toute notre énergie, quand M. Struye ne craint pas d'en conclure que nous sommes donc opposé au désarmement *reciproque* et partisan du désarmement *unilatéral*. Nous sommes pour la paix, Monsieur, et nous estimons cette paix toujours menacée par une Allemagne prussifiée. Nous ne croyons pas du tout qu'en ce moment, ni les Belges, ni les Français, ni les Polonais ne menacent le moins du monde cette paix. Mais l'Allemagne hitlérienne nous fait peur. Et si cette peur est justifiée, vous rendez un bien mauvais service à l'Eglise en disant aux catholiques de France et de Pologne — sans parler de vos coreligionnaires belges! — que s'ils ne désarment pas ils désobéissent au Pape, car si jamais pareil désarme-

ment devait entraîner l'invasion de leurs patries respectives, quelle arme terrible contre le catholicisme ne fourniraient-ils pas à leurs compatriotes anticatholiques!...

Ainsi donc, oui, vive le désarmement réciproque et simultané, à la condition formelle d'entendre par armentement, l'ensemble des facteurs MORUAUX et matériels qui constituent le potentiel de guerre d'un pays. Aucun homme de bon sens ne prétendra, qu'en ce moment, le potentiel de guerre de la France ne soit pas inférieur, et de beaucoup, au potentiel de guerre de l'Allemagne. Comment désarmer réellement l'Allemagne? Voilà donc, encore et toujours, le problème capital.

* * *

« Vous tentez de vous réfugier dans une équivoque », écrit M. Struye. Comme c'est mal nous connaître, Monsieur!

Ou tout ce que vous écrivez sur le désarmement est parfaitement inutile, ou, que vous le vouliez ou non, votre campagne vise la réduction des armements actuels de la Belgique. Vous n'en êtes d'ailleurs pas à un illogisme près, comme nous vous l'avons fait observer déjà.

Quant à votre question : « Est-il donc si difficile quand on combat un adversaire, de ne pas déformer sa pensée? », l'exemple destiné à la justifier est bien mal choisi, car le passage que vous citez, en nous reprochant de l'avoir caché à nos lecteurs, nous l'avons reproduit *en entier* dans notre « semaine » du 8 janvier. Distraction assurément regrettable, convenez-en, et accusation sans fondement aucun...

Nous avons bien des défauts, cher Monsieur, et de nombreuses déficiences; mais en matière de loyauté intellectuelle, nous sommes scrupuleux et nous avons toujours pris le plus grand soin, ici comme ailleurs, quand nous estimions devoir combattre des idées jugées par nous nocives, de faire la part aussi belle que possible à nos adversaires. Nous ne pensons pas en avoir agi autrement avec vous.

Nous maintenons donc qu'affirmer qu'il se trouve des catholiques belges qui ne désirent pas ardemment voir aboutir les efforts pour le désarmement est une calomnie; et il nous faut bien conserver aussi notre suspicion de... bonne foi douteuse, puisque vous n'avez pas craint d'écrire : « il assure que les Papes n'ont jamais conseillé la réduction des armements actuels », « vous souhaitez l'échec de la Conférence »...

Non, Monsieur, vos écrits ne se fondent aucunement sur des textes clairs et précis, mais sur une vue simpliste de la réalité et une déformation d'esprit qui s'imaginait enfermer les faits dans des textes juridiques. Certes, nous non plus nous ne vous prêtons « pas de noirs desseins ou des mobiles déloyaux », mais nous vous croyons égaré dans les illusions du jurisme, dans les nuées de l'idéalisme pacifiste et dans les brouillards des utopies genevoises. Si toute la Belgique pensait comme vous, elle compromettrait sa sécurité et sans doute s'emploierait-elle à convaincre la France... de compromettre la sienne. Or, nous persistons à croire, Monsieur, qu'il est d'un intérêt vital POUR NOTRE PAYS, que la France — qui est bel et bien mise sur la sellette à Genève et y fait figure d'accusée — ne consente à réduire ses armements que si sa sécurité à elle est enfin mise à l'abri de toute surprise nouvelle...

Les temps sont durs pour Genève! Et si nous sommes très loin de nous en réjouir, nous pensons, toutefois, qu'il est bon et salutaire que la démonstration soit faite de la puissance très réduite de l'actuelle S. D. N., dont le cardinal Mercier disait, en 1925, que « par un manque d'accord formel sur les principes fondamentaux

du christianisme, elle voit inévitablement très limitées l'étendue et l'efficacité de son action ». Mieux vaudrait que le monde sache à quoi s'en tenir en vérité et ne se fie pas à de dangereuses illusions. La guerre sino-japonaise — entre deux membres de la S. D. N.! — (car c'est se leurrer que de parler de différend, de conflit, d'hostilités) rend aux nations participant à la Conférence du Désarmement l'incalculable service d'empêcher les mots de voiler les choses.

Les idéalistes, ceux qui se trompent sur la nature humaine et auxquels les leçons de l'histoire restent fermées, sont dans la désolation. La carence totale du Conseil de la S. D. N. les confond et les exaspère. Et ils ne mâchent pas leurs mots.

La responsabilité de la honteuse carence de la S. D. N. — écrit le *Peuple* — retombe non pas sur une entité abstraite mystérieuse, insaisissable, mais sur les gouvernements des douze pays que nous avons nommés (Allemagne, Empire britannique, Espagne, France, Guatemala, Irlande, Italie, Norvège, Panama, Pérou, Pologne, Yougoslavie). Chacun d'eux est coupable de ne pas avoir, au Conseil, proposé, voté ou lutté pour l'application des mesures efficaces prévues dans le Pacte de la S. D. N. Tous méritent d'être mis au pilori devant l'opinion internationale pour avoir trahi la charge la plus sacrée que les peuples aient pu leur confier.

Mais voici que ce Conseil parjure est momentanément dessaisi de cette grave affaire pour faire place à l'Assemblée elle-même.

Ce ne sont plus 12 pays, mais 54 nations qui vont avoir à connaître de l'affaire. Comme le demande le Manifeste de l'Internationale socialiste, le Japon sera-t-il déclaré agresseur? Fera-t-on cesser immédiatement (et comment?) toutes les fournitures de munitions et de crédits au Japon? Se servira-t-on de tous les moyens de pression, économiques et financiers, pour forcer le Japon à interrompre ses opérations de conquête? Se refusera-t-on à reconnaître aucune conquête japonaise en Chine, même si elle allait être scellée par un traité octroyé par la Chine? Nous verrons bien. Mais qu'il est donc heureux que l'occasion soit fournie à la S. D. N. de montrer ce qu'elle est réellement sous la montagne de discours et de formules, l'amoncellement de propagande et de bourrage de crâne qui la recouvrent depuis plus de dix ans!

L'heure de l'Assemblée! s'écrie M. Henri Rollin dans le *Peuple*.

Non! je ne veux pas renoncer à ce qui depuis 1917 a nourri mon âme et ma vie, écrit-il.

Cette sécurité dont il est tant question à la Conférence de réduction des armements, elle dépend beaucoup moins du volume des moyens de contrainte qu'on met à la disposition de la Société des Nations que de la volonté qui anime ses membres. Si chacun d'eux se pénètre de l'idée de solidarité qui est l'armature même de l'organisation de la paix, s'il se rend compte que les engagements d'assistance mutuelle ne joueront demain en sa propre faveur que dans la mesure où il en aura activement favorisé l'exécution en faveur d'autres membres, alors que la Société des Nations vivra, alors l'Assemblée agira.

Attendons voir!

La grande erreur de M. Rollin, comme de M. de Brouckère, est de croire que l'homme évolue nécessairement vers plus de justice et vers plus de bonté. Si le catholicisme est vrai, un monde non chrétien, un monde déchristianisé surtout, deviendra toujours plus voleur, plus menteur, plus trompeur et plus orgueilleux. Les mœurs auront beau aller se policant et s'affinant sans cesse, sans la grâce du Christ le fond des cœurs ne peut manquer de se noircir de plus en plus...

Nous n'avons cessé de souligner l'erreur de ceux qui acceptaient l'unité allemande comme un dogme intangible et qui laissèrent passer toutes les occasions de soustraire les « pays » allemands à l'hégémonie prussienne. On vient de publier une lettre de Stresemann au cardinal de Munich qui montre qu'en 1923 l'unité du Reich était singulièrement compromise. « Jamais l'unité du Reich n'a été menacée comme aujourd'hui... » Les Etats-Unis, l'Angleterre, la Haute Finance surtout s'unirent pour aider Stresemann à sauver le Reich. La France fut vaincue en Rhénanie... Elle ne sut d'ailleurs ni « voir », ni « vouloir »...

L'angoissant problème de notre sécurité⁽¹⁾

Lorsque la Conférence du Jeune Barreau m'a fait l'honneur de me proposer de vous entretenir du problème de notre sécurité, je me suis demandé s'il était opportun de reprendre une discussion qui pourrait paraître byzantine, maintenant que le vote d'importants crédits pour des fortifications à ériger à l'intérieur du pays semble avoir consacré définitivement les projets de l'état-major, discussion, qui, d'autre part, prolongerait ce qu'on a, bien à tort, considéré comme une simple querelle de généraux. Et puis, en ce moment où tous les espoirs vont au désarmement, je ne voudrais pas avoir l'air d'encourager le scepticisme quant à l'issue heureuse de la Conférence de Genève dont, en Belgique surtout, les hommes de toutes les opinions souhaitent ardemment le succès.

Mais l'insistance de votre président d'une part, et, d'autre part, les récentes déclarations de MM. Pierlot et Segers au Sénat, enfin l'acharnement avec lequel l'état-major général de l'armée continue à attaquer dans ses publications officielles, en la dénaturant pour les besoins de sa propre justification, la thèse que je défends depuis plusieurs années, tout cela me porte à croire que la solution adoptée par le gouvernement est loin d'être définitivement admise par l'opinion. D'ailleurs, les propositions formulées à Genève par les délégations de plusieurs puissances affirment très formellement le droit des peuples à assurer leur sécurité en tenant compte de la situation particulière dans laquelle ils se trouvent placés.

C'est pourquoi, faisant taire mes scrupules et sacrifiant mon vif désir de tranquillité, je me suis décidé à accepter le périlleux honneur de paraître à cette tribune, que tant de maîtres de la parole ont rendue redoutable pour un soldat dépourvu, comme moi, de toute éloquence.

* * *

Il a fallu le retentissement inattendu de la conférence que j'ai faite à Liège le 8 janvier de l'année dernière, la campagne de presse qu'elle provoqua dans tous les journaux et qui dure depuis plus d'un an, pour faire comprendre que le pays ne sera pas défendu à la frontière; les équivoques volontairement entretenues pendant si longtemps à ce sujet et la décision, annoncée ces jours-ci par le Ministre de la Défense nationale, de créer des ouvrages de fortification le long de la frontière, voire peut-être celle de créer des détachements de chasseurs ardennais n'y changent rien.

Le plan d'opérations auquel l'état-major de l'armée est obligé de se raccrocher désespérément, dès lors qu'il ne veut pas envisager une augmentation de nos effectifs immédiatement utilisables au début de la guerre, avait été exposé dès 1924 dans le *Bulletin belge des Sciences militaires*, par le colonel Nuyten, à cette époque professeur d'art militaire, actuellement général, sous-chef d'état-major général, et qui était le chef de cabinet du comte de Broqueville en 1926, au moment de la dernière réorganisation de l'armée.

Ce plan, qui scandalisa littéralement la plupart des généraux à l'époque où il fut publié, est la réédition du plan de 1914 : Résistances limitées sur des positions favorables, échelonnées en profondeur, de manière à gagner du temps au profit des alliés. D'où l'importance des fortifications destinées à servir de points d'appui successifs pour la manœuvre délicate, mais très admirée en art militaire sous le nom de « défensive de retraite ».

(1) Conférence donnée le 1^{er} mars 1932 en la salle de la Cour d'assises, sous les auspices du Jeune Barreau de Namur.

Ce plan nous a valu en 1918 la victoire finale — si l'on peut encore appeler aujourd'hui victoire le résultat de la guerre — mais au prix d'épouvantables ruines matérielles et morales, dont nous subissons encore le contre-coup, quatorze ans après la fin des hostilités et dont nos pitoyables querelles linguistiques ne sont qu'une des nombreuses et terribles manifestations.

Nous préparer à recommencer la stratégie de 1914 nous coûterait, sans compter les incalculables ruines d'une nouvelle guerre, non seulement les sacrifices personnels très lourds qu'entraînent dès maintenant le service militaire général et un budget annuel de l'ordre de grandeur de 800 millions de francs, mais, à l'extraordinaire, des sommes importantes pour fortifications, au sujet desquelles le ministre de la Défense nationale vient d'annoncer au Sénat que les 600 millions prévus devront être notablement dépassés : 200 millions rien qu'au budget de 1933.

On a dit, l'an dernier, que j'exagérais en critiquant le projet du gouvernement, que je « vitupérais » contre un système dont les éléments m'étaient inconnus. Il est certain que je n'ai jamais été mis dans le secret des dieux et que tout a été mis en œuvre, au contraire, pour m'écarter systématiquement, surtout pendant les cinq dernières années de ma carrière militaire, de toutes les commissions et de tous les organismes d'étude où la haute charge que j'occupais dans l'armée aurait dû m'appeler, si même ma présence n'y était pas indiquée précisément parce que je n'ai jamais caché des idées personnelles différant sensiblement de celles de la plupart de mes collègues.

Mais, depuis que les crédits ont été votés, l'état-major, se flattant un peu vite d'imposer silence à ses contradicteurs au nom du fait accompli, a cru pouvoir renoncer à laisser les officiers dans l'ignorance de ses projets, ignorance prudemment entretenue pendant la durée des discussions parlementaires.

C'est ainsi que le *Bulletin belge des Sciences militaires*, organe officiel de l'état-major de l'armée, a publié dans ses livraisons d'août et septembre derniers, un article du colonel Michem au sujet duquel le ministre m'a écrit qu'il donne les éléments et la justification de la solution adoptée.

Or, il se fait que la solution adoptée, dès lors officiellement connue, est bien celle que j'avais dénoncée comme laissant la porte ouverte à l'invasion. Car, alors qu'elle comporte des dépenses très lourdes pour les fortifications de l'intérieur du pays : huit forts à Liège, sept à Namur, quinze forts et douze redoutes à Anvers — oui, à Anvers, bien que le gouvernement ait feint de renoncer à fortifier cette ville — deux forts et deux fortins à Gand, dont coût plus de 500 millions, il n'était prévu, par contre, que 80 millions pour quelques ouvrages d'arrêt à la frontière, par Bastogne et Arlon. Il semble qu'on veuille faire davantage maintenant, mais, quelle que soit l'importance des sommes consacrées à fortifier la frontière, ceci resterait l'accessoire dans un système conçu avant tout pour permettre la retraite de nos forces vers la mer en vue d'y rallier des renforts anglais.

L'auteur de l'article paru dans le *Bulletin belge des Sciences militaires* écrivait, il est vrai, que :

« Loin d'impliquer, comme certains veulent le prétendre, l'abandon a priori (remarquez bien ce mot) de la défense de la frontière et le sacrifice de nos trois provinces de l'Est, le système fortifié,

tel qu'il est projeté, témoigne de la volonté de défendre les frontières dans la mesure du possible. (Remarquez aussi la prudence de cette rédaction.) Et l'auteur ne craint pas d'ajouter :

« Car, si l'intention était de ne pas porter l'armée à l'Est de la Meuse, il aurait fallu relever les forts de la rive gauche et non ceux de la rive droite de la Meuse », ce qui est pour le moins contestable, car l'agglomération de Liège sur la rive droite de la Meuse, c'est quelque chose comme celle de Dixmude sur la rive droite de l'Yser et il serait donc indispensable de l'occuper, même en cas de défensive pure.

D'ailleurs, le caractère plus que problématique d'une intervention sérieuse de nos faibles forces à la frontière est mis en relief, pour qui sait comprendre, par le passage suivant d'un discours de M. de Broqueville reproduit dans l'article du colonel Michem :

« Dans les circonstances futures, la Meuse étant barrée par les dispositifs fortificatifs, ce serait une faute inexcusable de ne pas envisager notre effort défensif au delà de la Meuse, dans la région frontière. La réalisation de ce desideratum dépend toutefois en ordre principal du temps que nous aurions pour mobiliser, transporter et concentrer nos forces. Nous devons éviter avec soin de nous faire battre en détail à la frontière, parce que l'effet moral et matériel d'un échec initial pourrait peser lourdement sur la suite des opérations ».

Ces phrases, qui subordonnent la défense de la frontière à trop de conditions, sont exactement dans l'esprit de la défensive de retraite : on accepte la bataille partout où les circonstances sont favorables, mais on se préoccupe surtout de ne pas se faire entamer avant la réunion avec les gros des forces, en l'occurrence les alliés, c'est-à-dire de ne pas se faire battre en détail. Croit-on que je ne la connais pas, la théorie de la défensive de retraite, et s'imagine-t-on qu'il m'a fallu un flair extraordinaire — connaissant mes classiques militaires et les hommes qui décident souverainement chez nous en cette matière — pour démêler la vérité, quant aux intentions de l'état-major, parmi les renseignements imprécis et contradictoires échappés aux défenseurs officieux de ses projets ?

Conformément aux règles du jeu, le plan de l'état-major organise la retraite en créant des points d'appui fortifiés sur certaines lignes éventuelles de défense :

— La Meuse, de Givet à Maeseyck, avec têtes de pont sur la rive droite à Namur et à Liège (développement total : 150 km.).

— La ligne Meuse-aval, Namur, Anvers (développement total : 130 km.).

— La ligne Yser, Mandel, Lys, Gand, Escaut, Anvers, constituant le réduit national (développement total : plus de 100 km., mais en grande partie couverts par l'inondation).

Il y aura, en outre, près de la frontière des provinces de Liège et de Luxembourg, une ligne avancée d'un développement de 150 kilomètres, où, comme l'a dit le colonel Tasnier, dans la *Gazette de Charleroi*, la bataille pourra être livrée si les conditions le permettent ; il y aura, d'autre part, de petites organisations défensives pourvues de petits canons et de mitrailleuses pour la défense des voies de communication en cas d'attaques motorisées. On ne parle plus de la défense du Limbourg.

Mais il est certain que le général en chef n'acceptera la bataille sur aucune de ces lignes si le rapport des forces ne le permet pas. Vous savez, ce fameux rapport des forces que le général Galet « a mis au centre de son autel de fétiches livresques », pour employer une expression de la *Libre Belgique*, et qui est bien la quantité la plus difficile à évaluer mathématiquement, c'est-à-dire la quantité la plus sujette à évaluation arbitraire, parce qu'il y entre de tout, même des facteurs moraux tels que la volonté et le prestige des chefs, échappant à toute mesure exacte.

Foch disait : « Volonté égale Victoire », et cette formule, pour laquelle le général Galet n'a que des sarcasmes, peut, aussi bien que n'importe quelle autre, se réclamer de la théorie du rapport des forces. Elle explique, d'ailleurs, seule, même d'après le livre du général Galet, le miracle de notre résistance sur l'Yser malgré l'infériorité numérique, matérielle et morale de notre armée, usée et démoralisée par deux mois de défensive de retraite.

« L'art de la guerre, ça n'existe pas », a dit, paraît-il, Foch en une circonstance tragique, le 16 octobre 1914 à Furnes. Cette

parole, à première vue déconcertante dans la bouche de l'ancien et brillant professeur de l'Ecole Supérieure de Guerre, peut être interprétée comme suit : Il est des situations qui échappent aux solutions classiques et qui réclament du bon sens bien plus que le recours à une érudition livresque.

Les adversaires de la bataille décisive à la frontière invoquent un principe d'art militaire qu'ils formulent dans les termes suivants : « le champ de bataille ne peut être choisi d'avance ; il se place là où les forces se font sensiblement équilibre. » Ce principe fût-il absolu — et la bataille de l'Yser prouve qu'il ne l'est pas — n'est nullement en contradiction avec un autre principe que je pourrais formuler comme suit : « Quand des raisons impérieuses, étrangères à la stratégie, veulent que le champ de bataille soit placé *a priori* en un endroit déterminé, par exemple à la frontière d'un pays qui ne veut plus être envahi, il faut s'arranger pour que les forces s'y fassent sensiblement équilibre dans la plupart des hypothèses de guerre à envisager ; il faut donc avoir, à cet effet, des effectifs suffisants. » C'est précisément ce que ne veut pas faire notre chef d'état-major général, nous verrons tantôt pourquoi.

Quoi qu'il en soit, chaque fois que, sur l'une quelconque de nos lignes de défense, le rapport des forces sera jugé défavorable, notamment si le front peu étendu que peuvent occuper nos maigres forces est menacé d'être tourné, on évitera de se laisser accrocher et l'on battra en retraite, afin de pouvoir rallier le gros des forces alliées, c'est-à-dire les Anglais derrière l'Escaut, plutôt que de se « faire battre en détail ».

Or, comme on ne veut pas augmenter nos effectifs dérisoires, réduits à six divisions d'infanterie prétendument actives et à six divisions d'infanterie de réserve qui demanderont une assez longue reprise en main avant de pouvoir être envoyées au feu, il est plus que probable que le rapport des forces nous sera partout défavorable, quelle que puisse être la volonté de se battre des chefs, et qu'il y aura donc neuf chances sur dix pour que nous reculions jusqu'à l'Escaut.

Il y aura peut-être des résistances locales et momentanées à la frontière ; nous nous battons certainement à Liège et probablement à Namur, en tout cas à Anvers et à Gand. Liège, Namur, Louvain et Bruxelles, sans compter Mons et Charleroi, tomberont plus ou moins vite, mais inévitablement, au pouvoir de l'ennemi. La plus grande partie du pays sera finalement occupée et nos régions du sud seront englobées dans la zone des batailles de la frontière fortifiée du Nord français, tandis que dans nos Flandres s'accumuleront les plus effroyables ruines derrière l'Escaut, où s'entasseront, dans le réduit national, sous les plus terribles bombardements terrestres et aériens, nos troupes et celles des Anglais, nos établissements militaires, nos dépôts et nos approvisionnements ainsi que les populations civiles accrues par l'afflux de réfugiés.

Après des mois, ou des années, de ce régime, nous aurons peut-être de nouveau la consolation d'avoir « gagné la guerre », non sans avoir dû au préalable reconquérir pied à pied tout le territoire, avec le concours de nos alliés, au prix de nouvelles batailles et de nouvelles dévastations.

Telle est la stratégie que le colonel Michem et l'état-major, dont il défend les idées, préconisent sous prétexte qu'elle laisse à nos troupes, grâce aux forteresses, « leur liberté de manœuvre sur toute l'étendue du territoire », ce qui est le summum de l'art de la guerre tel qu'on l'enseigne encore en Belgique dans nos écoles militaires.

Malheureusement, c'est faire de tout le territoire un échiquier voué à feu et à sang, sur lequel se dérouleront des opérations conformes, comme en 1914, aux plus purs principes de l'art de la guerre, mais qui livreront d'avance notre malheureux pays à une ruine matérielle et morale complète.

Tout cela pour ménager une petite armée incapable de préserver le pays de l'invasion, dans l'espoir de pouvoir en disposer à l'issue de la guerre pour planter le drapeau national sur les débris pitoyables et les ruines fumantes de la patrie.

* * *

Nous n'avons que six divisions immédiatement utilisables au début de la guerre, car nos six divisions de réserve ne sont constituées que par des soldats ayant perdu tout contact avec l'armée depuis plusieurs années et qui, dans des unités n'ayant jamais eu d'existence propre en temps de paix, seraient encadrés par les

éléments les moins bons des cadres de l'active et de la réserve. Car, dans les armées dites permanentes, il est de règle de prendre ce qu'il y a de meilleur pour les unités actives.

Nous n'avons que six divisions immédiatement utilisables. Pour que le commandant en chef puisse se décider à les porter, en tout ou en partie, au delà de la Meuse et de la ligne des forts, il faudrait un concours de circonstances tellement favorables qu'il est sage de ne pas y compter.

N'oublions pas, en effet, que la ligne à défendre à la frontière comporte :

35 kilomètres de Maeseyck à Visé, derrière la Meuse, qui est franchissable à gué en plusieurs endroits dans cette région;

60 kilomètres très vulnérables de Visé à la Vesdre;

22 kilomètres relativement faciles à défendre, de la Vesdre jusqu'à l'Amblève;

Total : 117 kilomètres, sans compter les 93 kilomètres de la frontière du Luxembourg.

Rien que pour la tête de pont de Liège, il y a une quarantaine de kilomètres à défendre en terrain vulnérable, c'est-à-dire plus que le front de combat normal de nos six divisions. Et si, comme l'a annoncé M. Dens à la Commission de l'armée, la défense de Liège est reportée plus loin que la ligne des forts actuels, le développement de la ligne à défendre augmente encore.

Je sais bien que des fortifications judicieusement réparties permettent une certaine économie des forces pour la défense d'un front déterminé; mais l'économie ne pourrait ici compenser l'énorme disproportion entre nos maigres forces et l'étendue des fronts à défendre.

En admettant que nos six divisions puissent suffire pour la défense de Liège à grande distance, il resterait que cette défense pourrait être tournée par le nord et par le sud.

Car, on ne nous parle plus, et pour cause, des nombreuses divisions françaises, sur l'arrivée desquelles était basée la défense de la frontière à la Commission-mixte, malgré toutes mes objections.

On n'en parle plus, non pas que l'accord militaire de 1920 soit rompu, mais parce qu'il est devenu irréalisable dans la plupart des cas, malgré le désir sincère qu'a certainement l'état-major français de nous venir en aide, et malgré son désir, au moins aussi incontestable, d'envoyer ses troupes se battre chez nous plutôt que sur leur propre territoire, le long de cette frontière du nord que les Français ont dû se résoudre à fortifier vu l'impossibilité de pouvoir concentrer des forces suffisantes en Belgique en temps utile.

En effet, les Français avaient quarante divisions actives au moment où fut réalisé l'accord militaire, et nous allions avoir bientôt seize divisions susceptibles d'occuper notre frontière de l'Est assez à temps. Car nous étions encore sur le Rhin avec nos alliés, ce qui nous assurait l'avantage d'une zone de couverture dans laquelle, par un combat en retraite sans inconvénient en pays ennemi, nous pouvions gagner le temps nécessaire à la reprise en main de nos divisions de réserve et à l'arrivée des renforts français.

Aujourd'hui, au contraire, nous n'avons plus de zone de couverture en Allemagne, l'ennemi peut être à notre frontière sans coup férir, et nous ne disposons donc plus que de nos six divisions actives pour essayer de l'y arrêter. Les Français d'autre part, n'ont plus que vingt divisions actives. Dans ces conditions, à moins de laisser sans défense suffisante leur propre frontière de l'Est, ils ne pourraient envoyer en Belgique que quelques troupes actives et des divisions de réserve, dont la mobilisation et le transport prendraient plusieurs semaines.

Pendant ce délai, nos pauvres six divisions auraient probablement dû reculer, Dieu seul sait jusqu'où, et l'indispensable sécurité des débarquements français en Belgique n'est donc nullement assurée.

On va construire à la frontière pour 200 millions d'ouvrages de fortifications, et cette nouvelle a produit la meilleure impression sur des journalistes faciles à contenter.

Mais, que les ouvrages dont il s'agit soient du type des « forts » ou du type dit « ensemble d'ouvrages bétonnés », cela ne change rien au plan de défense de retraite, qui est à la base du système de défense adopté.

Car, nous n'aurons quand même que 6 divisions immédiatement utilisables, et la ligne de défense avancée de la frontière, qui a

150 kilomètres d'étendue sans le Limbourg, n'est autre chose qu'une ligne d'avant-postes, ou plutôt une avant-ligne, sur laquelle une partie seulement de nos maigres forces pourra être portée.

Sauf dans le cas où les Allemands ne nous attaqueraient pas avec des effectifs sérieux, cette avant-ligne, isolée à grande distance du reste de l'armée, faiblement occupée par quelques bataillons sans liaison entre eux, établis dans des « ensembles d'ouvrages bétonnés », disposant de canons à grande portée, ne pourrait pas empêcher l'infiltration d'un adversaire décidé à passer et à y mettre le prix. Cette faible avant-ligne ne tiendrait certainement pas, devant une attaque sérieuse, pendant le délai nécessaire pour donner à nos divisions de réserve et à celles de nos alliés français le temps d'être mobilisées, reprises en main et transportées à la frontière.

Aussi, M. Dens, et les journalistes chargés d'annoncer les travaux projetés sur la ligne de la frontière, ont-ils jugé prudent de dire que nous pourrions y livrer bataille *si les circonstances tactiques le permettent*. C'est ce que nous avait déjà promis M. de Broqueville quand il ne s'agissait que du premier « élargissement » du plan Galet.

Nous en sommes toujours à la défensive de retraite, puisque l'on ne renonce pas du tout à fortifier Anvers et Gand, ce qui prouve, d'autre part, que notre ligne de retraite reste dirigée vers la mer. Il en serait tout autrement si nous pouvions compter sur des renforts français.

Attendons donc, pour croire à un changement important dans le système de défense, que M. Dens soit autorisé par l'E. M. G. A. à contenter ses concitoyens en leur donnant l'assurance qu'on renonce *définitivement* à fortifier Anvers. On ne peut prétendre résister à la fois et sérieusement partout. En tout cas, c'est vraiment tromper les populations de la frontière et des provinces wallonnes que de leur faire accroire qu'elles seraient protégées par quelques ouvrages de fortification si nous n'avons pas des troupes en nombre suffisant. Le seul résultat d'un tel système serait, au contraire, pour ces populations, d'être englobées dans une zone de combats ou d'escarmouches et de subir ensuite toutes les représailles d'un ennemi qui les accuserait probablement de nouveau d'avoir fait une guerre de francs-tireurs.

* * *

Le premier « plan Galet », celui qui ne prévoyait aucune défense à la frontière, valait infiniment mieux — pour des populations qui seront quand même envahies — que le plan Galet de plus en plus élargi, imposé au chef d'état-major de l'armée par le parlement au nom d'une prétendue protection des provinces wallonnes. C'est ce que je me suis vainement efforcé à faire comprendre l'an dernier; on n'a pas voulu m'écouter.

Cependant, deux sénateurs au moins, MM. Segers et Pierlot, semblent avoir compris.

M. Pierlot, notamment, car, en demandant dans un remarquable rapport la création de corps spéciaux pour la défense de la frontière, il a eu bien soin d'ajouter :

« L'idée de ces corps spéciaux n'est intéressante qu'en fonction d'un plan d'ensemble comportant la défense de la frontière avec le nombre de divisions requis. Leur rôle ne peut se concevoir que comme celui d'une avant-garde ou d'une couverture ayant derrière elle, sinon immédiatement, tout au moins dans un délai limité, des forces plus importantes pour s'opposer à une attaque en masse ».

Répondant aux questions très précises du rapporteur, M. Dens n'a plus dit, comme on l'avait fait jusque-là, que le territoire serait défendu à la frontière; il a dit « à partir des marches du pays », ce qui est tout autre chose et bien conforme à la théorie de la défensive de retraite.

Le Ministre n'a pas dit non plus qu'il trouve nos effectifs suffisants et l'organisation de notre armée excellente; il a érudé les réponses formelles qu'on attendait de lui sur ces points : avant de songer à augmenter le nombre de nos divisions, nous devons réarmer celles que nous avons; cela coûtera très cher, et cela durera très longtemps... Il n'a pas nié que le plan de défense adopté ne soit en réalité un plan de retraite, puisqu'il a dit qu'on défendra le pays à partir de ses marches, et quant à Anvers, il a cru pouvoir se dispenser d'en parler pour le moment, sous pré-

texte qu'aucun crédit pour Anvers ne figure au budget de cette année...

Il faut savoir gré à M. Dens de n'avoir pas dit le contraire de la vérité, comme c'était devenu la règle sous le régime de dictature que nous subissons depuis six ans en matière militaire et qu'un livre récent du général Galet tend, fort maladroitement d'ailleurs, à faire reconnaître officiellement.

* * *

Voici, je crois, le moment d'ouvrir une parenthèse au sujet de ce livre, dont on a tant parlé, parenthèse qui s'impose puisqu'il existe encore, paraît-il, des personnes assez peu averties pour chercher je ne sais quelle justification du système adopté pour la défense du pays dans ce livre où des sophismes et de prétendues révélations du « conseiller militaire du Roi » prennent un peu trop facilement l'apparence de vérités historiques.

Le caractère exact du livre, improprement intitulé : *S. M. le roi Albert, commandant en chef, devant l'invasion allemande*, a été dévoilé par l'auteur lui-même, dans une lettre qu'il a adressée le 7 décembre dernier au lieutenant général Lantonnois van Rode et dont le texte a paru dans plusieurs journaux :

« Je m'éleve et je proteste contre l'accusation de diffamer les officiers généraux », écrivait le général Galet dans cette lettre, et il avait la maladresse d'ajouter : « Je réponds par le simple exposé des faits aux attaques dont je suis l'objet depuis dix-sept ans ».

Cette phrase explique fort bien pourquoi le livre n'est pas écrit avec la sérénité qu'on serait en droit d'attendre d'un historien impartial et désintéressé : Le capitaine de 1914 n'ayant jamais pu faire admettre par ses camarades ni par ses chefs, pas même depuis qu'il est devenu chef d'état-major général, le génie exceptionnel dont il se croit doué, a cru pouvoir, sous prétexte de faire de notre grand Roi un inutile panégyrique, se mettre en scène lui-même dans un rôle de maire du Palais ou d'éminence grise, afin de répondre à ce qu'il considère comme d'intolérables accusations de la part de tous ceux qui ne partagent pas ses idées.

D'où un véritable « plaidoyer *pro domo sua* », prétentieux, rancunier et mensonger, dicté par son immense orgueil, depuis dix-sept ans comprimé en vase clos.

Malgré la situation officielle de l'auteur et malgré le très haut patronage qu'il est parvenu à obtenir, les protestations et les démentis émanant de personnalités qualifiées et très documentées ne cessent, depuis quatre mois, d'apporter des preuves flagrantes d'inexactitudes graves, figurant dans ce livre, qui n'a malheureusement pas été désavoué par le gouvernement, bien qu'il ait pour auteur le chef d'état-major général en fonctions, qu'il viole manifestement le secret professionnel et qu'il découvre la Couronne.

Le livre du général Galet est tendanciel et tendancieux; il arrange et explique les événements après coup, en intervertissant chronologiquement, en interpolant ou en passant sous silence certains textes ou certains faits. Les personnes dépourvues de moyens de contrôle feront donc bien de le tenir pour suspect d'un bout à l'autre.

La presse a, d'ailleurs, été quasi unanime depuis trois mois à condamner ce pamphlet dont le seul mérite aura été d'attirer l'attention sur la question primordiale des pouvoirs constitutionnels du Roi en matière de commandement de l'armée et sur l'organisation qu'il conviendrait de donner, chez nous, au haut commandement, questions que j'ai traitées dans la *revue catholique des idées et des faits*, que le général de Selliers de Moranville a étudiées de son côté dans la *Revue belge*, et auxquelles la *Métropole*, la *Flandre libérale*, l'*Autorité* et la *Belgique militaire* ont aussi consacré des articles concluant sensiblement dans le même sens, et en tout cas, contre les tendances du général Galet.

Mais ne perdons pas notre temps à parler de ces tendances, que condamnent formellement les textes si précis de notre Constitution. Demandons-nous plutôt si, du point de vue qui nous occupe ce soir, il y aurait un enseignement à tirer du livre du général Galet en supposant que celui-ci dise toute la vérité et rien que la vérité.

Ce livre tend certainement à faire croire que le général Galet a toujours été partisan de la défense de la Meuse, sinon de la défense de la frontière. C'est bien possible et même probable; mais il s'agit de savoir comment il envisageait la résistance.

Or, une lecture attentive de l'ouvrage prouve qu'avant 1914 comme aujourd'hui, le rôle de notre armée n'est jamais apparu

au général Galet que comme celui d'une avant-garde stratégique manœuvrant au profit des alliés, en sacrifiant au besoin le territoire national.

La seule différence, c'est qu'en 1914 nous considérions l'armée française comme le gros de nos forces et nous reculions vers l'Yser pour défendre ce fleuve face au Nord, tandis que désormais, c'est vers l'armée anglaise que nous manœuvrerons, et nous irons défendre, dans le fameux réduit national, ce même Yser, mais face au Sud.

Je ne pourrais, d'ailleurs, assez répéter que cette stratégie est classique du point de vue militaire, et qu'elle nous est, d'autre part, imposée par l'insuffisance de nos effectifs. Malheureusement, elle sacrifie le pays tout entier, ainsi que je vous l'ai expliqué, et pas seulement les provinces wallonnes, comme certains cherchent à le faire croire aux Wallons, en exploitant contre le général Galet les misérables passions linguistiques ou raciales.

S'il était prouvé que le sacrifice d'une région quelconque de notre pays est indispensable au salut de la patrie, je renoncerais à combattre des projets basés sur cette nécessité. Je serais, d'ailleurs, certain que les populations belges vouées par la géographie à un sacrifice inévitable accepteraient celui-ci avec une patriotique résignation.

Mais, il n'en est rien. Et, comme le plan de l'état-major voue au sacrifice le pays tout entier, je suis en droit de demander si c'est pour rester exposé à une telle catastrophe que le pays doit accepter les lourdes charges qu'on lui impose sous prétexte de garantir sa sécurité.

* * *

Quant à moi, j'estime, au contraire, que la défense de la frontière à outrance, de manière à empêcher une nouvelle invasion, est le seul but qui puisse encore justifier de nos jours, dans un petit pays comme le nôtre, les sacrifices personnels et pécuniaires très lourds que comporte l'entretien d'une organisation militaire dépassant les besoins d'une force de police.

Toute conception de la défense nationale ne visant pas à interdire définitivement l'accès du territoire ne peut, en effet, aboutir qu'à des opérations militaires académiques, conduites avec plus ou moins d'art d'après des règles « du jeu » qui pouvaient se justifier à l'époque où les armées seules se faisaient la guerre et où l'invasion d'un pays n'équivalait pas à la ruine totale de toutes ses richesses matérielles et morales.

C'est pourquoi le plan de défense de notre pays doit résider uniquement, d'après moi, dans la réalisation d'un front continu aussi rapidement et aussi près de la frontière que possible.

Afin qu'il n'y ait pas d'ailes à ce front, c'est-à-dire afin qu'il ne puisse pas être tourné, il importe qu'il soit appuyé d'une part au front français et, d'autre part, si possible, à un front hollandais. D'où la nécessité d'accords militaires avec nos voisins du Nord et du Sud, ainsi qu'avec l'Angleterre, dont le concours nous serait des plus précieux, notamment au point de vue de la défense aérienne.

Il est bien entendu que le front continu ne peut consister simplement en une ligne de fortifications permanentes, « ensembles d'ouvrages bétonnés » ou autres, telles que celles prévues par les anciens traités de la barrière, que l'état-major, changeant son fusil d'épaule, veut maintenant édifier près de notre frontière de l'Est.

Ce qu'il faut, pour réaliser le front continu, c'est avant tout des troupes, non pas étirées en un long cordon ininterrompu, sans consistance et sans réserves mobiles, mais disposées de manière à ce que, en utilisant principalement la fortification de campagne, elles puissent écraser à un moment quelconque, sous une densité de feux appropriée, chacun des points ou des couloirs par où peut se diriger une attaque ennemie.

La réalisation de cette conception est possible. C'est ici que réside essentiellement la différence de vues qui me sépare de certains de mes anciens camarades de l'armée.

Ceux-ci se refusent systématiquement à concevoir qu'il soit possible de former en Belgique une armée assez bien outillée et de réelle valeur combattive, supérieure à tous égards à nos maigres divisions dites actives actuelles. Il est de dogme pour eux, que les possibilités du pays en cadres militaires professionnels limitent de façon formelle le nombre des divisions aptes à combattre dès le début des opérations.

A l'époque où il était encore possible d'avoir des véritables

armées actives, parce que la durée du temps de service dépassait dix-huit mois, on pouvait à la rigueur comprendre que le réserviste, tenu pour suspect par les militaires professionnels, n'était admis au feu qu'amalgamé avec une forte proportion d'hommes de métier. Bien qu'il n'y ait plus d'armées vraiment actives, avec les durées de service actuelles, la plupart des militaires de carrière en sont restés à cette conception particulariste.

Et, comme les ressources du pays ne permettent pas d'augmenter le nombre des soldats présents sous les drapeaux en temps de paix, force est donc, commande le principe, de se contenter d'une armée réduite sur pied de guerre, et de lui assigner une mission modeste en lui assurant de plus la protection, hélas souvent illusoire, de remparts et de fortifications.

Quant aux divisions non actives, dites de réserve, écrémées au profit des divisions dites actives, on ne s'en sert que si l'on a eu le temps de les reprendre en main au préalable, c'est-à-dire comme troupes de seconde ligne.

Il est pour le moins paradoxal que cette conception rallie encore de nos jours si facilement l'opinion des militaires, et par contre-coup celle de nombreux civils, alors que la guerre de 1914-1918 fut une démonstration éclatante de la valeur des réserves. L'Allemagne entra, en effet, en campagne avec ses formations de réserve à côté de ses divisions actives, dès le premier choc.

Elle prit ainsi immédiatement la supériorité sur l'armée française, qui, au début s'obstinait précisément dans l'erreur de n'employer que ses troupes actives. Et la conséquence de cette erreur — que le général Michel avait signalée avant la guerre au Conseil supérieur de la guerre en France, ce qui lui valut d'être mis en quelque sorte à l'index par ses collègues — fut la retraite sur la Marne et l'abandon de toute une région française à l'invasion.

Toute la dernière guerre témoigne de l'endurance, du moral élevé et de la valeur militaire des réservistes, à condition qu'ils soient convenablement commandés. Si certaines unités de réserve montrèrent parfois peu de cohésion et se débandèrent, il apparut de plus en plus, à la lumière des documents historiques, que ces échecs étaient le plus souvent imputables à des fautes de commandement, à un manque de psychologie des chefs ou à des lacunes d'organisation. On ne mène pas, en campagne surtout, des pères de famille comme on peut, à la caserne, mener des gamins de vingt ans.

Avec les généraux français Buat, Targe et autres, il m'est apparu en vivant à la troupe, que l'ancienne conception de l'armée active n'est plus qu'un trompe-l'œil depuis l'époque où, faute de soldats effectuant un service actif supérieur à dix-huit mois, nos unités dites actives n'ont plus même en permanence une seule classe de milice instruite présente sous les armes et devraient partir en guerre avec une forte majorité, si pas avec la totalité, de soldats rappelés.

Cependant, beaucoup d'officiers, pour rester fidèles à une orgueilleuse conception de leur rôle, se mettent un bandeau sur les yeux et s'obstinent à mépriser les ressources considérables que pourraient constituer, pour la défense du pays, les quinze classes de jeunes hommes de vingt à trente-cinq ans — chefs ou soldats de la vie civile — que la loi de milice met à la disposition du Gouvernement.

C'est faute d'effectifs que la frontière ne peut être défendue avec quelque chance de succès et que les plans défensifs de l'état-major doivent envisager une désastreuse défensive de retraite dans toute a profondeur du pays.

1 Les effectifs sont là cependant, mais on se refuse à les employer, sauf les quelques plus jeunes classes de milice ne dépassant pas le nombre des hommes susceptibles d'être encadrés par des officiers et des gradés de carrière, les seuls qui inspirent confiance à ceux-ci.

Et voilà comment ceux-là même qui trouvaient ridicule, l'année dernière, ma prétention de vouloir résister à la frontière avec dix-huit divisions et une organisation fortifiée dont, pour les besoins de leur cause, ils estimaient le coût à 3 milliards au moins, voudraient faire croire aujourd'hui que la frontière sera défendue avec six divisions et une organisation du terrain ne coûtant que 200 millions. On ne regarde pas à une contradiction de plus ou de moins quand, dans la défense d'une mauvaise cause, on se trouve acculé.

* * *

Dans un petit pays comme le nôtre, la « couverture » peut se réduire à la protection de la mobilisation et du transport des troupes à la frontière pendant les quelques heures nécessaires à ces opérations dans un territoire exigu, abondamment pourvu de moyens de communication de toutes espèces et dont l'étendue ne dépasse guère celle de la zone de couverture de nos voisins. C'est ce qu'on perd de vue quand on invoque chez nous les nécessités de la couverture au même titre que dans un grand pays.

En moins de deux jours, notre armée de campagne — qui devrait compter dès le début non pas six divisions, mobilisant quatre à cinq classes de milice comme combattants, mais toutes les ressources des quinze premières classes de milice — pourrait avoir à la frontière ses effectifs combattants, et y constituer, non pas « couverture », c'est-à-dire une force destinée à reculer, mais la défense du pays, sur une position bien étudiée, connue de tous et préparée dès le temps de paix.

La mobilisation et le transport de ces troupes à la frontière se feraient sous la protection de « détachements-frontières », composés de réservistes habitant sur place. Ces détachements auraient pour mission de défendre, par le feu de petits canons et de mitrailleurs, des obstructions et des destructions barrant les routes auxquelles sont liées les petites attaques motorisées seules à craindre à ce moment.

Outre dix-huit divisions destinées à jouer leur va-tout à la frontière, nous pourrions avoir des troupes territoriales, formées à un moyen des dix plus vieilles classes de milice. Ces troupes devraient être organisées en unités combattantes, non armées en temps de paix par raison d'économie.

En cas d'échec à la frontière, il nous resterait donc — même dans l'éventualité invraisemblable où aucune troupe n'y aurait échappé au désastre — un noyau de forces, alimenté sans cesse par les jeunes classes appelées anticipativement sous les armes. Ceci nous permettrait d'avoir notre mot à dire jusqu'à la fin de la campagne, après avoir fait à la frontière un effort considérable et glorieux dont les alliés ne pourraient pas ne pas tenir compte lors du règlement final.

J'ajoute que mon système prévoit une durée de service actif de deux ans pour tous les candidats gradés de réserve et pour les employés ou candidats à des fonctions des services publics de l'Etat, de la Province et de la Commune. Il nous donnerait donc, non seulement sur pied de guerre une armée nombreuse et bien encadrée, apte à barrer l'accès de la frontière, mais encore, sur le pied de paix, une force permanente pouvant être utilisée en cas de troubles et de valeur nettement supérieure à celle que notre armée actuelle possède pour cet objet spécial.

Tel est, dans ses grandes lignes, le système que je préconise pour que le pays fasse l'effort impérieusement exigé de son patriotisme afin de mettre le territoire à l'abri d'une nouvelle invasion.

Il ne m'est, malheureusement, pas possible, sans allonger outre mesure cette conférence, d'entrer dans plus de détails, ni de reproduire les réponses que j'ai faites à maintes reprises à toutes les objections qu'on a bien voulu me faire. Je me borne à signaler à ceux d'entre vous que cela pourrait intéresser, les textes de mes précédentes conférences, parus notamment dans la *Revue catholique des idées et des faits*, le 9 janvier et le 13 février 1931, ainsi que dans la *Revue Belge*, le 1^{er} avril de l'année dernière.

Vous aurez certainement remarqué les procédés tels que pression, menaces, insinuations plus que désobligeantes, etc., par quoi l'on n'a cessé d'entraver les efforts de ceux qui osent défendre de telles solutions.

On vous a affirmé que les unités actives seules ont cette force de cohésion, sans laquelle une troupe n'est qu'un « misérable troupeau », « un bétail destiné à la boucherie du champ de bataille », incapable de « tenir » sous le feu terrible des armées modernes...

Mais, il n'y a plus nulle part, sauf en Allemagne, aucune armée réellement active. Et, chose curieuse, les Allemands, à qui le traité de Versailles a imposé l'armée active par excellence, c'est-à-dire la Reichswehr, ne songent qu'à renoncer à cette organisation pour adopter le service obligatoire comme dans les autres pays. C'est même vraisemblablement pour pouvoir revendiquer éventuellement ce droit qu'ils ont inscrit, dans leurs propositions à Genève, l'abolition du service obligatoire dans tous les pays. Ils seraient bien attrapés si on les prenait au mot!

On vous a affirmé que la guerre moderne devient de plus en plus comparable au travail d'une gigantesque usine, qui réclame des ouvriers qualifiés, particulièrement instruits de la technique

compliquée du métier; que, dans une bataille, la machine, l'armement, les engins, les gaz exigent de tous une science militaire approfondie. Voire!

Car, non seulement la dernière guerre a démontré la valeur des réservistes, mais il semble bien que la formation militaire — trop dogmatique et sans souplesse — qui caractérisait les cadres de carrière, dans l'un comme dans l'autre camp, les ait laissés trop longtemps hésitants et désarmés devant les surprises de procédés de combat nouveaux tandis que, seule, la force morale, le stoïcisme des soldats donnait aux chefs le répit nécessaire pour s'adapter et trouver la riposte ou la parade.

Les cadres de carrière, spécialisés aujourd'hui, par suite de l'extrême brièveté du temps de service, dans les petits détails pratiques de l'instruction intensive de recrues se succédant sans cesse et ne faisant plus que passer sous les drapeaux, ont-ils encore le monopole des vertus guerrières, de l'ascendant moral capables de galvaniser une troupe au feu?

Leur recrutement tient-il compte de leur valeur morale et psychologique? Leur formation professionnelle développe-t-elle en eux les initiatives ou en fait-elle, au contraire, des automates? Leur idéal peut-il résister longtemps aux mesquineries, aux soucis et aux déceptions d'une carrière qui ressemble de plus en plus à celle de fonctionnaires?...

Dans le « métier militaire », que les désillusions de l'après-guerre contribuent à rendre particulièrement ingrat, rien ne prépare spécialement les cadres professionnels au rôle magnifique de conducteurs d'hommes; pourquoi, dès lors, vouloir leur réserver le monopole du rôle de chef?

Ne vaudrait-il pas mieux les spécialiser davantage comme instructeurs et laisser, au moment du danger, la place largement ouverte à la nation armée tout entière, encadrée en principe par ses chefs naturels de la société civile, ces citoyens généralement très attachés aux institutions et à la patrie, ayant l'esprit largement ouvert et la pratique du maniement des hommes, acquis à l'école du « struggle for life »?

Si on savait les encourager, et pas seulement les y contraindre — comme il appartient à la loi de le faire — nul doute que la plupart de ces bons citoyens ne consacrent volontiers une partie de leur activité, voire une partie de leurs loisirs, à se préparer à ce rôle éminent.

Nous les aurions ainsi, de bonne qualité et bien encadrés, les effectifs nécessaires pour occuper efficacement les positions défensives organisées tout le long de la frontière. Chaque soldat, comme chaque gradé, les pauvres comme les riches, les Flamands comme les Wallons, chacun aurait, à la frontière, conscience de défendre — comme il convient, c'est-à-dire, à outrance — les êtres chéris et le foyer en même temps que le patrimoine matériel et moral commun à tous.

Mais, ce serait bouleverser tous les dogmes d'un militarisme périmé, qu'on a malheureusement accoutumé de confondre avec le patriotisme; et c'est pourquoi cette conception, en honneur dans d'autres pays, rencontre encore chez nous tant de résistances désespérées.

Il en résulte que le maintien d'unités prétendument actives — dont le nombre est nécessairement très restreint — reste à la base de notre organisation militaire. Ceci exclut toute possibilité d'utilisation immédiate des nombreux soldats que l'article 2 de notre loi sur la milice met à la disposition du gouvernement lorsque le territoire est menacé.

Et voilà pourquoi nous ne pouvons songer à défendre la frontière efficacement ni à compter sur des renforts français.

Tout cela s'enchaîne et provient de l'obstination de certains milieux à ne pas comprendre que nos six divisions dites actives ne sont tout de même que des milices camouflées, sans l'avantage du nombre.

* * *

L'état-major de l'armée a rejeté mon système de parti pris, sans vouloir l'étudier et même sans le connaître, puisque, dans ses publications, comme à la Commission-mixte en 1928 et comme au Parlement, l'année dernière, on n'a jamais fait état que d'une caricature de ce que je propose.

Cependant, des civils, et notamment MM. les sénateurs Segers et Pierlot, m'ont fort bien compris. Et, malgré tout, mes idées font du chemin; on y arrivera tôt ou tard, à moins que la Conférence du désarmement ne parvienne à donner par d'autres moyens des

garanties de sécurité suffisantes aux petits pays placés, comme la Belgique, dans une situation exceptionnellement périlleuse.

En attendant, on continuera à dépenser, pour des travaux de fortification à l'intérieur du pays, des sommes importantes, qui viendraient mieux à point le jour où l'on se décidera à augmenter le nombre de nos divisions pouvant être utilisées pour défendre la frontière.

Si vous le permettez, nous allons maintenant faire le point, pour voir ce qu'a donné jusqu'ici la campagne provoquée par mes conférences de l'an dernier :

1^o C'en est fait, semble-t-il, de la confusion que l'état-major entretenait dans les esprits en invoquant les prétendues nécessités de la couverture à l'instar de ce qui existe dans un grand pays;

2^o Plus personne ne croit sérieusement que les crédits demandés l'année dernière avaient pour but la défense de la frontière, comme les journaux officieux l'avaient annoncé à grand renfort de manchettes sensationnelles;

3^o On commence à comprendre, même au Parlement, que le problème de notre sécurité n'est pas simplement, ni en ordre principal, un problème de technique fortificative, mais que la défense d'une ligne déterminée — celle-ci fût-elle fortifiée de la manière la plus adéquate — requiert un minimum de troupes, variables d'après les propriétés du terrain, mais en rapport avec l'étendue de cette ligne.

Si des forts, tels ceux de Verdun, et des fortifications de campagne ont pu résister jusqu'à la fin de la guerre, c'est moins à cause de la qualité du béton que parce qu'il y avait — dedans et surtout alentour — des troupes en quantité suffisante pour réaliser un front continu sur toute la ligne de bataille dont faisaient partie ces forts et ces organisations.

Les plus acharnés champions de la formule simpliste : « du béton à la frontière » ne disent plus ou ne laissent plus croire que notre armée actuelle est suffisante; le colonel Tasnier a terminé une de ses récentes correspondances à la *Gazette de Charleroi*, en faveur de la fortification de notre frontière de l'Est, par l'interrogation caractéristique suivante :

« A cela nous ajoutons : et où en est la question des effectifs et de l'organisation militaire? »

4^o Le chef d'état-major général lui-même semble évoluer tout doucement vers ma solution : Il envisage déjà la protection des routes contre les petites attaques motorisées des premiers jours d'une manière qui s'inspire manifestement de ma conception pour la couverture de la mobilisation.

Il pousse, d'autre part, petit à petit, vers l'Est, la première ligne de défense éventuelle. Mais, ce qui est beaucoup plus significatif, il fait un pas certain, quoique très timide, dans la voie de l'utilisation des réserves en vue de profiter de l'avantage du nombre.

Où m'assure, en effet, que les exercices de cadres des corps d'armée devront mettre en œuvre sur la Meuse, cette année, non plus seulement leurs deux divisions organiques, mais trois divisions, dont une de réserve. Or, pour pouvoir utiliser sur la Meuse, à côté des divisions dites actives, les troupes des divisions de réserve, il faudra bien en arriver à ce que celles-ci aient, dès le premier jour, la même valeur que celles-là... et c'est alors l'organisation que j'ai préconisée dès 1928 à la Commission-mixte, c'est-à-dire l'armée de milices susceptible de nous donner dix-huit divisions aussi bien que douze.

Malgré le chemin parcouru, que je viens de vous montrer, nous sommes malheureusement encore loin des dix-huit divisions indispensables pour défendre la frontière avec l'aide des Français et même de la possibilité d'utiliser immédiatement nos douze divisions sur la Meuse; mais on y vient de plus en plus, et j'étais loin de m'attendre, il y a quelques mois, à une évolution relativement aussi rapide.

Tant il est vrai que, à notre époque, nul gouvernement — et certainement un dictateur moins que tout autre — ne peut plus songer à prendre des décisions à l'encontre du vœu de l'opinion publique. Si l'on veut gouverner et durer, il faut absolument pouvoir compter sur la *vox populi*, que les équivoques et les sophismes ne trompent jamais bien longtemps surtout dans un pays tel que la Belgique, remarquable par le bon sens de son peuple patriote, mais réaliste.

Lieutenant général A. HELLEBAUT.

CHRONIQUE POLITIQUE**L'étape nécessaire**

Pendant que l'on échange à Genève de grands discours, le travail politique que nécessite la préparation de la prochaine conférence qui se réunira à Lausanne pour le règlement de la question des dettes, s'élabore heureusement dans le silence et l'on a de sérieux raisons de croire que l'accord n'est pas loin d'être fait entre la France et l'Angleterre.

Les dernières informations venues de Paris prouvent que la suprême importance d'une entente entre ces deux puissances n'est pas perdue de vue. La manœuvre de M. Tardieu à la conférence du désarmement, manœuvre dont nous signalions dernièrement les inconvénients pour l'établissement de relations cordiales et confiantes avec le cabinet de Londres, ne semble pas devoir être poussée plus à fond.

Il y a toujours du danger pour la Belgique lorsque la politique de la France et celle de l'Angleterre s'engagent dans des voies divergentes. Nous ne pouvons pas oublier que c'est l'accord de ces deux nations qui nous a valu en 1831 la consécration de notre indépendance. Pendant la longue période durant laquelle nous avons vécu sous le statut de la neutralité permanente, les bonnes relations qui ont existé presque tout le temps entre Paris et Londres ont été un élément essentiel de notre sécurité. Depuis un siècle, la politique belge a toujours tendu à faciliter la solution des différends survenus entre les deux gouvernements qui ont un intérêt identique à l'existence d'une Belgique indépendante. On sait que ce fut là une des tâches principales qu'assuma Léopold I^{er}, tant dans l'intérêt de la Belgique que dans celui de l'Europe; il la poursuivit avec ténacité sous la monarchie en Juillet et même sous le Second Empire. A vrai dire, le resserrement de l'Entente cordiale à partir de 1903 ne nous a pas été entièrement favorable, parce que, dans le règlement général des difficultés pendantes entre la France et l'Angleterre, leur accord fondamental sur la nécessité de garantir à tout prix le statu quo en Belgique a perdu, en apparence, la primauté qu'il avait encore jusque-là. L'Allemagne impériale a pu croire que l'invasion de la Belgique n'aurait pas en réalité, pour déterminer l'intervention anglaise, le caractère décisif qu'elle a eu en fait. Mais 1914 a été un grand exemple. Il n'en reste pas moins vrai qu'à notre point de vue il ne suffit pas que l'Angleterre et la France vivent en bon accord, il faut encore que dans l'entente réalisée la question belge, telle qu'elle est réglée dans le cadre des traités de Locarno, apparaisse nettement comme un facteur essentiel et déterminant. Aussi est-ce à bon droit que nos hommes d'Etat, obéissant à la tradition créée par nos rois, ont été si souvent, depuis la guerre, des agents de liaison aussi actifs que judicieux entre Londres et Paris.

* * *

La diplomatie belge est appelée à jouer de la sorte un rôle discret mais ingrat, exigeant à la fois beaucoup de zèle, de doigté et d'abnégation. Ce rôle réclame de notre Foreign Office une conception des affaires qui n'est peut-être pas à la mode mais qui demeure vraie en dépit des sophismes wilsoniens.

L'idée, juste en principe, de l'interdépendance qui s'est établie entre toutes les nations du globe, a fait naître de graves erreurs sur les meilleures méthodes propres à créer l'harmonie entre les peuples. Pour le moment, on n'entend parler que de conciles uni-

versels. On aborde toutes les questions à la fois, on refuse de sérier les difficultés, de les diviser géographiquement. Tout le monde se mêle en tout et l'on récuse en même temps les deux facteurs de compétence et intérêt. Cette méthode, à en juger d'après les résultats, n'est certainement pas la bonne.

Ne serait-il pas sage de reconnaître enfin que pour réaliser la paix du monde il faut procéder par étapes et renoncer à ces généralisations trop ambitieuses qui créent la confusion? Il y a des problèmes européens, asiatiques, américains, africains; parmi les problèmes européens, il y a une foule de distinctions à faire: il y a un problème rhénan, il y a le problème de l'Adriatique. Le problème de la Méditerranée, celui des Etats successeurs, etc. L'idée de résoudre toutes ces difficultés à la fois est absurde; en multipliant les surfaces de friction, on multiplie en même temps les chances d'accident. Si l'on veut être réaliste, il faut d'abord consentir à être modeste.

Feu Wilson avait une crainte maladroite des « amitiés particulières ». Dans les alliances de l'Europe d'avant-guerre, il ne voyait que l'élément offensif, la pointe dangereuse que certaines d'entre elles présentaient effectivement, mais c'était là une vue trop étroite des choses. Ces alliances avaient également un rôle stabilisateur. Elles assuraient l'ordre dans des quartiers troublés du monde. On ne rétablira pas l'Europe avant d'avoir rétabli çà et là, quelques piliers solides, avant d'avoir fortement ancré dans le sol quelques points fixes. Les mésaventures financières de l'Angleterre ont eu au moins ce bon résultat de rendre nos amis d'Outre-Manche plus attentifs aux dangers de l'isolement; ils ont en ce moment besoin de la France et de son or. Il y a donc plus de chances que dans les dernières années de rétablir une Entente cordiale réelle. Mais il ne faut pas, comme M. Tardieu l'a fait en matière de désarmement, demander aux Anglais ce que leur constitution cérébrale leur interdit non seulement de promettre mais même de comprendre.

Ces considérations méritent de retenir l'attention de l'opinion publique de notre pays, ne fût-ce que pour la mettre en garde contre la tentation de demander à notre ministre des Affaires étrangères l'un ou l'autre geste sensationnel. Le sensationnel est rarement utile et les petites nations n'ont rien à gagner à se mettre trop en vedette. Ce qui nous importe avant tout, c'est la reconstruction de l'Europe occidentale. Cette constellation essentielle possède dans les traités de Locarno son statut juridique, il s'agit de la faire vivre dans la politique. L'ordre se rétablirait par contagion si les bons ouvriers de la Paix, délaissant les illusions qui les ont brouillés avec le bon sens, avaient le courage d'assainir successivement une région après l'autre en laissant le temps au Temps de résoudre les problèmes plus vastes qui apparaissent insolubles aujourd'hui. Pour l'instant, c'est le rapprochement de la France et de l'Angleterre qui doit être l'objet le plus direct de notre travail diplomatique. Tout le reste en dépend. Le spectacle de Genève qui se déroule sur le devant de la scène n'est en réalité qu'un intermède: la pièce sérieuse se joue à huis clos.

Comte LOUIS DE LICHTERVELDE.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Mémoires⁽¹⁾

Rétrospective

Les grandes vacances octroyées aux Français commencent par l'Exposition de 1900 et vont durer quatorze ans.

Les Français ont en 1900 trois sujets de contentement : la fin de l'Affaire Dreyfus, qui assit définitivement la Troisième République sur ses sièges électoraux, en dépit des efforts nationalistes et réactionnaires; la pile donnée aux *English* par les Boers; l'Alliance franco-russe. Et c'est joyeusement qu'ils commencent le siècle. Chacun à sa place, Dieu pour tous et la stabilité assurée, celle des rentes et des salaires, des nations et des continents.

L'Amérique est tranquille et n'envoie que des nationaux timides, l'Asie dort au milieu de ses théogonies millénaires et dote les Expositions des spécimens de son art. L'Afrique noire est occupée au Nord et au Sud par des blancs qui la poifient gentiment, les îles Hawaï gardent pour elles leurs guitares.

En Europe il y a un Pape, un czar tout-puissant, deux empereurs, un sultan, beaucoup de rois, deux reines, la vieille Victoria et la jeune Wilhelmine, une principauté et deux républiques, l'helvétique et la française. Lénine, Trotsky font des rêves impossibles en mâchonnant des cigares d'un sou dans des brasseries du Boul' Mich', Mussolini polit son jeune front d'ivoire, Primo de Rivera est sous-lieutenant, Bénesch ne s'attend pas à ce qui va lui arriver, Staline... j'ignore ce que fait Staline, ce fils d'un savetier Caucasiens. Joffre, Foch, Pétain, Lyautéy militaires ne sont connus que de leurs chefs; Raymond Poincaré avocat, député et ancien ministre, se signale déjà par son intégrité; « son talent lui fait tout offrir, son caractère tout refuser », et Briand ne parle qu'à des grévistes. L'Angleterre, riche et puissante, possède l'Océan, et la morgue anglaise est écrasante; rien n'est plus beau ni plus insolent qu'une lady, plus imperturbable qu'un homme d'État anglais; l'Angleterre fait la loi, impose sa volonté au monde, elle est admirée, copiée, et un professeur français écrit : « De la Supériorité des Anglo-Saxons ». Bien que l'Allemagne ait parfois des sursauts inquiétants, l'Europe veut ignorer le nombre de ses hauts fourneaux, le travail secret de ses chimistes et la fécondité de ses femmes.

En 1900, la civilisation ressemblait à une grande pyramide où chacun, rangé méthodiquement dans son petit carré, était convaincu de l'éternité de l'édifice. Depuis quelqu'un a posé le pouce sur la pointe extrême de la pyramide et l'a aplati comme une tarte. La hiérarchie, acceptée de tous, était une garantie de stabilité : des enfants respectueux et craintifs, des parents disposant de l'avenir avec des chiffres exacts, des femmes asservies et résignées, des maris raillant selon leur droit le salaire de leurs épouses, des serviteurs nombreux et stylés, des ouvriers consciencieux. Le sol ne bougeait pas, les seuls accidents notoires étaient des coups de grisou dans les mines, les saisons étaient disciplinées, les chapeaux de paille et les mousselines apparaissaient à Pâques, les étés étaient chauds, les campagnes et leurs ombrages recherchés. La victoria et le fiacre gardaient le haut du pavé, dûment arrosé quand les marronniers étaient en fleurs. Le fiacre jouait un rôle important; il était peu coûteux, 1 fr. 75 la course, 2 francs l'heure; dans les soirs d'été, il balladait les amoureux au Bois, capote baissée.

Les premières autos peinaient pour monter les côtes; c'étaient des de Dion, des Léon Bollé, des Serpollet à vapeur, et on se juchait orgueilleusement sur ces phaétons sans chevaux. Grimant péniblement les pentes de Saint-Germain, une Serpollet s'arrête faute de combustible : « Ce n'est pas étonnant, dit Granier, tout le charbon est dans mes yeux ». Les voitures électriques de Krieger, d'une douceur incomparable, étaient l'apanage de quelques-uns.

Le ciel était strié par des ailes d'oiseau ou des cerf-volants, mais sous terre on posait les premières rames de métro, dues à André Berthelot. Les appartements étaient loués pour neuf ans, décorés en pâtisserie Louis XV et tapissés avec des étoffes inusables, des gros de Tours ou des damas de Lyon. Une étroite baignoire par famille, un water sans chasse d'eau par étage, pas

de radiateurs, mais des bouches de chaleur. L'électricité débutait et, non tamisée, dévorait les yeux et le teint; les lampes à pétrole étaient aussi enroulées de mousseline que les femmes, qui portaient des jupons empesés, des cols baleinés, des bas noirs, des parasols d'autruche le jour, le soir un peu de tout sur les cheveux, et dont les corsets faisaient office de monte-charges; les tailles de guêpe engendraient les « misères féminines » qui nécessitaient force chaises-longues; les jeunes filles étaient chastes et chlorotiques. Les hommes portaient la moustache, parfois la barbe, une raie du front à la nuque, même quand cette raie devenait une allée, puis une esplanade; un monocle brillait sous leur arcade sourcilière, et ils offraient fréquemment leur bras aux femmes.

La guerre.

Je respirais dans la ville de Paris une odeur de catastrophe bien plus saisissante que les propos inquiétants des journaux, et j'avais l'épigastre contracté par des pressentiments que seuls les animaux et les femmes perçoivent aux heures de bouleversement. Comment n'a-t-on pas senti, venant de l'autre côté du Rhin, les effluves belliqueux du peuple allemand en ébullition et tremblant sous l'impulsion de la guerre comme la corde d'un arc au moment où l'archer s'agenouille pour viser. Monsieur Sazonof a proposé... Monsieur de Yagoff a répondu... Monsieur de Bethman-Holweg a télégraphié... Ah! que nous faisions toutes ces dépêches à la veille des départs pour la mer ou la montagne! Du brouhaha diplomatique comme les autres années; il faut bien que les diplomates échangent des dépêches.

L'Europe offrait pourtant à ce moment un effrayant ensemble. Guillaume II donne, dans les dépêches autrichiennes, des coups de crayon qui sont déjà des coups de mitraille et prépare l'ultimatum. Ses ministres mentent ou se taisent. Pour rassurer l'opinion, le Président de la République française, accompagné par Viviani, lève son verre en l'honneur de la Paix, entouré de la famille impériale russe et se promène en landau à Saint-Pétersbourg avec les quatre petites grandes-duchesses, dont les cheveux blonds ou bruns sont soulevés par la brise de l'été. Au Quai d'Orsay, Philippe Berthelot enlève avec ses phrases le masque à l'ambassadeur d'Allemagne qui répond par un sourire. Affreux sourire!

Ce voyage de Saint-Pétersbourg et les jours anxieux de juillet 1914 ont été racontés par Viviani à un de ses familiers dans un style oratoire intime :

Vous ne savez pas le turbin que c'est quand on est dans le Gouvernement! Ils en font des embarras, ces Russes : le Tzar qu'on ne peut pas voir comme on veut... et les cérémonies! nous avons dû attendre avant de nous mettre à table... Et ces bougres de cochons d'Anglais, on aurait peut-être pu éviter tout ce branle-bas; j'avais télégraphié et téléphoné à Edward Grey d'empêcher le tremblement, mais il s'en moquait bien, lui, il était à son week-end.

Des tableaux de Meissonnier et de Detaille, des tapisseries des Guerres des Flandres croisent leurs tranquilles images dans mon esprit avec les récentes *Illustrations* qui montrent les horizons de Tchatalja et les atrocités bulgares. Désespérée, je prépare sans y croire un voyage en Irlande avec mes enfants. Ne m'a-t-on pas assuré qu'une guerre serait tellement atroce que les hommes ne pourraient s'y résoudre? J'aurais n'a-t-il pas écrit : « Quel est le fou assez fou pour déclencher la guerre? »

Toute la journée, je téléphone. Un de mes amis revient de Londres, il a causé avec Edward Grey qui lui a expliqué que l'Angleterre ne peut pas faire la guerre en ce moment, elle n'a pas d'armée, l'opinion anglaise n'est pas préparée et les troubles irlandais l'accaparent. D'ailleurs le Foreign Office était mécontent de l'amitié franco-russe, il soupçonnait des ententes particulières et avait même répondu l'année d'avant quand on lui demandait si l'Entente franco-anglaise serait efficace :

Je n'ai pas reçu communication officielle des termes de la nouvelle convention navale franco-russe. Aussi longtemps que ces méthodes prévaudront, il est vain de parler du poids des Ententes dans l'équilibre européen.

Cette phrase suffit-elle à expliquer l'attitude anglaise de juillet 1914? L'ami influent connaît très bien l'Allemagne et l'Autriche; sa certitude de la guerre me terrifie.

M. Tittoni, l'ambassadeur d'Italie, a déclaré d'une façon pé-

(1) Extraits du troisième volume de *Mémoires*, de la duchesse Elisabeth de Gramont, qui paraîtra bientôt chez Grasset, à Paris.

remptoire que jamais l'Italie n'entrerait dans le conflit et que c'était fort heureux pour la France qu'elle restât neutre.

Je repars pour Vallière avec mes enfants. Elles jouent au croquet avec leur grand-père qui calme ainsi son agitation. Je veux encore retourner à Paris, je parle de la guerre. « Ces femmes sont folles et nerveuses », s'écrie mon père. Je reçois une dépêche de mes cousins d'Irlande qui précisent la date de notre arrivée. Décidément, l'Angleterre ne songe pas à la guerre.

Pendant je me rappelle qu'au mois de mars précédent j'étais allée à Londres et qu'un rumeur bourdonnait à mes oreilles. On y parlait tant d'armements, de dreadnoughts, que j'en fis la réflexion à Lady Rothschild. Elle me répondit : « Ce n'est rien, ce sont les spéculateurs. L'Etat a fait de grosses commandes et les chantiers gagnent beaucoup d'argent ». Mais Winston Churchill n'a-t-il pas dit à la Chambre des Communes que la marine anglaise se devait toujours de lancer le double des unités de la marine allemande. En attendant, les Anglais ne bronchent pas et l'Autriche, la Russie mobilisent.

Ainsi que des sonnambules, nous partons pour la gare du Nord après avoir, comme d'habitude, rangé la maison pour l'été. Les rues sont encombrées d'une foule dense et hagarde, de voitures qui se dirigent vers les trains. Cela tient à la fois de l'émeute, du mardi-gras et d'un départ général pour les grandes vacances. Les nerfs l'emportent sur les réflexions et on ne sait plus ce que l'on pense. Et nous apprenons que les événements ont pris un caractère alarmant. Je ne veux pas quitter la France, mais où aller, Seigneur, où aller avec mes deux petites filles et mes males ? Ma femme de chambre allemande sanglote et vomit. Elle est inquiète parce qu'elle a épinglé sur le mur de sa chambre une litho en couleur de l'empereur Guillaume. Nous irons retrouver ma belle-sœur qui villégiature sur la côte normande.

Galliéni

Galliéni a sauvé Paris. Galliéni, un homme admirable, à l'esprit méthodique parce que scientifique, possédait toute la matérialité et la spiritualité du grand militaire, la volonté, la décision in médiate et le sens de la responsabilité. Maigre, sec, tout en nerfs, il avait des intuitions de génie, des sortes d'antennes qui lui faisaient percevoir la vérité par delà les renseignements insuffisants. Il le prouva tout au long de sa carrière : au Soudan, au Tonkin, à Madagascar, en France.

Le gouvernement, Joffre et l'état-major ne voulaient pas croire à l'invasion de la Belgique; Poincaré était hypnotisé par l'idée de l'Alsace; seul Galliéni, généralissime adjoint, se méfiait du coup; il avait si bien étudié les possibilités de cette invasion qu'en 1913, dans un village du Nord, il s'était rencontré avec von Klück, tout deux en civil inspectant la même région. Il devina, par le nombre des voies ferrées récemment posées par les Allemands et qui entouraient Aix-la-Chapelle, que vingt-quatre corps d'armée pourraient être massés devant Charleroi, et que la lenteur apportée à la destruction des forts de Liège était voulue, pour permettre à l'armée allemande de se grouper et d'envelopper dans un large coup de faucille la France du Nord. Galliéni apprit à Madagascar qu'un chef militaire doit aussi bien administrer qu'organiser et combattre, ayant à distribuer à la fois la poudre et le pain, à discipliner les civils et à mener l'action. Galliéni fut bien le Chef de Paris. Quand il en fut nommé gouverneur militaire, la tâche était tellement écrasante qu'un autre n'aurait pas tenté de suppléer au quasi néant qu'était la défense de Paris. Galliéni s'installe d'abord aux Invalides, puis au Lycée Duruy; il choisit ses chefs de service et travaille. Il entoure Paris d'une ceinture de tranchées et de fils barbelés, il est le premier par conséquent à profiter des exemples des Balkans et de la Mandchourie; il amoncelle des munitions dans les vieux forts d'Ecouen et de Saint-Denis *better than nothing*, installe de l'artillerie sur les hauteurs de l'Hautill, cette croupe qui s'avance entre la Seine et l'Oise, s'occupe de l'approvisionnement de la capitale, fait aider le génie par les terrassiers civils; les quarante mille hommes que Galliéni employa aux tranchées de la Défense de Paris furent commandés par le lieutenant du génie Paul-Boncour, qui avait déjà le don de se faire écouter et comprendre du peuple. Galliéni installe partout des téléphones, des rails, surveille les transports et, anxieux, calcule où en seront les travaux de la défense quand les Allemands

arriveront sous nos murs. Joffre et Galliéni, au moment de l'approche allemande, veulent tous deux se débarrasser des ministres et du Parlement, l'un pour pouvoir travailler en paix, l'autre par mesure de sécurité. Mais ce départ, qui devait être officiel, eut lieu la nuit du 2 septembre avec des allures de sauve-qui-peut; seul Poincaré était muet et hostile, tandis que certains sous-secrétaires d'Etat, fous de terreur, se disputaient les fourgons et les Parisiens rigolèrent. Penché sur ses cartes d'état-major avec les renseignements que lui apporte la maigre escadrille de la défense aérienne de Paris, Galliéni connaît seconde par seconde le mouvement des armées. Si von Klück entre dans Paris, Galliéni a fait tous les préparatifs qu'il était humainement possible de faire pour le recevoir.

Mais le 2 septembre 1914, son escadrille le renseigne sur la marche oblique de l'armée ennemie, et il prévoit le coup qu'il va falloir porter. A partir de la minute où von Klück tourne avec sa première armée à l'Est de Paris, Galliéni, qui avait grossi sa fameuse armée de Paris grâce à d'incessantes supplications au général Joffre au point d'avoir sous ses ordres 150,000 hommes (la 6^e armée du général Maunoury, la 45^e division algérienne, des territoriaux, etc...), eut une idée audacieuse qui amena la retraite allemande.

Comme il semble aujourd'hui limpide, ce plan de campagne; comme il se déroule d'une façon logique! C'est qu'aujourd'hui les cartes de l'adversaire sont abattues; nous savons que dans la nuit du 2 au 3 septembre von Klück recevait ce radio :

« L'intention de la Direction supérieure de l'Armée est de refouler les Français dans la direction du sud-est en les éloignant de Paris. La première Armée suit la deuxième en échelon et continue à assurer la protection du flanc des armées.

Galliéni eut la divination du point faible où il fallait frapper, et, miraculeux stratège, à partir du 2 septembre il prend la responsabilité de ses actes, et déclenche son offensive de l'Ourcq le 4 septembre à midi, vingt-trois heures avant que Joffre et le G. Q. G. se soient ralliés à ses indications; il sut électriser les troupes, ranimer par son ardeur les pauvres soldats fourbus par la récente retraite de Charleroi. Avec un sang-froid au-dessus de tout éloge, il passe une journée à discuter avec le général Joffre de la nécessité d'agir sur l'heure. Joffre préférerait masser ses armées au sud de Paris, et sir John French tenait à faire repêcher ses troupes épuisées. Galliéni convainquit Joffre de l'excellence de son plan. Merveilleuse abnégation, le Généralissime admit, puis appuie de son autorité les idées de son subalterne. Il adresse cette proclamation aux troupes :

6 septembre. — Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière, tous les efforts doivent être employés à attaquer et refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.

Le lendemain, un général allemand, le général lieutenant Tulff von Tscheppe, s'adressait aux troupes allemandes :

Demain la totalité des forces de l'armée allemande devront être engagées sur toute la ligne allant de Paris à Verdun. Pour sauver le bien-être et l'honneur de l'Allemagne, j'attends de chaque officier et soldat qu'il accomplisse son devoir entièrement et jusqu'à son dernier souffle; tout dépend du résultat de la journée de demain.

Joffre à son tour convainc sir John de la nécessité d'une action commune contre le flanc droit de la première armée allemande; Galliéni affirme que c'est une question de secondes. Le lendemain à 9 heures du matin, entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, commence l'offensive française qui, pendant cinq journées, va victorieusement rejeter l'envahisseur au bord de l'Aisne, où malheureusement il va se ficher en terre pendant quatre ans.

Comment Galliéni jette à propos ses bataillons, ses divisions, sa cavalerie, son artillerie sur les points faibles, comment il a écrit cette page d'histoire, comment dans une offensive foudroyante l'armée du général Foch a réussi, en gagnant la grande bataille de La Fère-Champenoise, à obliger le principal groupe d'armée qui lui était opposé à rompre comme les autres avec l'aide des généraux Maunoury, Dubail, Langle de Cary et du général French; comment Franchet d'Espérey déploie une redoutable activité; comment l'armée de Castelnau retient les Allemands devant le Grand-Couronné de Nancy, comment Sarraïl retient avec opiniâtreté près de Verdun l'armée du Kronprinz, malgré les ordres assez contradictoires émanant du G. Q. G., et comment ils mettent tous en déroute les armées de von Klück, de Bülow, du prince

Ruprecht de Wurtemberg, de Hausen, du prince héritier de Bavière, des gens de métier l'expliqueront.

Pour nous autres, habitants de Paris, la bataille de la Marne, n'est-ce pas les deux mille petits taxis de nos rues qui, réquisitionnés par Galliéni, couraient chercher cinquante mille soldats frais pour les jeter sur l'Oureq, pendant que les autobus chargés de viande et de pinard assuraient le ravitaillement des troupes? enfin Waterloo avec Grouchy qui arrive à temps! Le taxi de la Marne, légendaire personnage, tellement parisien qu'il est digne de symboliser la seule bataille décisive que les Français aient livrée seuls et qui mérite bien le nom de victoire. Les circonstances finales de cette guerre ont terni ce mot « victoire », il traîne à leur suite, dépouillé de sens. La Marne, capitale Joffre et Galliéni, est une des plus grandes batailles de l'Histoire; si elle avait été perdue, la race latine était anéantie par la race germanique.

L'arrière

— Il y eut des malins qui comprirent la situation à leur manière pour en profiter. La guerre est coûteuse et demande une activité commerciale et industrielle intense; il faut alimenter les combattants, et l'occasion est belle de vendre très cher du drap, du cuir, du charbon, de l'acier, du pétrole et du caoutchouc. Les uns s'enrichirent dans le commerce des bâches, d'autres dans le fret; des spéculations forcées se firent sur les matières premières; avant la guerre, on n'avait jamais entendu autant parler des matières premières. Les uns achètent et vendent à découvert des marchandises; c'est étonnant ce que Rotterdam reçut de cargaison de cuivre et de blé. Quelques dépêches interceptées à Bordeaux montrent à quel point l'âme de certains hommes d'affaires reste internationale; ils ont des fils qui meurent sur le champ de bataille, et quand même ils alimentent l'ennemi. Après tout, la Hollande n'est pas l'Allemagne. Quelques avisés comprirent l'importance du fret, les neutres se mirent de la partie, et l'Europe devint un vaste marché d'affaires où, à l'exception de Berlin, toutes les capitales échangent et vendent des produits. Le nouveau quartier de Passy est un enfant de la guerre; Verdun aboutit à Biarritz, et c'est à cause de la guerre qu'en 1922 les herbages abandonnés de Quétteville furent métamorphosés en écuries de courses par un armateur grec. Dès 1915, la véritable Allemagne avait assez de la guerre, qui ne profitait qu'aux Kruppistes et aux Junkers. L'Amérique n'y perdit rien; la Commission de l'Impôt sur le revenu constate que le nombre de ceux ayant cinq millions de revenus a triplé depuis un an. En France, le premier profiteur fut le gros Charles Humbert, sénateur de la Meuse. Envoyé aux Etats-Unis pour y acheter ce qui manquait, il passa des marchés tellement scandaleux qu'il fut rappelé d'urgence. O pots de vin, pots de vin!

Pendant que les soldats s'ensevelissent dans la boue des tranchées, nous autres gens de l'arrière glissons tout doucement vers la reprise de notre quotidien, et suivant la dure parole de l'Éclésiaste « chacun retourne à son vomissement ».

Sarrail

Cette expédition d'Orient fut l'œuvre du général Sarrail. Un singulier personnage que Sarrail : les qualités militaires d'un grand chef, ternies par je ne sais quel mauvais démon qui présida à sa destinée; sa figure elle-même était dépourvue de ces bons yeux de militaires qui inspirent la confiance; au fond de ses prunelles bleues dansait toujours une petite flamme satanique, et il possédait au suprême degré le « gentle art of making enemies »; il aimait irriter inutilement. Lieutenant, il donne du « Mon Général » au duc d'Aumale au lieu de l'appeler Monseigneur comme les camarades. A la direction de l'infanterie, irréductible, il fracasse sans pitié, malgré les plus hautes recommandations, ceux qui ne sont pas dignes.

« Il y a les fiches des jésuites, il y a les nôtres, et les notes de Sarrail qui ne tiennent compte ni des unes ni des autres », s'écrie furieux un député franc-maçon.

Un ministre important désire le voir sur le front, il l'envoie promener. Il refuse la Croix de Guerre au genre de son généra-

lissime Joffre. « Je lui ferai fendre l'oreille », murmure Berthelot, et Millerand qui avait pourtant l'air si bonasse le hait, et d'accord avec le Gouvernement envoie un des vainqueurs de la Marne aux Dardanelles. Soutenu par Briand, devenu ministre des Affaires étrangères, il part pour Salonique, où il reste deux ans; Salonique ventouse utile, devait être le pivot de l'action des Alliés. Sarrail avait conçu un plan excellent, auquel il manqua tout pour réussir : le concours anglais (Kitchener s'intéressait beaucoup plus aux territoires syriens qu'aux territoires serbes), les effectifs (il en était presque totalement dépourvu), l'opinion publique, (nous ne voulons pas que nos enfants meurent pour les Serbes!), la Presse, (Clemenceau ne cessait de clamer dans l'*Homme Enchaîné* : Les Allemands sont à Noyon et nous envoyons nos soldats à Salonique!), le Parlement, intimidé devant l'hostilité publique, et enfin le Quai d'Orsay, plus difficile à emporter que Monastir. Les Grecs ne prisèrent guère ce débarquement sur leur territoire, mais les traités nous y donnaient droit. Le roi Constantin dépendait si bien de certains Alliés que 60.000 francs de sa liste civile lui étaient alloués par la France, élargement pris sur l'entretien des routes. Il faut parfois se mettre à la place des gens : le roi Constantin était Germain autant qu'on peut l'être, et dur comme fer croyait en son beau-frère Guillaume II. Or il voit un jour les ennemis de sa famille débarquer sur son territoire pour lui dicter leur loi, le brouiller avec les siens sans autre compensation, pour le laisser par la suite entre des voisins fortifiés et dangereux, les Italiens et les Serbes. Alors il devient ce que nos journaux appellent félon; il supporte les Alliés en leur jouant mille tours. Des espions nombreux comme des moustiques surveillent la petite armée de Sarrail; chaque débarquement, chaque mouvement est signalé aux Allemands. Le 1^{er} décembre 1916, 200 marins français périssent dans un guet-apens qui leur est tendu par Constantin, ce qui n'émeut nullement le Quai d'Orsay. Constantin compose un ministère germanophile et lutte contre Vénizelos, notre partisan qui représente la vieille Grèce, c'est-à-dire le peuple, ses traditions et ses instincts. Conseillé par Politis, grand expert en droit international, Constantin essaie de persuader en douce au général Sarrail qu'il doit s'en aller et que son départ sera même facilité.

M. Guillemin, ministre de France à Athènes, passe son temps à recevoir des dépêches contradictoires du Quai d'Orsay qui à tout prix veut ménager Constantin, et Denis Cochin, envoyé en mission en Grèce ne trouve rien de mieux que le départ de Sarrail. Or Sarrail voit clair : Constantin doit être muselé par la force; l'opération diplomatique est vaine et fait perdre du temps; le général demande qu'on le laisse commander véritablement son corps expéditionnaire et disposer des P. T. T. Or, malgré les avertissements de Sarrail et les conseils de M. Guillemin, malgré l'attitude de Vénizelos, Briand, qui avait au début si vaillamment soutenu Sarrail devant la Chambre et près des Anglais, s'amollit; il s'incline devant l'indifférence britannique, les généraux anglais refusent même leur collaboration à Sarrail; l'expédition, sans intérêt pour eux, leur déplaît, et le Quai d'Orsay ordonne de ménager Constantin à tout prix. Une belle princesse ne fut pas étrangère à l'amollissement de Briand : Marie de Grèce, fille de Roland Bonaparte et de M^{lle} Blanc, belle-sœur de Constantin, rencontrait souvent Briand aux déjeuners du D^r Lebon. Séduit par ses charmes et son intelligence, Briand écoutant les arguties gréco-parisiennes de la princesse Marie de Grèce, se laissa persuader quand le moment fut opportun, qu'il fallait ménager Constantin, ou du moins le remplacer par son mari le prince Georges de Grèce. Briand est sensible au verbe, au sien d'abord et puis à celui des autres; il fut englué, et à coups de télégrammes entrava l'action de Sarrail, ainsi qu'en témoigne cette dépêche chiffrée qui, comme toutes les dépêches chiffrées, fut lue par le général :

« Intrigue politique en cours avec Paris qui enverra général plus favorable à nos desseins ».

Et ces intrigues n'empêchent pas Sarrail de contenir les Bulgares, de s'emparer de Monastir et d'avoir maintenu les Alliés dans une place stratégique. Ribot, qui succède à Briand, comprend qu'il faut en finir avec Constantin; il nomme Jonnard haut-commissaire et représentant de l'Entente en Grèce; le 1^{er} juin 1917, Jonnard et l'escadre française arrivent devant Athènes, menacent la ville de bombardement; la population est affolée, Constantin comprend que son heure a sonné et tremble dans son palais; l'archimandrite est dans une maison close; et les Français débarquent, des gueules de canon sont braquées sur la ville, des notes échangées entre

Jonnard et Zaïmis, et le 14 juin le roi Constantin, la reine Sophie, leurs enfants, leur suite s'embarquent pour l'Italie et la Suisse. Sarraïl, lui, est rappelé en France le 10 décembre 1917.

Défaitisme.

Les salons ne chôment pas; j'appelle salons les lieux clos et confortables où l'on bavarde sur la guerre. Au printemps 1917, ce fut plus qu'un bavardage, un sentiment de révolte et de pitié actionnait chaque pensée et chaque cœur. Puis, que signifie cette guerre, que veulent les gouvernements de l'Europe? Qu'ils rectifient les frontières et qu'on arrête le massacre. Dans bien des endroits on murmurait: « Nous nous fichons de l'Alsace et de la Lorraine », et l'on commençait à comprendre qu'il ne s'agissait pas de la reprise de deux provinces, mais d'une convulsion des vieilles institutions qui avaient géré le monde jusqu'à ce jour. Une pensée nouvelle commence à naître: le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à ne plus servir de prétexte aux gouvernements dirigés par des intérêts financiers.

Toutes les nations du globe débordent sur les trottoirs, les couleurs se mêlent, des blancs sont tués par des noirs, des jaunes font le planton au Trocadéro, les nègres encombrant le Midi, des prisonniers allemands en vieux uniformes feldgrau grattent les routes françaises pendant que des bleu horizon délavés par les pluies de un, deux ou trois hivers grattent les routes allemandes; l'Orient se mêle de l'Occident, et des fortunes s'amoncellent, des pays s'enrichissent en vendant de la mitraille; les marchands de mort se réjouissent: « Encore deux ans et ma fortune est faite », explique un consommateur dans un restaurant, à une table voisine de la mienne; les actions de la Royal Dutch commencent à monter et les boursiers se frottent les mains. Londres est bombardé mais, ainsi que le fait remarquer une charmante dame de la haute société anglaise, personne de connu n'a été tué », ce qui veut dire qu'elle s'en fout.

Les Allemands profitent de ce fléchissement du moral français, ils ne luttent pas seulement avec le fer, mais aussi avec du papier, des paroles et de l'agent; ils appuient à la fois sur l'opinion française et sur l'opinion américaine. Les campagnes défaitistes du *Bonnet Rouge* et du *Populaire* se préparent en sourdine, et bien des gens furent le jouet inconscient des menées allemandes.

Au printemps de 1917, un soviet de femmes se réunit dans un endroit neutre, le Temple de l'Amitié, oublié dans un jardin de la rive gauche, où passèrent Racine, la Champmeslé, Adrienne Lecouvreur, et appartenant à M^{lle} Barney. Ce temple abrita pendant quelques semaines le troupeau orange de femmes diverses, la fille d'un ministre, Valentine Thomson, la directrice d'un journal féministe, Jane Misme, Marcelle Capy, qui, dans un petit journal communiste, *La Vague*, attaqua la grande firme de métallurgie Wendel, l'accusant d'avoir volontairement raréfié le charbon dans l'hiver de 1916, une contremaître dans une usine de guerre, des femmes de lettres, Marie Lenéru, M^{me} Mardrus, Rachilde, Séverine, Madeleine Marx, Lara de la Comédie-Française, et bien d'autres encore. Elles étaient toutes remplies de bonne volonté, mais les discussions étaient âpres; chacune n'écouait que son propre cœur et peu celui des autres, la cohésion manquait totalement sauf sur un point, l'horreur inspirée par cette guerre sans fin. Il était curieux d'écouter ces opinions si différentes. De temps à autre, Lara se levait pour dire: « Et le Maroc? », ce qui signifiait: « Pourquoi opprimez-vous les nations innocentes? — Pour leur apporter la civilisation, des routes et de l'hygiène. — Elles n'en veulent pas ». Marie Lenéru avait écrit un article pacifique admirable, *Le Témoin*. Séverine, vieille sous un amas de cheveux blancs, berçait l'auditoire d'une voix chantante et jeune qui lui avait longtemps servi à plaire au public et à masquer son défaut de raisonnement, et d'une voix pénétrée parlait de la rue Fondary. Ah! cette rue Fondary. Quelques mères de famille, fatiguées de voir leurs fils mourir successivement, s'étaient réunies chez une brave femme qui demeurait dans cette rue et avaient émis un vœu bien doux et bien platonique, celui de voir se terminer la guerre; cela s'appelait le tract de la rue Fondary et Séverine ne lâchait plus cette rue. Rachilde était une bonne patriote: « Jusqu'au bout! » clamait-elle. La contremaître des usines de guerre apportait des chiffres; son autorité était un présage de la future omnipotence féminine. Barbusse venait d'écrire le *Feu*, et il fonda une revue qui se nommait *Clarté*, dans laquelle il proclamait lui aussi les tortures des soldats, sa haine de la guerre et l'ignominie des institutions qui avaient amené cette catastrophe; hélas, autant

clamer l'ignominie de la nature humaine! Georges Duhamel avait écrit son admirable livre *Les Martyrs*, et Alexandre Arnoux *Le Cabaret*, récits de guerre vécaux et loin d'être académiques.

Ces discussions creuses ne pouvaient amener aucun résultat; la guerre était engagée, il ne fallait certes pas l'arrêter au moment choisi par ceux qui nous avaient attaqués. Valentine Thomson fut la première à prévenir que ces bons cœurs se fourvoient; elle savait que les Allemands n'étaient pas étrangers à cette propagande d'attendrissement qui coïncidait étrangement avec une fatigue de leur armée, et n'ignorait pas non plus qu'un mouvement socialiste international commençait à se former, et que ce mouvement, composé surtout de Russes et d'Allemands, travaillait contre l'Entente. L'Allemand Scheidemann suivait les instructions de Bethmann-Holweg, comme l'Autrichien Adert, celles du comte Czernin. Une conférence, qui avait pour but de négocier avec les Etats belligérants fut projetée pour septembre à Stockholm. Les socialistes d'Amérique, de France et d'Angleterre restèrent fidèles à leur parti national; seuls quelques minoritaires du parti socialiste français protestèrent, mais les passeports furent énergiquement refusés. L'heure de l'Internationale n'avait pas encore sonné; Vandervelde lui-même déclare à Londres que le voyage à Stockholm est impossible tant que les Allemands occupent les territoires alliés, et Poincaré assure que la justice de son pays interviendra. Mais cette justice laissait Barbusse fonder la revue *Clarté* et organiser un grand banquet avec des discours pacifistes où une midinette frisée, grande et en pleurs jouait de l'attendrissement.

Je rencontrai à ce moment-là un singulier personnage, Alsacien et théosophe. Chassé de son usine de produits chimiques, il ne possédait plus que des bottes, un uniforme, une femme et un enfant. Amaigri par une maladie des bronches, il avait un peu le faciès de Bonaparte au pont d'Arcole et un surprenant don verbal. Il est vain de nier l'importance du verbe; seulement le verbe revêt des formes différentes; épuisé dans les discours parlementaires ou académiques, il reprend une puissance incontestable quand celui qui le manie s'adresse à un auditoire restreint. X... captivait cet auditoire par des mots qui font toujours de l'effet; il parlait de La Cause, il fallait lutter pour elle, et le théosophe jonglait avec les idées et les nombres; à travers la fumée grise de ses innombrables cigarettes il expliquait les forces mystérieuses qui mènent les hommes et préparent des temps nouveaux; l'Allemagne était la victime des forces noires, mais il était certain que les forces blanches rayonneraient bientôt sur le pays de Goethe et sur l'Europe. Là, il ne voyait que deux grands foyers de lumière, celui du Uhrvolk et celui de la France. Il parlait de la fatigue de nos vieilles races qui bientôt seraient absorbées par le jeune grouillement du continent américain. Il fit aussi une prédiction assez curieuse: il assurait que les années qui suivraient la guerre seraient influencées par une puissante poussée d'inversion sexuelle et intellectuelle. X... habitait un appartement situé dans un quartier abandonné, il parlait fort avant dans la nuit, grisé de thé et de paroles; un orage déchirant zébra de clartés vertes les tombes du cimetière qui étaient sous ses fenêtres. La Musique des disques wagnériens reposait les écouteurs des sommets philosophiques et enivrants où l'orateur les entraînait. Il y eut un côté concret assez satisfaisant pour notre théosophe; un riche industriel, séduit par son langage captivant, le dégagea des soucis matériels pour qu'il put mieux se vouer à la Cause. X... quitta le triste appartement pour une jolie maison aux confins du Bois, eut des serviteurs bénévoles qui s'appellèrent les Veilleurs, plusieurs autos, une villa à la campagne. L'extase cérébrale doit être entretenue comme une belle courtisane. Puis le théosophe, toujours fumant et parlant, fit une adepte qui remplaça avantageusement l'épouse un peu lourde; suivi de cette jeune femme il partit en d'autres régions, tout en continuant à servir la Cause, et je le perdis de vue. Dernièrement, je le rencontrai chez Prunier; le théosophe était devenu gras, riche et silencieux.

Sans contribuer au soutien de la Cause, j'ai passé néanmoins des soirées assez intenses, en quelque sorte droguée par la verbe de X... Aux premières lueurs de l'aube, amoncelé dans des taxis de hasard, le groupe me ramenait à Passy où je humais avec exaltation l'odeur végétale des grands jardins qui entouraient ma nouvelle demeure.

L'année 1919.

Un certain public attendait depuis quatre ans, la jambe arquée et la hanche cambrée, la reprise possible des tangos et des fox-trots. Les mêmes nègres reparurent avec cuivres et tambours, et les trépi-

dations africaines entraînent, cette fois, un peuple entier, depuis la petite servante d'auberge jusqu'au plus gros nouveau riche. L'arrivée brusquée de l'Armistice désappointa bien des profiteurs, mais ils se consolèrent en dépensant, et dans les dancings fraîchement ouverts ils amoncelèrent de nouveaux cadavres : les bouteilles de champagne à trois cents francs; le produit de la guerre s'en allait en boissons, en automobiles et en parures de femmes. Si les institutions changent, l'espèce à laquelle nous avons la joie d'appartenir conserve son fonds permanent; au long de l'histoire, les Traités sont entourés de mangeries et beuveries et les gens ingambes sautent; pendant le Directoire il y eut quinze cents boîtes à danser, et les gens de 1918 firent exactement la même chose que leurs prédécesseurs. Nous voulions tous oublier la guerre et pendant que les hommes importants discutaient de ses suites, nous dansions. Le soir même de l'Armistice, un Américain avait fait préparer à l'hôtel *Majestic* des centaines de bouteilles de champagne qui furent vidées avec vaillance. Un riche Israélite de l'avenue Raphaël donna une fête; les hôtes amenés en paullines, burent tant et si bien que le maître de maison ferma les portes du buffet pendant deux heures, et les invités ivres furent ramenés au petit jour dans les mêmes paullines. Il y eut au Ritz une réunion, où pour la première fois, des dames, dites de bonne compagnie, roulèrent sous la table, et cet exemple fut suivi. La guerre était rigoureusement reléguée; les marchands de livres de guerre firent faillite, et les marchands de champagne et de liqueurs, fortune.

La danse n'était pas menée par les Français, mais par des éléments étrangers qui encadraient leur minorité; beaucoup d'officiers vêtus en kaki, dont certains résidus d'Europe centrale américanisés de fraîche date, se ruèrent vers les plaisirs parisiens avec une brutalité effrénée. Ce n'est pas tout de boire, dit un proverbe; ils allaient parfois dans des embrasures de fenêtres pour répandre leur trop-plein, même chez les particuliers; mais il était patriotique de sourire aux enfantillages de nos sauveurs qui en abusèrent; il était impossible de traverser les alentours de la place Pigalle après minuit sans entendre les coups de revolver des Américains ivres. Souvent naïfs, ils priaient les Français d'examiner la liste des bons petits restaurants qu'on leur avait indiqués; il y avait sur cette liste le restaurant Chabanais dont la célébrité est mondiale. Et les sauveurs s'attaquaient dans les maisons privées comme dans les boîtes, tandis que les Anglais formaient des clans et dansaient entre eux. Bientôt le mot Français devint un terme méprisant, qui signifie un pouilleux, regardant à la dépense. Un vieux gentilhomme se plaint à l'hôtel *Trianon* : Maître d'hôtel, mon œuf n'est pas frais, je ne reviendrai plus. — « Monsieur fera comme il voudra, la clientèle qui nous plaît est celle de ces Américains qui viennent ici pour vingt-quatre heures avec deux femmes et sonnent toutes les heures pour une nouvelle bouteille ». Si une Parisienne marchande chez Chanel un cache-poussière en gabardine de cinq mille francs, les yeux au ciel la vendeuse répond : « Madame, les Françaises ne nous intéressent pas. »

Bon gré mal gré, chacun est entraîné dans cette farandole qui part de l'Etoile et va serpentant à travers la ville au son du jazz; l'orchestre est nègre, le saxophone miaule, le rythme nouveau entraîne et captive. « Retenir une table » fut le but de la vie d'après-guerre, et assise devant des liquides, arrosée de lumière, la foule heureuse massée au centre des dancings ressemblait à un pot de groseille qu'on vient de dépoter; la gelée humaine tremble, vibre sur place, se fendille et s'ébroue autour de la piste jusqu'à l'heure où les serpents viendront augmenter l'euphorie; — il n'y a pas de doute, le moyen le plus sûr de l'atteindre est d'être plein.

Les armées démobilisent peu à peu, les militaires et les prisonniers regagnent leur foyer. Ils n'en veulent plus de l'héroïsme! et personne d'ailleurs parmi ceux de l'arrière ne pourrait les comprendre. Ils ne racontent pas leurs campagnes : il n'y a pas eu de campagnes, il n'y a eu que de l'horreur, celle de l'Yser, de la Marne, de la Somme, de Verdun, et ils veulent l'oublier. La nature les aide, et ils rentrent dans leur demeure comme s'ils l'avaient quittée la veille. Au retour d'un de mes parents, prisonnier civil, comme Mme de Sévigné je ne sus bientôt plus que faire de mon émotion. En arrivant chez lui, Monsieur X... regarde sa cour avec l'œil du maître : « Elle est sale et mal balayée ». Pendant que son bain coule il s'enquiert rapidement auprès de sa femme tremblante des nouveaux états civils de la famille : décès, mariages, naissances, puis il se met à table comme quatre ans plus tôt et répond à nos

questions : « Je m'embétais. Pendant six mois je n'ai mangé que du rutabaga. Le rutabaga a joué un fameux rôle! » Puis il papote sur les événements ménagers : « Tu sais, la cave, la fameuse cave de 1860, ils l'ont bue et il n'en reste plus une seule bouteille; et ils ont tout rafflé dans le château. — Même mes fourrures et mon manteau de chinchilla? — Idiote! pourquoi as-tu emporté à la campagne ton manteau de chinchilla? — Il y a quelquefois des brises fraîches pendant l'été. — Maintenant tu n'en auras plus, de chinchilla! » Après le déjeuner M. X... se lève. — « Où vas-tu? — A la poste », vieille réponse conjugale reprise avec le reste.

Cet intérieur-là ne changea rien à ses habitudes; ailleurs les heurts furent fréquents; les épouses avaient montré leur sagacité, et conquis une indépendance qu'elles n'avaient pas l'intention d'abandonner; monsieur, parti en maître adulé, revint souvent en importun. Je trouvai une de mes amies en larmes; comme je la questionnais sur la cause de son chagrin elle articula mollement : « Il est revenu! » Les divorces furent nombreux et les cœurs volèrent chacun de son côté. Un endurcissement général préparait les gens à l'époque de fer qui allait surgir.

La guerre n'est pas une machine qui peut s'arrêter net. Sournoise, elle prit une autre forme, et aussitôt après l'armistice, par la grippe espagnole, peste amenée en Occident par les armées d'Orient, les hommes furent encore décimés par milliers. Mais ce nouveau fléau fut subi avec calme, beaucoup moururent et peu se plaignirent, la calamité 1914-1918 avait été telle qu'elle estompaît les autres malheurs, et même le bruit des révolutions et des guerres qui encerclaient nos frontières n'arrivait que faiblement jusqu'à nous.

En cet hiver, nous avions à recevoir avec pompe les personnalités des pays alliés.

Je n'ai ni l'habitude ni le goût des Cours contemporaines, anachronismes qui me semblent sans intérêt. Les rites et la morgue sont un jeu falot, puisque les derniers locataires des palais d'antan ne dirigent plus les peuples.

Mais à tout seigneur tout honneur : saluons la reine des Belges. Elle ne fut jamais tiraillée, à l'instar d'autres monarques d'origine germanique, entre deux patries; quand la Belgique fut envahie elle cessa d'être Bavaoise, mais au côté d'Albert I^{er} incarna l'héroïsme belge. La Reine n'est pas seulement nimbée de vaillance et de courage, sa haute culture littéraire et scientifique ajoute à son attrait de souveraine et de femme, et le soir du gala qui lui fut offert à l'Opéra, c'est avec respect et admiration que les dames de Paris l'entourèrent. Toutes les maréchales étaient là, massées sur son passage. La comtesse Greffulhe, d'origine belge, avait organisé cette réunion; la Reine, par son affabilité fit notre conquête, et c'est de grand cœur que je fis ma révérence de Cour.

ÉLISABETH DE GRAMONT.

Cinq Entretiens sur l'Esthétique (I)

La signification culturelle de l'Art

Une des questions que l'on se pose parfois, surtout en temps de crise, est celle de savoir à quoi servent les œuvres d'art... et les artistes. C'est une forme peu respectueuse de l'éternel problème de la signification culturelle de l'Art.

Culturel dérive du substantif culture, que nous considérons le plus souvent, surtout en français, comme synonyme de civilisation. Les langues germaniques, en particulier l'allemand, distinguent les deux termes l'un de l'autre. Culture s'oppose à nature. La nature est ce qui s'offre à l'activité humaine, vierge de son influence. La culture est ce qui porte la trace de l'action de l'homme. Or, d'une part, la nature comprend le monde externe aussi bien

(1) Voir *Revue Catholique* des 8, 15, 29 janvier et 12 février 1932.

que l'homme lui-même; d'autre part, l'action purement humaine est au moins formellement d'essence spirituelle. En tenant compte de ces deux remarques, la culture se définit toute transformation par l'esprit des données brutes, matérielles et humaines.

L'homme est individuel et social : chacun de nous est un individu socialisé. On peut donc parler de culture individuelle artistique, intellectuelle, morale. On doit surtout parler de culture sociale, car la transformation de la nature humaine et physique par l'esprit est l'œuvre de la collectivité organisée en sociétés particulières en attendant qu'elle devienne universellement humaine. La culture est avant tout intérieure, car elle est dans son essence formelle, d'ordre spirituel. Mais tout esprit humain, y compris l'esprit collectif qu'on excuse (la métaphore) se manifeste et s'exprime par des institutions objectives. La culture se présente donc à nous comme vie et comme institution. Parmi les institutions particulières dont elle est la synthèse, se rangent les techniques, les mœurs, le droit positif, les organisations politiques, l'économie, les églises, etc.

Enfin, toute activité de l'esprit poursuit la réalisation de certaines valeurs. Cela veut dire que toute activité tire son être et son sens de « choses » qui intéressent de quelque façon l'homme. Celui-ci en perçoit la signification objective et les nomme valeurs. Parmi les valeurs, rappelons l'Utile, l'Agréable, le Vital, le Religieux, l'Érotique, l'Esthétique, le Moral, le Social, le Juridique, etc. On voit sans peine que la valeur spécifique l'action spirituelle, laquelle s'objective en institutions, qui cachent sous des formes diverses, un sens toujours le même.

La culture est donc constituée de l'activité spirituelle collective tendant à réaliser dans le donné pur de la nature physique et humaine, des valeurs objectives. On le voit : la culture forme une unité complexe; comme la personne humaine, elle est une multiplicité inépuisable, apparaissant toujours plus ou moins unifiée.

Poser la question quelle est la signification culturelle de l'Art revient à se demander quelle est la place qu'occupe la vie artistique dans la culture totale. Quels sont les rapports entre l'Art et l'utile, le religieux, l'agréable, le moral, etc? Quelles sont les relations de ces rapports à l'ensemble de la vie culturelle? Aux sciences de la culture, en particulier, à l'histoire de répondre à ces questions. Il y a autre chose : Quels sont les rapports non pas, qui de fait existent dans une civilisation donnée, mais de droit doivent exister entre les facteurs culturels, eu égard à l'essence même de la culture : c'est la philosophie de la culture qui, ici, prend la parole.

On le voit, le problème est d'une surabondance écrasante. Nous sommes loin de pouvoir le résoudre. Loin peut-être d'en apercevoir l'extrême complexité. Nous nous bornerons, par conséquent, à traiter de quelques aspects culturels de l'art. Nous terminerons par quelques réflexions sur l'art et la morale, en particulier sur la terminologie qui doit absolument être précisée dans les discussions qui se rapportent à ce problème. Bien que nous ne puissions pas ici envisager cette question sous tous ses aspects, nous espérons pouvoir proposer au moins quelques principes. A chacun de les peser et de voir les conséquences qu'il en faut tirer.

I.

Le phénomène artistique se présente à nous sous plusieurs aspects : Nous pouvons en jouir — pratiquement et esthétiquement — et nous pouvons le comprendre. Nous pouvons y découvrir le signe de l'activité purement ordonnatrice de l'esprit et l'expression individualisée de la vie sous ses multiples formes (1). A tous ces points de vue se pose la question qui nous intéresse : quelle est la signification de l'art dans la culture humaine?

Il semble tout d'abord qu'à toute société normalement développée un certain culte des valeurs esthétiques s'impose. L'homme

est un organisme vivant. Sous peine de se détruire, il doit tendre à son bien individuel. Qu'il le veuille ou non, il est d'une certaine façon égocentrique, oui, égoïste. Toute activité physiologique, toute activité économique, beaucoup de formes d'activités spirituelles ne se comprendraient pas et même ne seraient pas, si l'homme ne poursuivait son intérêt. Mais parce que spirituel, l'homme est capable de s'élever à un idéal objectif, bon en lui-même; à des connaissances des choses elles-mêmes non considérées par rapport à son utilité; à des plaisirs qui n'ont rien d'immédiatement biologique, puisqu'ils découlent uniquement de la contemplation voulue pour elle-même. Sous un aspect, l'homme ne peut être qu'intéressé, sous un autre, il se doit d'agir avec désintéressement dans tous les ordres : théorique, moral, esthétique.

Les activités désintéressées ennoblissent les activités égocentriques : peut-être sont-elles leur couronnement et leur raison d'être. Mais d'un autre côté, les activités désintéressées seraient impossibles sans les activités biologiques : celles-ci sont la condition matérielle et la base de celles-là. Toute culture se doit donc non seulement de poursuivre l'utile mais encore le vrai pour lui-même, le bien en soi, l'esthétique désintéressé. Elle serait bien pauvre, la culture, si elle n'était qu'économique; elle serait inférieure, si en temps normal, elle subordonnait tout au bien-être matériel : science, moralité, art; elle serait d'autre part, impossible, si elle ne s'appuyait que sur des savants de laboratoire, des mystiques uniquement occupés des choses divines, des artistes oublieux de toute nécessité publique.

Sans doute, ce qui vaut pour la Société ne vaut pas exactement dans les mêmes termes pour l'individu. Il faut des savants, des mystiques, des artistes. Si on peut leur permettre de se désintéresser de la chose publique, du moins dans leur action immédiate, c'est parce que l'on doit se rendre compte qu'ils se rendent utiles à tous en développant la science, la vertu et la beauté, et rappellent qu'il y a autre chose dans la vie que les exigences de l'instinct vital. D'ailleurs, il y a des savants nullement insensibles à la réalisation de l'utile : on en trouve qui s'occupent, au moins avec intérêt, d'affaires et même de politique. L'on connaît des artistes excellents qui sont d'habiles commerçants : n'y a-t-il pas en Flandre certains écrivains de renommée mondiale qui ont gardé le « flair » — c'est le cas de le dire — de la boulangerie-pâtisserie, où ils ont fabriqué leurs premières œuvres d'art?

Trêve de malices! Ce qui est à retenir, c'est que l'activité se présente à nous sous deux aspects : essentiellement, dans l'ordre de l'être, elle se détermine par la poursuite d'un bien, dans l'ordre de la conscience, cette poursuite se traduit par des variations affectives autour du *délectable*. Qu'on l'envisage sous le premier ou sous le second de ses aspects, l'activité humaine n'est parfaite que si elle épuise harmonieusement toutes ses possibilités. La société, et dans une mesure moindre, l'individu ont pour mission de réaliser, autant qu'ils le peuvent, toutes les valeurs en poursuivant le bien sous toutes ses formes. Et puisque le plaisir est le concomitant de toute activité normale consciente, il est hautement souhaitable que les jouissances spirituelles de la découverte du vrai, de l'accomplissement du devoir, et de la contemplation des perceptions, viennent purifier l'homme de ses plaisirs plus pratiques et égoïstes. Le plaisir doit-il primer le bien? Les valeurs ne sont-elles dignes d'être réalisées que dans la mesure où cette réalisation est agréable? Nous en avons assez dit pour que l'on sache la réponse à faire à ces questions.

* * *

C'est dans la jouissance qui résulte de la contemplation, — en particulier dans le plaisir apollinien, — que nombre de penseurs, orientaux et occidentaux, mettent le bonheur suprême.

On se rappelle les pages nombreuses, parfois sublimes, que

(1) Voir l'entretien précédent paru dans la *Revue* du 12 février 1932.

Platon a écrites à la louange de la contemplation du Vrai, du Bien, du Beau. Tantôt en images éblouissantes, tantôt en discours profonds, les dialogues « classiques » ne cessent de faire allusion au bonheur qui réside non pas dans la découverte successive des vérités partielles, mais dans la possession intellectuelle de ce qui, pour Platon, est la réalité même. Aristote, malgré sa tournure d'esprit positive, n'a pas réussi à se débarrasser de l'influence du maître : les envolées poétiques de celui-ci ont laissé dans l'âme du disciple des traces indélébiles. Aristote, lui aussi, ne peut mettre le bonheur suprême que dans la contemplation des choses divines, tout en avouant que ce n'est plus là un idéal proprement humain. Chez Plotin, le vieil intellectualisme classique se colore d'irrationnel : le bonheur est dans l'union extatique de l'intelligence avec le Principe premier : dans cet embrasement de l'âme par la super-essence divine, toute parole devient impossible, puisque l'objet dépasse toute représentation. Assistons-nous ici, comme d'ailleurs dans l'art hellénistique, à l'invasion d'éléments dionysiaques de plus en plus impétueux dans la vision apollinienne? Quoi qu'il en soit, bien que les Grecs ne parlent pas de plaisir « esthétique », il est évident que la réalité psychique à laquelle ils font allusion correspond à celle que nous appelons de ce nom; pour eux, comme pour nous, la jouissance qui résulterait de la contemplation du réel (abstrait ou concret, divin ou créé) serait le bonheur parfait, parce qu'elle accompagnerait l'activité la plus haute qui soit.

Chez les modernes apparaissent des tendances analogues. Lorsque Hegel met l'idéal dans l'intuition suprême où l'Esprit s'assimile l'Univers au point de se rendre compte que c'est lui-même qu'il connaît, mais objectivé devant lui-même, décrit-il autre chose que le plaisir esthétique absolument désintéressé et libre de toute entrave? Schopenhauer, lui, met la délivrance de toute douleur, c'est-à-dire de tout désir pratique, dans l'extase artistique, où le moi devient « pur sujet de connaissance ». Parfois, Bergson laisse entendre que le plaisir le plus pur serait dans l'intuition adéquate du réel par l'Esprit. Tous, à leur manière, expriment ce que l'on trouve dit en termes religieux et moraux par un saint Augustin et un saint Thomas.

Mais ici, puisqu'il s'agit d'unité suprême, les concepts deviennent inadéquats au réel. Dieu est Vérité, Bien, Beauté : il est intelligence, activité, jouissance. Mais il est simple, éminemment. Faut-il dès lors, quand nous essayons de nous le représenter, mettre l'accent sur le vrai ou sur le bien, ou sur le beau, ou sur l'être qui est le fondement de ces attributs? Ne semble-t-il pas, que, si nous partons de l'activité terminale qui nous est connue, nous devons concevoir Dieu comme joie subsistante, comme *jouissance* pure et active, s'identifiant avec l'acte *contemplateur* et « savoureux » de son être infiniment *bon*? Et la vision béatifique peut-elle être aussi autre chose, tout en étant amour et contemplation, que le bonheur de savourer Dieu et en lui l'Univers entier, avec ses formes innombrables, ses aspects multiples et son mouvement perpétuel?

Pourquoi toute cette métaphysique, qui, au fond, n'est qu'une allusion très discrète à la psychologie des plus grands métaphysiciens? Parce que précisément la vie esthétique imparfaite, qui nous enchante parfois, semble être un reflet lointain de l'idéal que nous pouvons concevoir. Puisque l'art, plus encore que la nature, nous rend capables de savourer les perceptions immédiates, unitives apaisantes, n'est-il pas dans un de ces aspects fondamentaux, l'objectivation de nos tendances au bonheur parfait? N'exprime-t-il pas ce gémissement imperceptible de notre personnalité empirique, s'efforçant de réaliser en elle la Valeur de la Personne idéale et de se rapprocher ainsi du modèle divin?

La vie esthétique nous fait nous perdre, mais pour que nous nous trouvions. Elle nous purifie de nos soucis pratiques et de nos élans intéressés et par ses apaisements fait contrepoids à nos angoisses

et à nos soucis. Elle ferme nos yeux au monde extérieur, mais les ouvre à notre âme. Elle nous rend sourds à la voix des passions réelles, mais dans le silence, elle fait entendre le chant de notre substance int me.

* * *

Sous d'autres aspects encore, l'art nous défend contre nous-mêmes. On raconte de Darwin, que, devenu vieux, il prit un jour en mains une œuvre de Shakespeare qui avait enchanté sa jeunesse. Il espérait y retrouver cette abondance de vie dont il avait jadis subi l'emprise et goûté le charme. Hélas! la science l'avait à ce point desséché que les vers les plus beaux lui semblaient morts, et pétrifiés, les caractères jadis les plus vivants...

Ce n'est pas seulement du point de vue de la vérité... vraie, qui est la connaissance de ce qui est (et ce qui est, c'est le *concret*) que l'abstraction scientifique est dangereuse, malgré ses avantages. Tout le monde sait les dangers auxquels l'homme s'expose au nom des principes purs : si nous l'oublions, certaines aventures internationales et individuelles seraient là pour nous le rappeler. Le remède à l'abstrait et aux constructions purement idéales, c'est évidemment le concret et le contact sympathique et compréhensif avec le réel. L'art, parfois, se fait l'ennemi de la science, et celle-ci se montre hostile à celui-là. Pourquoi oublient-ils, l'un et l'autre, que tout en s'opposant, ils se complètent? Non seulement parce que la science souvent se fait pratique tandis que l'art se prétend désintéressé, — le savant jouit de ses découvertes et de la liaison rationnelle entre ses concepts, alors que l'artiste se contente de ses perceptions, telles qu'elles s'offrent à lui — mais surtout parce que la vérité abstraite ne développe l'esprit de l'homme que dans une seule direction : il appartient à l'art, non pas de remplacer la recherche du vrai rationnel, mais de la compléter et de la parfaire.

* * *

Ce rôle de nous purifier de ce qui est pratique et utilitaire, de nous donner un avant-goût du bonheur suprême, de nous protéger contre les empiètements de la science abstraite, n'appartient pas exclusivement à l'art, mais à toute vie esthétique, résultant de la contemplation du concret. C'est pourquoi, la culture humaine qui n'est parfaite que par la poursuite du vrai, du bien et du beau, pour employer la terminologie reçue, suppose à la fois l'éducation du sentiment de la nature et du sentiment de l'art.

L'art est avant tout production. Toute technique (qu'on veuille se rappeler qu'il y a une technique de l'artisan et une technique de l'artiste, une technique générale et une technique individuelle, une technique de l'expression et une technique formelle), développe la conscience de soi. Grâce à la technique, l'homme se sent capable de transformer la nature, de la dompter, de la conduire à des fins qu'il lui impose : il se sent créateur. Ce serait ici l'occasion de parler de l'enrichissement de la culture par la technique de l'artiste. Combien d'aspects des choses, le génie a-t-il fait découvrir qui, sans lui, seraient restés ignorés! Que de types « réels » a-t-il mis au monde! Surtout, que de formes nouvelles a-t-il élaborées! C'est grâce à l'art que l'homme domine ses sensations en les dépouillant de leur sens biologique, qu'il arrive à les contempler spirituellement, comme si elles étaient étrangères à son intérêt, qu'il les ordonne dans des ensembles admirables pleins de lui-même et « d'ordre, de mesure, de luxe et de volupté ». Si l'on poussait ces idées, il faudrait conclure une fois de plus, qu'en créant le monde de l'art, — et nous pensons surtout en ce moment aux formes artistiques — l'homme se rapproche de Dieu en l'imitant dans sa création. (1)

E. DE BRUYNE.

Professeur à l'Université de Gand.

(1) L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine la fin de cette étude.

L'histoire de Belgique de Pirenne

M. Henri Pirenne vient de doter la Belgique d'une histoire qui restera un des monuments scientifiques les plus remarquables de notre temps et qui constitue, pour notre pays, une démonstration définitive, et combien précieuse, de l'existence millénaire de notre nationalité.

C'est en lisant son œuvre que l'on comprend toute la portée et la profonde psychologie de ces paroles inscrites sur un musée historique : « Sans histoire de la patrie, point d'amour de la patrie ».

Commencée il y a trente-cinq ans, l'histoire de Pirenne s'achève aujourd'hui par la publication du septième volume qui traite de la Belgique indépendante de 1830 à 1914.

On peut s'étonner qu'un savant, qui avait fait des problèmes de l'époque médiévale l'objet préféré de ses études, ait songé, après le succès de son premier volume consacré à la Belgique du Moyen âge, à continuer l'histoire de son pays à travers des périodes dont la documentation et les méthodes critiques ne lui étaient guère familières. De nos jours, la plupart des œuvres de synthèse — et l'histoire d'un pays en est le type par excellence — sont divisées en une série de parties distinctes confiées chacune à des spécialistes qui traitent les unes d'un règne ou d'une époque, les autres de l'aspect politique, religieux, diplomatique, militaire ou économiques des événements. Tout au plus une direction commune cherche-t-elle à faire respecter un plan et à donner une certaine cohésion à tous ces travaux individuels. Le recours aux spécialistes répond aux exigences de la science historique qui, pas plus qu'une autre, ne connaît de compétence universelle.

M. Pirenne a prévu l'objection et il y répond dans l'avant-propos de son dernier volume : « A répartir ainsi le cours de l'histoire en compartiments étanches, ne risque-t-on pas, dit-il, de perdre de vue sa continuité? Est-il possible de *comprendre* un moment de la durée en dehors de ceux qui le précèdent et de ceux qui le suivent? Il en est de la masse fluide de l'histoire comme des eaux fuyantes d'un fleuve : chaque époque charrie des éléments qui viennent de plus haut et qui iront plus bas. Il est donc souhaitable que, de temps en temps, quelqu'un fasse effort pour unir en un livre ce que la vie elle-même a uni ».

Il est évident qu'on ne peut demander à l'auteur d'une œuvre de ce genre de recourir aux documents de première main et encore moins d'entreprendre des recherches dans les dépôts d'archives inédites; il suffit « qu'il utilise toutes les données dont on dispose au moment où il écrit ». Même réduite à cette simple exigence, se représente-t-on la somme énorme de recherches, de lectures, d'annotations que réclame l'exposé d'une évolution historique qui embrasse plus de vingt siècles?

Ce travail gigantesque avait déjà été tenté, notamment par Mgr Namèche, mais il faut reconnaître qu'il n'avait abouti jusqu'ici qu'à une simple compilation, qu'à une juxtaposition de textes plus ou moins heureusement choisis. Il manquait aux prédecesseurs de M. Pirenne la rare aptitude d'adaptation et d'assimilation qui lui a permis de s'identifier en quelque sorte à chacune des périodes qu'il a décrites.

Il ne s'est pas contenté de réunir des matériaux, il a su les employer et bâtir, de la base au sommet, un monument équilibré et harmonieux. Nulle partie n'a été ou sacrifiée ou privilégiée; chaque fait, selon son importance, a repris sa place dans le cadre de l'ensemble. A l'étonnement de plus d'un, le médiéviste s'est trouvé à l'aise pour exposer la politique des temps modernes, le plan centralisateur des Bourguignons, le rôle international des Pays-Bas sous un Charles-Quint ou la résistance nationale à la politique d'asservissement de l'Espagne. Esprit éminemment synthétique, il excelle dans les rapprochements, découvre sous l'apparente contradiction des détails, la continuité des tendances essentielles et, devant la carence des documents perdus ou encore inconnus, recourt à des hypothèses qui ont pour elles la pondération du jugement et la perspicacité du politique et du psychologue.

Ces qualités se retrouvent dans le dernier volume, bien que la période contemporaine présente pour l'historien des difficultés nouvelles et de plus d'un genre.

Jusqu'ici, cette période n'a pas été l'objet d'un grand nombre d'études et celles que l'on possède portent souvent la trace de passions mal éteintes. L'historien est exposé, à tort ou à raison, d'encourir le reproche de faire œuvre de polémiste. Si même ses goûts et ses fonctions l'ont éloigné des luttes de la politique active, il n'a pu vivre dans une tour d'ivoire et son éducation, son milieu familial et social menacent de vicier à son insu l'impartialité de ses jugements. Pour ces motifs, beaucoup ont cru qu'il était trop tôt pour présenter une synthèse de notre histoire contemporaine.

Cependant la guerre de 1914 a occasionné une telle rupture dans le monde international et dans la politique interne de chaque pays, qu'il est permis de considérer l'avant-guerre comme une période définitivement close qu'on peut déjà exposer et apprécier avec la sérénité de l'historien.

Il est certain que Pirenne s'est efforcé de rester dans le rôle de simple observateur, et si les appréciations ou les critiques ne manquent pas sous sa plume, il a l'habileté de les mettre au compte de l'un ou l'autre adversaire.

Peut-être, par désir d'impartialité a-t-il, comme il le reconnaît lui-même, atténué par trop « les ombres du tableau » au point de passer à peu près sous silence, les scènes lamentables dont nos Chambres législatives ont été trop souvent le théâtre. Par exemple, les tristes débats de 1832, les accusations, les injures prodiguées au Gouvernement au moment où les troupes françaises assiégeaient Anvers, pas plus que l'absence presque complète de formation et d'esprit politique de nos premiers dirigeants n'ont retenu l'attention de l'historien et ne sont l'objet d'aucune remarque.

Je ne puis songer à résumer la synthèse de M. Pirenne. Pour permettre de juger son œuvre et sa valeur, qu'il me suffise de noter quelques-unes de ses appréciations les plus caractéristiques, en recourant largement aux phrases mêmes de l'auteur.

* * *

Le traité des XXIV articles, qui a fixé les frontières et réglé la situation internationale de la Belgique, lui fut imposé par la Conférence de Londres et elle ne l'accepta qu'après les amères défaites de « la campagne des dix jours » (1). La *politique de persévérance* du roi Guillaume, son refus de reconnaître le fait accompli et de signer le traité furent, somme toute avantageux à la Belgique. L'obstination hollandaise lui permit de garder pendant neuf ans parmi ses nationaux les Luxembourgeois et les Limbourgeois que le traité lui enlevait, et l'appréhension d'une attaque hollandaise contribua largement à stabiliser l'Etat nouveau. Au lieu de le pousser à l'anarchie, comme l'espérait le roi Guillaume, elle eut pour résultat d'atténuer les discussions intestines et maintint l'union des catholiques et des libéraux. « De 1828 à 1830, cette union avait été une alliance révolutionnaire, elle devint de 1830 à 1839 une nécessité de salut public. » Ce fut aussi pendant ces années d'inquiétude patriotique que le Roi, naguère encore inconnu et sans prestige, sans attache avec le pays, put faire montre de ses qualités et vaincre ses sujets des avantages que leur procurait une monarchie héréditaire. Les constituants de 1830 ne concevaient « un Roi constitutionnel que sous les apparences d'un roi fainéant ». Or il se trouva que Léopold « convenait aussi bien au rôle qu'on lui destinait qu'à celui qu'on ne lui destinait pas ». D'éducation et de tendances très conservatrices, prince allemand d'ancien régime, il avait beaucoup appris par l'étude approfondie du parlementarisme anglais. Il comprit qu'il fallait accepter loyalement une Constitution qu'il jugeait cependant être « une absurdité » et sut sans en violer les principes, l'assouplir par l'usage et la pratique.

Si parcimonieusement que le Congrès eut mesuré les attributions de la Couronne, il ne lui avait pas moins laissé le pouvoir exécutif, « c'est-à-dire, précisément, cette partie du pouvoir dont l'efficacité dépend avant tout de l'homme qui la possède ». « Un roi soliveau comme un roi autoritaire eussent tout gâté; avec l'un, la Constitution eût tourné à l'anarchie; avec l'autre, elle eût conduit à la révolution. Ce fut le bienfait de Léopold que de l'avoir adapté

(1) La Révolution de 1830 ainsi que le vote de la Constitution par le Congrès ont été exposés dans le tome précédent. Les négociations de la Conférence de Londres, la recherche d'un souverain, l'élection de Léopold I^{er} et enfin l'acceptation des XXIV articles par la Belgique en 1831, par la Hollande en 1839 sont résumées dans le premier chapitre du présent volume. M. Pirenne note aimablement que pour cet exposé, il s'en est référé au livre de M. De Ridder : *Histoire diplomatique du traité de 1839* et au mien *Histoire diplomatique de l'indépendance belge*.

aux nécessités d'un Gouvernement stable. Il gouverna d'accord avec l'opinion comme un navire bien conduit gouverne avec le vent, c'est-à-dire en se laissant pousser par lui sans s'y abandonner ». L'historien a bien raison de constater que « des rois si nombreux que des États nouveaux appellèrent à régner sur eux au cours du XIX^e siècle, Léopold I^{er} ne fut pas seulement le plus heureux, mais le plus habile ».

En même temps que s'affirmait l'influence du roi, les premières années de l'indépendance voyaient les Chambres législatives s'exercer au pouvoir que la Constitution leur avait confié. Le Congrès avait réservé à des électeurs censitaires le soin de désigner représentants et sénateurs car en 1830 personne ne songeait au suffrage universel que le peuple d'ailleurs eût été complètement incapable d'exercer.

Des conditions de cens posées par la Constitution, il résultait qu'en 1840 le corps électoral comprenait environ 50,000 personnes formant à elles seules le pays légal. Il se recrutait au sein de la bourgeoisie ou plus exactement parmi les membres des classes moyennes et le privilège électoral basé sur la fortune devait forcément créer un Gouvernement qui, à l'exemple de celui des patriotes du Moyen âge, aurait « tous les mérites mais aussi tous les défauts d'un gouvernement de classe ».

Lorsque, après 1840, l'union des catholiques et des libéraux, cessa d'être une nécessité de salut public, ce ne fut ni une question sociale, ni même une question politique qui amena la division du pays légal. Au point de vue social, tous les électeurs appartenaient à la même classe, défendaient les mêmes intérêts; au point de vue politique, à part une poignée de républicains, tous « vénéraient également la Constitution ».

Pirenne se demande en quoi a consisté l'opposition foncière entre catholiques et libéraux. A son avis, elle réside « dans la conception incompatible que les uns et les autres se faisaient de la destinée humaine ». Entre catholiques et libéraux belges, le conflit se manifesta en réalité au XIX^e siècle pour les causes et sous des formes parfois analogues à celles qui avaient déchaîné et entretenu au XVI^e siècle le conflit entre gueux et papistes. « C'est une guerre de religion ou tout au moins une guerre confessionnelle. » Le caractère religieux, confessionnel du conflit explique pourquoi la question de l'enseignement fut l'objet des luttes les plus âpres, les plus acharnées et les plus longues : car de sa solution dépendait la formation de l'enfant, formation qui l'orientait généralement pour toute sa vie vers une conception déterminée de la destinée humaine. La neutralité scolaire admise et défendue par les libéraux ne pouvait être acceptée par les catholiques car la religion était pour eux une branche fondamentale de l'enseignement. Peut-être certains hommes politiques des deux partis s'intéressaient surtout à l'enfant comme à l'électeur de l'avenir.

A prendre le pays dans son ensemble, il n'y a pas de doute que les catholiques y possédaient une majorité écrasante et c'est seulement dans la classe bourgeoise des villes que l'on rencontrait des groupes libéraux de quelque importance. Mais cette disproportion numérique ne se retrouvait pas dans le corps électoral car le cens donnait le droit de vote aux fabricants, aux adeptes des professions supérieures, aux gens d'affaires qui appartenaient pour la plupart à l'opinion libérale, tandis que dans les campagnes catholiques fort peu d'habitants payaient le minimum d'impôts requis par la loi électorale. Ainsi, par une contradiction en apparence inexplicable, la Belgique catholique fut représentée par des députés libéraux et bientôt ceux-ci possédèrent la majorité au Parlement.

L'élargissement du droit de suffrage jusqu'à la limite extrême fixée par la Constitution renforça encore la prépondérance de la bourgeoisie urbaine.

Le parti libéral s'était fortement organisé, le Congrès de Bruxelles de 1846 lui avait donné un programme précis; il possédait un état-major actif et intelligent, une presse nombreuse et bien rédigée.

Les catholiques, au contraire, en restant fidèles à l'unionisme, défendaient une politique qui ne répondait plus aux vœux du pays ni même à la bonne marche d'un gouvernement représentatif. En prétendant réduire leur programme à la défense de la Constitution, ils s'interdisaient de prendre position devant les difficultés sans cesse renouvelées que présentait l'application du pacte fondamental. Leur presse, peu lue et mal dirigée, se laissait aller parfois à des exagérations ou à des violences de plume qui désolaient les dirigeants du parti mais dont on leur endossait bien

malgré eux la responsabilité. Il faudra attendre 1863 et les Congrès de Malines pour assister à l'organisation du parti catholique. Seulement alors, il constituera un front unique, opposé à celui de ses adversaires, exploitera habilement les fautes commises par eux et, par une évolution sans doute assez lente, prendra peu à peu un caractère démocratique qui lui vaudra un jour ses triomphes les plus beaux et les plus durables. Malheureusement, par conviction et par tactique, il adoptera une politique antimilitariste qui lui ralliera nombre d'électeurs mais qui fera douter parfois de son aptitude à assumer les responsabilités gouvernementales.

En négligeant les deux dernières tentatives de ministère unioniste, combinaison politique chère à Léopold I^{er}, l'une en 1852 sous la direction du libéral de Brouckère, l'autre en 1854 sous celle du catholique De Decker, on peut dire que de 1847 à 1870 et même jusqu'en 1884, le gouvernement a été aux mains des libéraux. Si les catholiques détinrent le pouvoir de 1870 à 1878, ils ne marquèrent, cette fois, leur passage aux affaires par aucune mesure importante et, selon le mot attribué à l'un d'entre eux, ils se contentèrent d'y vivre.

* * *

A partir de 1847, c'est donc le parti libéral qui gouverne, et les faibles majorités dont il dispose ne l'empêchent pas de réaliser son programme. Ce serait le minimiser, déclare Pirenne, que de qualifier ce programme politique de classe; le libéralisme fut avant tout une doctrine. « Le libre développement de l'individu lui apparaissait comme la condition même du développement de la civilisation dans le domaine spirituel et dans le domaine matériel. Toute restriction de la liberté était donc à la fois un mal et un outrage, le seul devoir de l'Etat consistant à garantir à chacun la possibilité de prendre part à la compétition générale de toutes les énergies. Son rôle est d'affranchir, non de protéger... Pour améliorer le sort du pauvre et relever sa condition, il suffit de lui procurer par le libre-échange la faculté de vivre à bon compte, et de mettre à sa portée les bienfaits de l'enseignement. »

Le libéralisme économique fut réalisé à merveille : suppression des octrois, rachat du péage de l'Escaut, création de la Banque Nationale et surtout introduction du libre-échange qui permit à la Belgique de tirer parti comme elle n'avait plus pu le faire depuis le XVI^e siècle « de sa position centrale, des ressources de son sol, des aptitudes travailleuses de son peuple et de la supériorité de ses moyens de communication ».

L'homme qui inspire, qui dirige et qui personnifie ce libéralisme économique, c'est Frère-Orban. « Il possède toutes les qualités d'un grand ministre : la parole, la netteté des vues, l'énergie, la volonté; paré du double prestige de l'autorité morale et de la beauté physique, il s'imposait comme un chef et frappa le gouvernement de son empreinte ».

Frère-Orban ne personnifie pas seulement le libéralisme mais aussi l'anticléricalisme.

« Pour lui, pour que la liberté soit entière, il faut la protéger contre les atteintes de l'Eglise. La religion a son domaine propre et il prend sur lui de le définir, sûr d'avoir raison et ne voyant dans les protestations des catholiques qu'hypocrisie ou mauvaise foi. En ceci, quoiqu'il en ait, ce contempteur de l'Etat est bien obligé de réclamer pour l'Etat les droits qu'il lui refuse en matière sociale et économique. De là, toutes ces lois que la droite a stigmatisées comme autant d'atteintes portées à la liberté : loi sur les fondations charitables (1859), loi déferant aux tribunaux les attaques méchantes faites en chaire contre l'Etat ou les personnes (1862), loi sur les bourses d'études (1860), loi sur le temporel des cultes (1870) ».

Cet anticléricalisme du parti libéral et de son chef s'accroît encore lorsque, après huit ans passés dans l'opposition, l'un et l'autre reviennent au pouvoir en 1878. Frère-Orban prévoyait « que le libéralisme se suiciderait en descendant sur le terrain religieux », mais il dut céder sans doute aux exigences des Loges qui, dans une assemblée générale en 1876, réclamaient l'instruction laïque, obligatoire et gratuite.

La fameuse loi scolaire du 1^{er} juillet 1879 établissait un enseignement laïque et neutre sous le contrôle de l'Etat. Elle devait, selon les prévisions de Frère-Orban, causer la ruine du parti libéral.

* * *

Pendant son premier demi-siècle d'existence indépendante, l'activité politique de la Belgique ne s'est pas limitée uniquement à des luttes de parti. Bon gré, mal gré, les événements extérieurs forcèrent ses gouvernements à s'intéresser à ce qui se passait au delà des frontières et à défendre l'indépendance que le pays avait si chèrement conquise. Sans doute, la neutralité perpétuelle rendait aux ministres belges la tâche plus facile qu'aujourd'hui, en leur marquant les limites de leur activité ou de leurs initiatives, en couvrant le pays d'une protection morale. Mais la Conférence de Londres, en imposant à la neutralité, s'était gardée d'en définir le sens et d'en préciser la portée. C'est la pratique qui révélerait sa vraie signification et son importance. L'occasion de passer de la théorie à la pratique se présenta lors de la crise orientale en 1840. La conduite adoptée alors par le gouvernement devait faire précéder et inaugurer la politique à laquelle le pays resta inébranlablement fidèle jusqu'à la grande guerre de 1914 : la neutralité belge serait « sincère, loyale et forte » et ainsi la Belgique ne deviendrait ni un satellite de la France ni une tête de pont contre cette puissance, mais pour tous, une sauvegarde et une protection.

La révolution ou plutôt les révolutions de 1848 prouvèrent, cette fois, à l'Europe, l'importance internationale du nouveau royaume et la valeur de sa constitution.

À la nouvelle de la proclamation de la République en France, il y eut à Bruxelles un moment de stupeur et de désarroi. Le caractère social de l'insurrection, rendait la situation particulièrement périlleuse, car le pays sortait à peine d'une crise économique d'une gravité telle qu'il faut remonter jusqu'au Moyen âge pour retrouver un spectacle analogue à celui qu'offrit alors la misère des Flandres. Quantité de malheureux en furent réduits à manger des chiens, des chats, à déterrer pour s'en nourrir des cadavres d'animaux. Le paupérisme défiait toute description, et la dépression économique actuelle apparaît comme une période d'extraordinaire prospérité quand on compare ses effets à ceux de la crise de 1848.

Tout était à craindre d'une population subissant de telles souffrances et l'ordre social, en même temps que l'indépendance, menaçait de sombrer dans la tourmente. Mais le pays resta étonnamment calme. Les partis firent trêve à leurs dissentiments et retrouvèrent l'esprit de 1830. Quant au péril extérieur, la misérable bande envoyée par des clubs parisiens pour révolutionner le pays échoua dans le mépris et le ridicule à *Risquons-Tout*,

« Le mois de mars 1848, constate M. Pirenne, constitue une date essentielle dans l'histoire de Belgique. Jusqu'à alors, le jeune royaume avait plus ou moins déçu les Puissances qui, à vrai dire, ne s'étaient résignées à le reconnaître que comme un pis-aller. Personne ne croyait à la durée de ce petit Etat bilingue... Le fait que la Belgique avait pu résister à la tourmente, qu'elle avait conservé au milieu de l'Europe bouleversée, un calme imperturbable... la para d'un prestige universel. Elle s'imposa tout ensemble à l'admiration des souverains aux abois et des peuples en révolte. Sa Constitution parut tout à coup un miracle de sagesse, puisqu'elle conciliait les nécessités de l'ordre avec les aspirations de la liberté. La nation jusqu'alors dédaignée s'imposa tout à coup à l'estime et à la reconnaissance de l'Europe ». Comme en 1914 « sa nationalité, où l'étranger ne voulait voir que l'éphémère résultat d'une révolution de hasard tolérée par les Puissances, en vertu de considérations internationales attestait la force inconsciente qu'elle devait à la tradition d'un long passé historique, à la communauté séculaire des souvenirs, des souffrances, des institutions et des intérêts qui, d'une agrégation de provinces, avait fini par former une patrie. »

La période de réaction qui succéda à la crise de 1848 créa à la Belgique des périls d'un nouveau genre et l'empire de Napoléon III fut pour son indépendance autrement dangereux que l'éphémère république de 1848. Sa constitution admirée comme un instrument idéal de défense contre les désordres ne fut plus, aux yeux du nouveau et mystérieux César qu'un objet de scandale. La Belgique était qualifiée « d'arsenal où se forgent en grande partie les poignards dirigés contre la poitrine des souverains », et sa presse n'était « qu'une plaie infecte et un serpent vénimeux ». L'empereur en vint à exiger une modification à la Constitution. « Le retentissant « jamais » prononcé à la tribune de la Chambre par Vilain XIIII au milieu d'applaudissements enthousiastes fut vraiment la réponse de la nation. Elle se montra aussi respectueuse du « chiffon de papier » qu'elle avait reçu du Congrès, qu'elle devait l'être

en 1914 de cet autre « chiffon de papier » qu'elle tenait de l'Europe ».

Un peu plus tard les louches négociations entre Bismarck et Napoléon menacèrent la Belgique de devenir le prix d'une entente entre ses deux ambitieux voisins.

Si, pendant la guerre de 1870, son territoire ne fut pas violé, elle ne le doit pas à l'honnêteté de l'un ou de l'autre belligérant. Le « miracle de soixante-dix » s'explique aisément. Aucune raison stratégique ne conseillait de passer par la Belgique, car selon le mot du duc de Gramont à notre ministre à Paris, M. Beyens, « ce n'était pas la place qui manquait et la France n'avait pas besoin de passer par la Belgique » (1).

Quatre ans avant la guerre, Léopold I^{er} était mort et le deuil de la nation à la nouvelle de sa fin avait été « la consécration suprême de la dynastie... La pompe funèbre de Léopold I^{er} fut en réalité son triomphe ».

Son successeur était à peu près inconnu. Jusqu'à son avènement, « il restait pour tout le monde un personnage énigmatique, un peu bizarre et que personne ne semblait prendre fort au sérieux. Très différent en tout cas de son père, il n'y avait plus rien en lui d'anglais, moins encore d'allemand. Ce n'était pas un étranger et ce n'était pourtant pas un Belge... Par l'intelligence et par l'ambition il rappelle son père, mais en plus grand... Il a voulu que la Belgique se taillât sa part dans l'exploitation du globe. En dépit de l'incompréhension générale, de la timidité des hommes d'affaires, de la pusillanimité et de l'étroitesse de vues du Parlement, à force de volonté, d'opiniâtreté, d'adresse, de ruse et d'audace, il atteindra son but, et à sa mort, la Belgique, grâce à lui et malgré elle, possédera dans le bassin du Congo une colonie quatre-vingts fois plus grande que son territoire ».

Avec la même opiniâtreté, et au prix de sa popularité, il voulut amener les Chambres à voter les mesures indispensables à la défense du pays. Si les mesquineries de cette lutte de quarante ans ne parvinrent à le décourager, il n'en ressentit pas moins une amertume hautaine. Il vécut assez cependant pour voir ses efforts couronnés de succès et c'est une scène combien émouvante que celle du vieux Roi sanctionnant sur son lit de mort le texte de la loi établissant le service personnel. « L'avenir peut paraître assuré à ses yeux qui se fermaient. « Le Roi est content », dit-il en traçant au bas de la loi sa dernière signature, et ces mots sans doute marquèrent sa réconciliation avec son peuple ».

* * *

La chute du gouvernement libéral au mois de juin 1884 fut la conséquence de l'opposition du pays catholique à la loi scolaire. M. Pirenne y voit plus qu'une crise parlementaire. D'après lui, cet échec annonce la fin d'un régime et d'une doctrine : le régime centenaire et la doctrine du libéralisme économique. Je pense qu'en 1884, les élections n'ont pas eu cette signification générale; elles n'ont été qu'une manifestation de l'opinion publique, la protestation du pays contre la « violence légale » d'une poignée de citoyens — à peine la moitié de 130,000 électeurs — imposant à une population de 5 millions d'habitants une législation scolaire menaçant sa foi et ses traditions.

M. Pirenne appelle la nouvelle loi votée par les catholiques au lendemain de leur triomphe une loi de revanche et de réaction et, tout en mettant au compte « des libéraux » la condamnation de cette loi, il semble bien que c'est l'historien lui-même qui la considère « comme une capitulation honteuse devant l'Eglise... L'instruction, qui devait amener le relèvement du peuple, n'allait servir qu'à le conserver sous le joug d'une avilissante bigoterie ». C'est vraiment un peu sévère!

Quelques mois après les élections, Léopold II usant d'un droit dont il n'a fait usage que contre les catholiques (en 1872 contre M. d'Anethan) renvoyait les ministres Woeste et Jacobs « pour s'affranchir des politiciens qu'il avait été forcé de subir et qui, de jour en jour, se montraient plus cassants à son égard ».

M. Beernaert devenait chef du gouvernement : il devait le rester neuf ans. Lors de son fameux discours de Marche que l'auteur ne rappelle pas, il avait annoncé que les catholiques étonneraient le monde par leur modération. Cette modération, il s'efforça de la pratiquer, malgré les extrémistes de son parti. A tout prendre,

(1) Dépêche de Beyens du 8 juillet 1870. Archives du ministère des Affaires étrangères de Bruxelles.

et en considérant les luttes politiques par leur côté le plus mesquin, mais le plus apparent, le gouvernement se montra plus catholique dans ses nominations que dans son programme et les évincés ne le lui pardonnèrent pas.

M. Pirenne ne rend pas assez justice aux éminentes qualités de M. Beernaert. S'il n'avait pas les talents oratoires d'un Frère-Orban, il possédait plus que lui l'esprit politique. Il l'a montré dans l'appui généreux et sans réserve qu'il apporta au Roi lors de l'établissement de l'Etat indépendant du Congo; il le manifesta bien davantage encore, lorsque devant les agitations ouvrières, il comprit qu'il fallait rompre avec le passé — le sien et celui de son parti — et entrer résolument dans des voies nouvelles. En cela, il s'est révélé véritable homme d'Etat. Sans doute une fidélité aveugle au régime censitaire aurait mené à la révolution; mais Frère-Orban et le groupe doctrinaire qui le suivait, en présence des mêmes éventualités menaçantes, n'ont pas voulu modifier leur programme, n'ont rien fait pour faciliter la tâche du chef du gouvernement et ont repoussé ses avances. Frère-Orban, en obligeant Beernaert à chercher sa majorité dans le groupe progressiste, a sacrifié son parti à son orgueilleuse obstination, et la révision constitutionnelle s'est faite sans lui et par conséquent contre lui.

Les grèves ouvrières de 1886 avaient été sur le point de dégénérer en véritable jacquerie. Contre elles, le gouvernement dut faire appel à la force, mais une fois l'ordre rétabli, il fallut songer à empêcher le retour de pareils excès. Le socialisme belge, dont les premiers dirigeants furent des bourgeois, donnait en ce moment à la classe ouvrière une organisation, une doctrine et un programme politique dont l'unique article était la conquête du droit de suffrage. De leur côté, un groupe catholique, le plus jeune et le plus actif, fondait la démocratie chrétienne et abandonnait résolument les principes du libéralisme économique « qui avaient été si chers à la génération précédente... La misère morale et la misère matérielle du peuple s'étaient révélées trop profondes pour que la liberté seule puisse les combattre. Il fallait faire appel à l'Etat... »; en même temps, il importait de donner une organisation, à la fois chrétienne et sociale, à la classe ouvrière et paysanne. C'est près de cette dernière que les catholiques réussirent le mieux. Le *Boerenbond*, sorti d'une modeste corporation fondée à Goor en Campine en 1887, offrait aux agriculteurs « l'action disciplinée et bienfaisante de son puissant organisme ».

En présence des nouvelles revendications sociales, le libéralisme s'enlisait dans sa fidélité à une doctrine définitivement périmée. « De 1839 à 1884, les libéraux avaient exercé le gouvernement pendant trente ans et c'est de leur esprit que, directement ou indirectement, s'étaient imprégnées toutes les manifestations les plus caractéristiques de la vie politique, de la vie économique et de la vie sociale... Ils avaient été le parti d'une élite et ils s'engloutissaient, si l'on peut dire, sous les vagues de fond des deux grands partis populaires qui déferlaient sur eux. Inaccessible aux masses, le rationalisme qui avait fait leur force au temps du suffrage restreint faisait maintenant leur faiblesse. Les impulsions sentimentales de la foi religieuse et de l'instinct de classe soulevaient également contre eux, si opposées d'ailleurs qu'elles fussent l'une à l'autre, la démocratie catholique et la démocratie socialiste. »

Les résultats de la première élection qui suivit la révision de la Constitution marquèrent le glas du parti libéral et exagérèrent même dans un sens péjoratif la faiblesse représentative d'un parti qui gardait encore à cette heure la direction de toutes les grandes villes. Le suffrage universel même atténué par le vote plural envoyait à la Chambre, 104 représentants catholiques, 14 libéraux, 34 socialistes. La représentation proportionnelle, adoptée en 1899, en rendant aux libéraux 31 sièges corrigea ce que leurs précédentes défaites avaient eu d'excessif.

Le gouvernement catholique demeura au pouvoir de 1884 à 1914, pendant une durée ininterrompue de trente ans, concentra presque toute son activité législative au vote des lois sociales, sur le travail des femmes et des enfants, sur le repos dominical, sur les habitations ouvrières et les premières mesures d'assurances sociales.

Les socialistes, auxquels les libéraux se résignaient à s'allier par exaspération contre la tyrannie cléricale, entreprenaient une nouvelle campagne révisionniste pour l'adoption du suffrage universel pur et simple.

Entre temps, les événements européens obligeaient le gouvernement à modifier l'organisation de l'armée; l'antimilitarisme d'une

partie de la majorité l'avait empêché plus d'une fois de réaliser la réforme désirée par le Roi et reconnue nécessaire par de nombreux représentants catholiques. « Le moment approchait où il ne serait plus possible de persister dans une politique qui, tout en acceptant de fortifier le pays, refusait les hommes à ses forteresses. En 1908, la proposition d'instaurer le service personnel n'était plus repoussée au Parlement que par 78 voix contre 70. La « jeune droite » tout entière l'appuyait. Le chef du Cabinet lui-même s'y ralliait brusquement au milieu de la stupeur de la « vieille droite, le 12 novembre 1909. Quelques jours plus tard, la réforme était enfin votée par 100 voix contre 58 ». Quand il devint évident que la Triple et la Triple Entente en viendraient fatalement aux mains et que la Belgique serait sans doute la première victime de leur querelle, M. de Broqueville, méprisant des considérations électorales, fit voter en 1913 la loi qui généralisait le service militaire.

L'année suivante, le pays tout entier, dans une unanimité où s'unissaient Flamands et Wallons, catholiques, libéraux et socialistes répondait par un refus indigné à l'ultimatum allemand et sauvait à la fois son existence, son honneur et sa civilisation. La civilisation belge! M. Pirenne y consacre une de ses plus belles pages et je tiens à la citer, en terminant cette courte analyse. « La civilisation belge... n'est que l'expression ou si l'on veut la combinaison des influences auxquelles le pays est soumis en ce point sensible de l'Europe qu'il occupe. Les idées y arrivent de toutes parts comme les marchandises et circulent avec elles sur les voies ferrées. Il est aussi libre-échangiste dans le domaine intellectuel que dans le domaine matériel, et l'on pourrait encore dire de lui, comme au XVI^e siècle, qu'il est une « terre commune à toutes les nations ». Trop ouvert sur le monde, trop traversé par trop de gens divers, il les accueille pêle-mêle, sans préjugés et aussi sans grand choix. Il prend de toutes parts ce qui lui semble bon... Depuis toujours il a été, et depuis la reconquête de son indépendance, il est devenu de plus en plus un asile pour les réfugiés politiques de tous les pays... Il laisse à sa presse une liberté de critique, même contre ses propres institutions, qui correspond à cet individualisme invétéré qui, lui aussi et même lui surtout, favorise l'internationalisme en permettant à chacun de choisir et de défendre les principes, qui lui plaisent. Jamais il n'a sévi contre les idées... Les universités du pays regorgent d'étrangers. Celle de Louvain, où Mgr Mercier fonde en 1889 l'Institut de philosophie thomiste, est la grande école de la catholicité... »

« Incontestablement, la Belgique reçoit beaucoup plus qu'elle ne rend, et sa culture est beaucoup plus diversifiée que nourrie de tous les apports qu'elle accueille. Elle ne les reçoit d'ailleurs en grande partie que par l'intermédiaire de la France, dont la langue ne la fait correspondre avec le monde qu'en passant par Paris. Mais cela suffit pour lui constituer, au milieu des nations qui l'entourent, une originalité qui provient de son cosmopolitisme. Sa pensée, faite de tant d'éléments divers, reste accueillante, tolérante et humaine. Elle ne s'oppose pas hargneusement à l'étranger. Chez les meilleurs de ses interprètes, elle s'efforce à être européenne. »

* * *

Dois-je ajouter que ces quelques pages ne prétendent pas être un résumé du livre de M. Pirenne et qu'il serait plus long d'énumérer les questions qu'il traite et que j'ai omises que de citer celles que j'ai simplement esquissées.

M. Pirenne a écrit — il le reconnaît volontiers et ne s'en excuse pas — avec un esprit optimiste; il a vu les choses « en beau ». Son œuvre dans son ensemble et son dernier tome en particulier sont la démonstration lumineuse du succès de « l'expérience belge ». La Belgique, qui n'était qu'un pis-aller pour les diplomates, qu'un essai pour les politiques et une terre d'expérience pour les économistes, s'est révélée à l'usage « aussi précieuse à l'Europe qu'elle était chère aux Belges eux-mêmes ».

L'histoire de Pirenne donne aux Belges fierté de leur passé et confiance dans leur avenir.

FL. DE LANNON,
professeur à la Faculté de philosophie et lettres
de l'Institut Saint-Louis, Bruxelles.

Lettres de voyage⁽¹⁾

IV

Vagabondages littéraires

Lwów, 14 février.

Je vous écris des balivernes à la table même où l'un des plus illustres écrivains de ce pays, le comte Alexandre Fredro, « père de la comédie polonaise », composait ses beaux chefs-d'œuvre. C'est un vaste meuble d'acajou, style 1830, avec deux pieds massifs, tournés en fuseau et joints par une traverse, une tablette à coulisse et des tiroirs profonds.

Dans l'aimable intérieur de M^{me} la comtesse Félicie Skarbek, épouse en premières noces d'un petit-fils de Fredro, et chez laquelle je connais cette hospitalité polonaise qu'ont célébrée au temps jadis le sire de Lanoy, M^{me} de Motteville et le chevalier de Baujeu, ce souvenir historique n'a pas trop pâti des invasions de la dernière guerre. J'ai constaté que les soldats russes s'entendaient surtout à saccager le marbre, la faïence et la porcelaine. Ils lardaient aussi fort adroitement les tableaux anciens à coups de couteau, mais se mettaient au garde-à-vous, paraît-il, devant les épaulettes d'officier ou les broderies de chambellan des vieux portraits.

Voilà donc comment je puis écrire aujourd'hui, à la chaleur d'un bon poêle, sur la table de Fredro, tandis qu'il est là tout près, au milieu d'un square, assis à son aise, sa plume d'oie sur le genou. Ancien combattant des campagnes de Russie, d'Allemagne et de France, adjudant-major au 5^e régiment de chasseurs à cheval, il s'est chauffé plus d'une fois au même bivouac que Napoléon. Mais il était toujours du côté où le vent rabattait la fumée, et l'empereur, qui lui tournait le dos sans cérémonie, relevait encore les pans de sa capote pour mieux chauffer son gros derrière...

Le voilà maintenant dans la gloire rigide et glacée du bronze, sous la neige qui le drape d'un manteau d'hermine. Mais son souvenir vit dans les cœurs vivants, comme vivront aussi, tant qu'on parlera la langue polonaise, les êtres créés par son génie et qui nous aident à comprendre les mystères de nos propres cœurs.

Je voulais aller visiter, à quelques lieues au sud de Léopol, sa résidence campagnarde. C'est à proximité du Dniester, à la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Baltique et celui de la Mer Noire. Je ne sais quelle attirance me pousse vers ces régions méridionales, ces montagnes si proches, derrière lesquelles mûrissent des oranges, ce Pont-Euxin d'où j'entends l'appel d'Ovide et des Argonautes... Une fête scolaire m'attendait à Rudki. Toute une réception était préparée, bien aimable, si j'en juge par les photographies des bambins et du corps enseignant qu'on m'a envoyées. Le froid m'a retenu, j'aurais gelé en traîneau.

Car nous avons eu, ces jours, près de 20°. Les postes de secours et dispensaires municipaux ont vu venir quantité d'oreilles gelées. On rencontre par les rues nombre de passants, portant des tampons d'étoffe noire, pareils à des casques de radiophonie, ce qui est d'un effet bizarre, mais l'essentiel est qu'il soit bienfaisant.

Enfin, mieux vaut garder la chambre. Mais qu'il est malaisé de tenir son cœur au calme, au milieu des luttes incessantes de ce monde! Des cris de guerre montent de la rue jusqu'à ma studieuse retraite; des marchands de journaux vocifèrent la « mobilisation générale au Japon ». Et c'est chose effrayante de voir le ton de la presse, les réactions de l'opinion publique, devant des éventualités qui, après de si récentes expériences, devraient

emplir les âmes d'indignation et d'horreur. On parle de la guerre, comme cela, comme des sautes de la température. Et trop de gens en parlent, surtout ceux qui n'en devraient pas parler : on dirait que cela leur manque.

« O Art », disait le grand Norwid, que j'achève de traduire, « l'homme revient à toi, comme un enfant triste à une mère patiente... »

Ne pouvant rien pour les Chinois, je vais me réfugier dans le domaine des Belles-Lettres, revenir à mes confrères de Pologne qui ne seront pas fâchés que je parle d'eux.

On m'inonde littéralement de livres : prose, vers, histoire, politique et même musique. J'en reçois à l'instant même plus de 25 kgr. du fameux Ossolineum et j'en attends au moins autant de la société « Atlas », dont j'ai visité, l'autre jour, la librairie et les ateliers de typographie et de cartographie. J'y reviendrai avec plus de détails : on ne peut pas tout dire à la fois.

Ces livres envahissent mes sièges, s'étalent sur mon lit, bouchent les fenêtres, à la consternation de ma servante polonaise, toujours partagée, à mon sujet, entre l'admiration et l'ahurissement. J'espère qu'ils assourdiront encore les bruits du dehors, qu'ils m'empêcheront d'apprendre trop tôt le dernier assassinat dont j'achèterai la complainte sur le marché de l'hôtel de ville. Car voilà un genre de littérature populaire soigneusement cultivé par ici. Les affaires criminelles passionnent l'opinion. Les camelots du trottoir en crient les détails sensationnels, en distiques rimés qu'ils improvisent avec une remarquable fantaisie. Et je lis ces complaintes, sur le ton voulu, à la bonne qui ne sait pas lire, tandis qu'elle pousse des gémissements sourds et fait des gestes tragiques, pleine à la fois d'horreur et de délectation, moi luttant contre le fou rire, la commisération et le dégoût...

Parmi les cadeaux de livres que j'ai reçus, dès mon arrivée à Poznan, se trouvait le *Roman d'une arrière-grand-mère*, du très spirituel Stanislas Wasylewski, relatant le séjour et les aventures de Bernardin de Saint-Pierre en Pologne, et une traduction polonaise de *L'Anneau de César*, d'Alfred Rambaud, que j'ignorais en français et où j'ai lu, avec l'émotion que vous pouvez imaginer, un chapitre consacré à « la sainte Bibracte ».

La vie littéraire à Poznan me semble plus animée qu'à Lwów, grâce à un périodique bimensuel, rondement mené par Balicki et Zegadlowicz. On y feraille activement pour un libéralisme dont les principes ont mes sympathies profondes mais sur les applications pratiques duquel je ne puis, ni ne veux me prononcer. Tous les journaux de Pologne m'accablent d'interviews. Je réponds par des lettres bâclées, mi-polonaises, mi-françaises, que l'on imprime aussitôt telles quelles, alors que j'ai supplié les rédactions de tirer de cette salade, quelques idées intelligentes et décentes. Quand je vois cela sur le papier, jugez quel plaisir j'éprouve, tout à fait comme si je m'étais montré au public en caleçon.

Emile Zegadlowicz, peintre exquis des trimardeurs et des magnums des monts Beskides, classé « écrivain catholique » — mais la fatale étiquette et cent fois mieux vaudrait « catholique écrivain » — le doux poète Emile, devenu « Son *Emilence*, du titre de Chwaliszewo », lance des lettres pastorales qui mettent en grand émoi le monde « clérical » de Poznanie. Si seul doit en souffrir « le parti-prêtre », comme on disait du temps de M. de Villèle, je n'en mourrai pas de désespoir; mais je souhaite que ces chamailleries ne troublent pas inutilement les consciences simples. Dans la brûlante question des projets de loi sur le divorce, les hommes de lettres interviennent un peu partout, même les chansonniers comme on pouvait s'y attendre. Il me semble, à suivre les débats, que l'esprit de parti, avec les préventions aveugles et passionnées qui le caractérisent, l'emporte trop souvent sur la conviction philosophique ou religieuse et entraîne à des confu-

(1) Voir *La revue catholique* des 3, 12 et 26 février 1932.

sions regrettables. Ainsi, je vois un congrès d'Ecrivains catholiques, à Varsovie, mettre sur le même plan la grave et sainte question de l'indissolubilité du lien conjugal et celle de la tenue des registres de l'état civil par le clergé. C'est du mauvais cléricisme ou je ne m'y connais pas.

Il est malaisé de se connaître en tout. Je me suis fait initier ici par Vladimir Lewik, jeune poète de grand avenir, aux mystères de la prosodie polonaise. J'avais déjà lu avec ravissement ses *Provinciales*, où s'exprime un si profond amour de la terre maternelle et où l'on sent bouillir une sève si vigoureuse. Il me faisait remarquer, ces jours, que dans sa recherche constante de la nouveauté, l'homme en arrive à boucler la boucle et que le dernier cri du moderne c'est le primitivisme, le style télégraphique, direct, affranchi des règles. Les rimeurs abandonnent donc les observations méticuleuses du classicisme pour revenir aux assonances du moyen âge.

Trop de liberté dans le vocabulaire et la syntaxe, qui sont l'étoffe et le cadre de la pensée, ne me paraît point recommandable, mais je ferais volontiers bon marché des entraves conventionnelles dont l'alexandrinisme contemporain avait chargé l'expression poétique. C'est l'esprit et le ton qui importent à la poésie, plus que la facture. On rime pour l'œil, ce qui est absurde, et l'idéal de la rime riche c'est le calembour, ce qui est affligeant. Notre rime française n'a tant d'importance que parce que nous accentuons les finales, mais le polonais qui met la tonique sur la pénultième se préoccupe encore moins de la figure que fait la fin du mot. Du reste, « la figure » est pour l'œil et le vers ne doit être qu'une combinaison d'éléments rythmiques harmonieux.

Voilà comme quoi, sur les encouragements de Vladimir Lewik, je me sens maintenant le moyen d'être poète. Oui, parfaitement, d'écrire en vers. Vous ne vous y attendiez pas. Je traduirai bientôt, pour vous amuser, son *Tambour de ville*. Lisez, en attendant, ce petit poème de Joseph Wittlin, mot à mot, garanti sur facture :

La contrition d'Assise

*Ah! que d'argent j'ai dû quêter
Pour entreprendre ce voyage
Au pays de la Pauvreté!*

*En ces lieux, chantré séraphique,
Chaque grain de sable te loue,
Change donc en pierre ou en brique,
Nos cœurs plus durs que le caillou.*

*Les sleepings de la terre entière
Amènent lords et miladies,
Baiser avec cérémonies
Les mains de ta sœur, la Misère.*

*Et tout près de l'obscur place
Où gît ton saint corps indigent
On sert des gâteaux et des glaces
Sur de riches plateaux d'argent.*

*Oh! que tes larmes sont plus fraîches
Et plus savoureux tes croustons!
Entendons-nous ce que tu prêches,
Ventre vide, aux ventres gloutons?*

*A l'endroit même où, sous ta main,
Les oiseaux s'ébattaient en foule,
Le cuisinier pour nos festins
Saigne ton humble sœur la poule.*

*Nos insolentes vanités
S'affublent des plus fins tissus,
Là même où tu courais tout nu,
Fils du marchand de nouveautés.*

*Loups cruels, ivres de vengeance,
Des autres nous voulons la peau,
Quand toi, tu sus faire alliance
Avec la Bête de Gubbio.*

*O tendre et immortel patron
De tous ceux qui y goînt sur la gueule
— (Honnie soit la Muse bégueule!) —
Rends-nous la douceur du pigeon.*

*Et que tes paumes où ruisselle
Le sang des stigmates divins,
Scellent une paix éternelle
Entre le monde et les humains.*

PAUL CAZIN.

Le monde sans âme ⁽¹⁾

Menaces de la machine

Se servir de la machine, rien de mieux. Mais, aujourd'hui, l'homme est devant elle en état d'oraison. L'orgueil de la machine est un des sentiments les plus repandus de l'humanité civilisée, orgueil conscient bien que mal défini, qui emprunte des formes parfois singulières et prête à une poésie dont il serait vain de nier la force.

J'ai parlé de l'émotion qui saisit l'homme moderne devant la beauté d'un engin mécanique : locomotive, avion, rotative, haut fourneau, chaque appareil mérite cette étrange ferveur.

C'est là un sentiment qui paraît simple et dont la complexité cependant décourage. On serait d'abord tenté de le ranger dans la catégorie des vaines littératures, mais son extension atteste son importance. Que des générations s'habituent à aimer, à admirer cette beauté de la machine, n'est pas une chose négligeable; on peut, en tout cas, y voir de symbole, et qui nous renseigne sur certains points par où le machinisme prend contact avec l'individu, agit sur lui, le modifie.

On y trouve d'abord une émotion purement esthétique que des peintres, des musiciens, des écrivains ont tenté de rendre, mais à laquelle ils ont enlevé, en l'exprimant, ce qu'elle a de naïvement, de *purement*, pragmatique. Une machine ne se soucie pas d'être belle; il se trouve souvent qu'elle l'est. Mais c'est pour des raisons qui ne sont pas artistiques. L'automobile, si laide à ses débuts, avec ses formes de voiture à cheval à laquelle le cheval manquait, est devenue plus belle en étrant ses lignes, en les allongeant; mais les considérations esthétiques ont été de moindre importance pour l'élaboration de ce dessein nouveau que celles du calcul mathématique de la résistance à la vitesse. Le mot essentiel a été dit par un grand constructeur, William Sellers, un des chefs du taylorisme : « Une machine qui fonctionne bien doit être belle. » Cette simple phrase établit assez la liaison purement pragmatique entre l'adapté et l'harmonieux pour qu'il soit possible d'en conclure toute la position du machinisme à l'égard de l'art — activité superflue, jeu gratuit.

Cette soumission à l'utile prend, chez quelques-uns, la forme de ce qu'on appellerait volontiers la satisfaction mathématique. La rigueur qu'impose la machine, cette nécessité ou elle place l'homme de trouver, à un problème donné, la seule solution

(1) Titre du prochain livre de M. Daniel Rops qui paraîtra sous peu chez Plon, à Paris.

possible, constitue une preuve de l'intelligence humaine, dont l'admiration esthétique est une constatation candide. Dire avec un critique récent : « Le machinisme entier est contenu dans des nombres, des nombres formés de peu de chiffres, » ce n'est point le condamner : c'est, d'une certaine façon, le louer. Il y a une joie dans les nombres, à laquelle de bons esprits sont sensibles. Ce plaisir, bien connu des mathématiciens, de découvrir une solution élégante, c'est-à-dire courte et d'allure aisée, plutôt que d'arriver au résultat en couvrant dix pages d'équations, est semblable à celui que peut éprouver l'homme averti devant une machine comme l'avion, si parfaitement adaptée à son dessein qu'il n'y est pas une courbe dont le profil exact n'ait été voulu tel qu'il est. Or ne s'agit-il pas là, sous une forme peut-être supérieure, du même pragmatisme dont le symbolisme esthétique reconnaissait la prééminence ?

Au fond, ces divers sentiments se ramènent tous à ce qu'on pourrait appeler l'assertion de puissance. Orgueil dont on ne sait s'il est diabolique ou puéril, et qui chuchote à l'oreille de l'homme la secrète affirmation du tentateur : « Vous serez comme des dieux. » Ce sentiment, nous le retrouvons dans le plaisir du mécanicien qui joue avec sa machine, se réjouit du bon fonctionnement des organes à la façon de l'enfant qui a construit un moulin à vent avec un jeu de pièces métalliques. Nous le retrouvons dans la joie profonde et quasi physique que donne l'objet inanimé qui soudain marche, comme si, au plus profond de l'être, notre sentiment de la vie se découvrait uni à cette vie mécanique, à cette image de vie, qui dépend de nous, qui est sortie de nos mains humaines. Ce n'est pas en vain que la dynamo qui ronronne, l'avion qui vrombit, la scie circulaire qui hurle, font penser à des voix d'animaux familiers. Et le chauffeur et le pilote qui écoutent leur moteur comme un médecin ausculte un cœur d'homme, se sentent liés à cette masse métallique par une émotion obscure de quasi identité. De cette comparaison purement sensuelle, est issu le sentiment d'une manifestation de la puissance humaine, dont maints développements littéraires sur les machines « nouvelles esclaves » ont proposé l'inutile et dangereuse exaltation.

Cette assertion de puissance, c'est aussi bien celle qui était, à l'autre extrémité du système, l'orgueil du machinisme triomphant; la conviction insolente que la quantité et la masse, qu'elles se manifestent dans les usines hydroélectriques ou dans les abattoirs de pores, sont l'irréfutable preuve de la supériorité humaine, n'est qu'une manifestation de cet état d'esprit général.

Ainsi l'homme, louant la machine et le machinisme, s'admire en eux comme, dans son œuvre, un naïf demiurge; il écoute le Tentateur qui lui promet une pseudo-divinité. Or, autant la reconnaissance de la supériorité humaine est légitime, quand elle présuppose que cette supériorité est significative d'une destinée plus haute et qu'elle impose, à qui la possède, vis-à-vis de lui-même, une responsabilité, autant elle est inadmissible — et d'ailleurs illusoire — quand elle aboutit à faire de cette prééminence un absolu, à débarrasser la conscience de tous liens. Cette assertion devient alors un argument décisif d'antispiritualisme; la preuve en est que la Russie bolchévique, souhaitant d'instaurer le règne du matérialisme, et ne pouvant pas cependant arriver à supprimer dans le peuple le goût pour les mythes, a proposé à son adoration cette forme de religiosité abaissée qu'est le culte de la machine. Voilà l'aboutissement du rationalisme et du culte renanien de la science. Il y a dans le machinisme assez de secrets pour que l'esprit simple puisse y trouver les éléments d'une mystique; mais, en même temps, cette adhésion mystique ne demande pas à la raison de s'humilier. Ce sens caché que je ne puis comprendre, d'autres hommes l'ont pénétré, puisque la machine est sortie de leurs mains, et l'ignorance où se trouve ma raison individuelle a pour compensation l'orgueil que j'éprouve en tant qu'homme : tel est l'argument intérieur de nos contemporains. De là à admettre qu'il n'y a rien dans le monde qui ne soit aujourd'hui ou qui ne doive être demain accessible à l'intelligence humaine, il n'y a qu'un pas. Etat d'esprit général, si général même que certaines formes soi-disant religieuses, — maintes sectes américaines, — y adhèrent inconsciemment par la supériorité qu'elles reconnaissent au rationnel et à l'éthique, en reléguant le métaphysique au second plan.

Il serait, certes, injuste de dire, que la machine est responsable de cette orientation morale; mais il est hors de doute que, par les conditions même de son existence et de son travail, elle a fourni à de telles théories, issues du matérialisme, un argument massif.

Le système machinique fait donc tout reposer sur l'homme : il semble partir de lui seul et revenir à consacrer sa seule gloire. Mais qu'est-ce que cet homme qu'on arrive à considérer comme un Dieu? On étonnerait beaucoup la plupart de nos contemporains en leur disant que le plus misérable des paysans du Moyen âge avait un sens de l'homme plus élevé que celui de notre civilisation tout entière. L'homme d'aujourd'hui est loué, adulé, il considère sa vie comme justifiée par elle-même, par le seul fait de son existence. Nous aurons à voir que cet homme qui se place ainsi sur les autels désertés n'est qu'une abstraction, une schématisation de cet ensemble complexe qu'est la personnalité humaine. Glorifiant l'homme abstrait, la civilisation machinique méprise, annihile l'homme réel, l'homme concret. Mais c'est là un phénomène qui n'a pas son origine dans les conséquences du machinisme : c'est un aspect de la grande crise où se dissout l'homme moderne.

Il faut cependant observer que l'emploi de la technique tend à développer cette crise et à lui donner une importance sans cesse plus grave. Malgré des opinions qui ont cours, et auxquelles on accorde crédit, la machine contribue à une division et à une atomisation de l'homme, et non à une cohésion. Le machinisme tend à créer, nous dit-on, une civilisation collective : les hommes se trouveront unis par une sorte de fraternité nécessaire. Il reste à voir ce que sera ce collectivisme. Il est très exact, si notre système machinique actuel, encore incohérent, inorganisé, bien loin de créer un mode de vie unifié, accentue au contraire les séparatismes, par la concurrence des besoins; il tend cependant, à travers maints chaos, à se fonder sur des bases collectives (1). Mais l'union vers laquelle il s'efforce ne cherche à s'établir entre les hommes que par ce qui, entre eux, est identique, redisons-le, superficiellement identique. Si nous avons pu connaître jadis une forme de civilisation où toute activité entraînait, harmonieuse et logique, dans un ordre qui, à la fois, était préétabli et renforcé par cette adhésion, il faut constater qu'aujourd'hui notre mode de vie consacrerait l'établissement d'un collectif qui n'est que la caricature de l'universel. Pour s'en référer à une image peut-être simpliste, mais qui a valeur de symbole, il suffit de regarder aux heures d'affluence un wagon de transports en commun pour comprendre sans peine que ce n'est point vers la donnée de l'universel que se dirige notre civilisation, mais plutôt vers le concept barbare de la horde.

* * *

Pour se placer à un point de vue plus haut, on peut constater que cette atomisation résulte également du développement de puissance que la machine permet à l'homme. Les divers engins dont nous pouvons user ne nous permettent pas une assertion totale de notre être; aucune machine ne nous fournit, toute préparée, une synthèse psychologique de notre époque à laquelle participerait cette machine elle-même. Waldo Frank l'a très bien dit en opposant *extension à totalité*, et en montrant que la machine, qui tend à l'extension, ruine la totalité ou, en tout cas, ne la favorise pas. Il faudrait, pour que cette tendance à l'extension se sublimât, que le principe d'unité existât dans l'être, indépendamment d'elle, et la plîât à sa discipline.

Or, où l'homme d'aujourd'hui trouverait-il ce principe d'unité? De sa disparition, en dehors de raisons purement psychologiques (et indépendantes du développement du machinisme), on peut trouver des causes dans le système mécanique lui-même.

On peut ne pas s'inquiéter outre mesure de l'atteinte que le machinisme porte aux œuvres des hommes et aux traditions historiques : il est beaucoup plus grave de le voir creuser un abîme entre la nature et la personnalité humaine. L'homme qui travaille seul avec l'outil, est en relations directes avec certains grands phénomènes naturels qui lui inspirent le sentiment d'un accord profond entre son individu et le rythme du monde. L'authentique grandeur du paysan lié à sa terre vient de là. L'élément de cohésion lui est fourni, tout naturellement, par la connaissance du monde extérieur. L'ouvrier d'usine ne possède, à aucun degré, cette expérience. Il vit dans un univers purement artificiel, où la volonté de l'homme tient en échec toutes les lois qui fixent l'ordonnance de l'univers. De ce mécanisme prodigieux, — la nature, — il ne connaît que la puissance définie, limitée, avec laquelle il est en contact. La disparition de la poésie des champs, que le développe-

(1) Et, dans la mesure où il tend à ruiner certaines formes d'individualisme qui trop longtemps ont provoqué dans le monde le désordre, il mérite d'être approuvé.

ment industriel de l'agriculture supprime, est un symbole dont les Américains ont reconnu implicitement la valeur, en créant des endroits où la nature sera respectée. Mais il va de soi que c'est là une illusion. Une terre tout entière occupée par des champs hérissés d'élevateurs, parmi lesquels courent des tracteurs agricoles, et, d'autre part, dans quelques districts des Rocheuses, de beaux « parcs de réserve », cet ensemble ne donne à l'homme aucune expérience de cette grande loi d'unité que nous propose la nature. C'est le cas de répéter ici que la substitution d'une volonté à un instinct est un signe de décadence.

Et, de ce signe, voici la preuve : c'est que le système technique ruine dans l'homme le plaisir de vivre. C'est certainement ce qui, dans les témoignages récents sur l'Amérique, est le plus inquiétant : la sensation très nette qu'on éprouve d'une civilisation où les joies les plus humbles (celle d'assouvir sa faim, par exemple), où les loisirs eux-mêmes, ont pris en ne sait quelle apparence d'utilité immédiate qui les assimile à des corvées. Même dans les livres qui sont le plus favorables à cette forme de civilisation, s'avoue un irrécusable ennui. Cette sensation indéfinissable par laquelle l'homme reconnaît le miracle de sa vie et l'éprouve jusqu'au fond de sa chair, elle semble faire défaut à tout un grand peuple : un pâtre napolitain la connaît. Mais est-ce la machine, est-ce même le machinisme qui sont coupables, ou plutôt toute une civilisation qui, depuis longtemps déjà, apprécie plus que la vie, les moyens de vivre, parce qu'elle a renoncé à juger du monde visible dans les perspectives de la transcendance ?

Ici apparaît de nouveau le grief décisif : la trahison spirituelle de la machine : par le fait qu'elle suggère cette idée que l'activité intellectuelle de l'homme vaut dans la mesure où elle se manifeste en utilité, que, par exemple, un individu qui sait démontrer une magnéto est, par ce fait, prouvé intelligent, la machine entraîne l'humanité vers le type-chauffeur, dont Keyserling a défini les caractères, et qui est la négation de toute conception de « l'homme entraînant la reconnaissance d'un idéal supérieur. Mais le problème ne dépasse-t-il pas, de beaucoup, le cadre de la simple technique ? Est-ce la machine qui est responsable, ou plutôt cet irrésistible entraînement que l'humanité a subi, consciente et heureuse, vers l'adoration exclusive du tangible, du rationnel, de l'utile ?

La tentation américaine

Il est un pays sur terre où il semble que cette admiration de la machine, l'acceptation universelle de sa prééminence et la consécration de cet orgueil, soient les parangons de l'édifice moral et social : les États-Unis d'Amérique. C'est ce qui explique l'intérêt que leur porte l'Europe, soucieuse de prendre des leçons sur ce qu'elle tient pour l'« image de la vie future ». Qu'il y ait dans ce sentiment une immense part d'illusion, c'est ce que j'aurai à dire ; il n'en reste pas moins que l'impérieux prestige qu'exerce la civilisation américaine sur un grand nombre de nos contemporains est un des éléments essentiels de l'évolution du monde.

Notre Europe admire dans l'expérience américaine l'accomplissement d'un certain nombre de desseins, qu'elle a formés, mais qu'elle se sait, qu'elle se sent incapable de réaliser pleinement. À l'égard des États-Unis, ce témoin nouveau qu'elle a suscité pour la représenter devant l'histoire, elle éprouve on ne sait quels sentiments complexes d'adoration et d'envie qui permettent toutes les attitudes, qui justifient toutes les positions. Les laudateurs passionnés du mythe machinique trouvent un public enthousiaste ; les contempteurs de la barbarie yankee ne sont pas moins applaudis. L'Europe voit dans l'Amérique (1) l'image gigantesque d'une tentation qu'elle subit, tout en la redoutant secrètement.

Cette réussite éclatante que l'Amérique a connue, surtout depuis la guerre, constitue pour le machinisme un argument de poids. On pourrait le résumer en une seule indication : les États-Unis dont la population représente environ dix pour cent de celle du globe, ont une production qui dépasse le tiers de la production mondiale. Le détail des chiffres n'est pas moins significatif, et l'humanité tout entière en vient à révéler, comme une des plus hautes formes de civilisation, un système qui permet d'inscrire en face de tant de tableaux de production — qu'il s'agisse du coton, du fer, du maïs, du pétrole, du cuivre, — l'orgueilleuse formule de *first in the world*. Il faut ajouter que le

prosélytisme que font les Américains en faveur de leur méthode (et ce prosélytisme est favorisé de la façon la plus inquiétante par la dépendance dans laquelle la guerre a placé les autres continents par rapport au dollar) contribue à faire pénétrer dans le corps de l'Europe les éléments nouveaux du machinisme, sous des formes qui sont non pas seulement économiques, mais tout aussi bien psychologiques, morales et sociales.

Est-ce à dire que, dans l'expérience américaine, l'Europe ne puisse trouver d'excellents exemples ? Bien fou qui le nierait. Nous avons encore en Europe trop de goût pour certaines formes de confusions ; nous aimons trop la variété dans le désordre ; nous vivons sur des concepts dont nous négligeons de faire l'indispensable révision ; nous souffrons d'un vieillissement de nos organes vitaux. Ce qu'on appelle « rationalisation », « normalisation » — s'il est vrai que le principe en soit américain — est un enseignement qu'il importe d'écouter : l'Esprit ne gagne rien au désordre. Mais il s'agit d'un dosage, d'une adaptation mesurée, et non d'une adhésion totale à un système qui ne pourrait devenir nôtre — en admettant qu'il pût le devenir totalement — sans nous faire courir les plus graves dangers.

Car le raisonnement, tacite ou explicite, qui pousse les Européens dans la voie de l'américanisation est celui-ci : l'Amérique étant riche à cause de l'utilisation qu'elle fait du machinisme, nous pouvons parvenir à une même fortune par la même méthode. Il est à craindre que cet argument ne soit qu'un leurre. L'Amérique doit-elle sa supériorité à l'emploi du machinisme ? Oui, dans une certaine mesure, mais elle la doit beaucoup plus aux conditions naturelles dans lesquelles elle se trouvait (r). La richesse du sol et du sous-sol, l'uniformité du relief et du climat sont des éléments géographiques qui existent indépendamment de tout souci d'exploitation. Et de même les conditions historiques n'étaient pas moins favorables. La transformation d'un pays par le machinisme ne peut se faire sans désordre que si le pays possède un équilibre politique et social parfait ; les réserves de richesses inutilisées permettaient à l'Amérique d'offrir à tout homme de bonne volonté une belle chance à courir, ce que l'Europe ne peut guère donner à ses fils. L'histoire, comme la géographie, a assuré aux États-Unis d'Amérique une position exceptionnellement favorable ; il n'est pas sûr du tout que le machinisme, triomphant en Europe, accorderait aux Européens les mêmes bienfaits qu'aux Américains. Telle est la grande illusion de notre temps ; elle peut mener l'Europe vers de graves déboires. Ne sommes-nous pas victimes d'un mirage ? Nous avons trop longtemps admiré dans l'Amérique la réussite extraordinaire du machinisme, sans savoir si vraiment le machinisme était responsable de cette réussite. Et, en poussant notre civilisation à devenir une copie fidèle de celle de nos voisins, ne méconnaissons-nous pas cette vérité fondamentale, que l'Europe, concept plus compliqué, plus subtil que l'Amérique, risque de se détruire elle-même en cherchant à s'identifier à autrui ?

* * *

Tout cela, l'Europe le pressent, mais confusément. Elle ne distingue pas encore, dans l'Amérique, riche, féconde, satisfait, ce qu'elle est en réalité : notre Iloé. Les critiques qu'on a lues, en Europe, sur la civilisation machinique telle qu'elle se manifeste aux États-Unis ont une portée bien limitée, qu'elles aient eu pour auteurs des Américains ou des Européens.

L'Amérique, pendant longtemps, a manqué d'écrivains. Quand elle a eu une école littéraire digne de considération, elle n'a pas vu sans étonnement que ces intellectuels se refusaient à justifier en pensée l'état de fait, et que, au contraire, ils portaient contre lui une condamnation. C'est ce qu'on peut appeler l'école de la destruction. Constatant la soumission à un système an-intellectuel, anti-intellectuel, ces écrivains ont dénoncé violemment cette dépendance ; ils ont raillé le bourgeois standard, issu de la machine sociale ; ils ont combattu les forces d'uniformisation et d'abaissement qu'ils voyaient régner sur le monde. Dreiser, Mencken, Sinclair Lewis, Sherwood Anderson, John dos Passos, Ernest Hemingway sont, avec trente autres, les représentants de cette attitude. Attitude légitime, fondée certes en raison, mais qui, il faut l'avouer, ne dépasse pas beaucoup, en portée critique, celle de nos réalistes et naturalistes du XIX^e siècle, peignant les ridicules de nos bourgeois « Louis-Philippe » et « second empire ». Waldo Frank, qui a

(1) Il va de soi que ce mot, pris ici dans un sens usuel, signifie U. S. A.

(r) Et économiques : l'absence de barrières douanières.

appartenu à ce groupe, mais a compris la faiblesse de sa position, a très bien montré quels avantages il y avait, en raison des goûts volontiers masochistes du public « intellectuel », à flageller l'Amérique, tout en jouissant de sa prospérité, et à adopter un désespoir hautain, qui dispense de tout effort, plutôt que d'admettre une espérance qui oblige à créer. Il y avait dans cette attitude une sorte de mépris tacite de l'homme, mépris qui, d'une autre façon, constituait une trahison de l'Esprit; c'est ce qui l'a rendue caduque; le prix Nobel de Sinclair Lewis a consacré une formule littéraire depuis quelque temps déjà dépassée.

Un autre groupe est apparu, qui juge plus utile de tenter une régénération de l'intelligence américaine, que de persévérer dans une ironie somme toute facile. Waldo Frank y a adhéré — après *Notre Amérique*, il a écrit *Nouvelle découverte de l'Amérique* —; des critiques philosophes tels que Walter Lippmann et Lewis Mumford, des poètes comme W. C. Williams, tentent de faire reposer sur une connaissance plus profonde du passé et du présent de l'Amérique une conception de la civilisation. Il y a là un effort en vue de réaliser un *humanisme* nouveau, effort dont témoigne l'activité des universités et des revues américaines. Mais le mot d'humanisme, qui définit bien (1) le caractère de cette réaction, en fixe aussi les limites. L'argument essentiel de ce nouvel humanisme contre le désespoir péjoratif des destructeurs est celui du vitalisme, tel que le développent les écoles pour qui la justification doit être trouvée dans le primat de la vie. Je ne puis guère tenir cet humanisme pour autre chose qu'un « mythe de substitution ».

On doit accorder moins d'importance aux témoins européens qui ont donné leur sentiment sur l'Amérique; leur expérience, si réelle soit-elle, résulte rarement de ce long et intime contact avec la société et les modes de vie, qui, seul, permet au jugement de s'exercer dans toutes ses nuances. Cependant, un d'entre eux, à raison du succès très grand qu'il a obtenu auprès du public européen, exige d'être cité. La critique de Georges Duhamel contre la civilisation machinique a porté sur trois points principaux: la suppression de la variété et la soumission à la monotonie, — l'abaissement du niveau intellectuel, — la substitution d'un critérium quantitatif au seul vrai critérium qui est qualitatif. Sur le troisième point, qui est d'ailleurs, le moins développé par lui, il a raison, bien qu'il n'ait pas tiré les conclusions de ses observations, ni montré à quels périls conduisait cette dégradation de l'humain. Mais, sur les deux premiers points, sa critique, exacte quant aux faits sur lesquels elle s'appuie, est insuffisamment fondée en principe (2). Reprochant à la civilisation machinique de ne pas proposer à l'homme des éléments susceptibles d'élaborer en lui un « sens de la vie », il définit ce sens de la vie comme un ensemble de données qui sont de l'ordre du « penser » et de l'ordre du « moral ». Pour haut que soit le plan où l'on accepte de placer l'activité intellectuelle et l'activité éthique, on ne peut pas admettre qu'elles envahissent chez l'homme tout le terrain laissé libre par la disparition du métaphysique. Si la morale, en raison des relations immédiates qu'elle entretient avec la métaphysique, peut, dans une certaine mesure, trouver en elle sa propre justification, il n'en est pas de même quand elle se manifeste par l'esthétique. Condamner une civilisation parce que ses plaisirs intellectuels sont dignes des Barbares, c'est supposer un peu vite résolu le problème des rapports de l'art avec le « sens de la vie ».

Si l'esthétique n'est pas envisagée comme une justification de l'homme (c'est-à-dire d'un point de vue ontologique), sa valeur indépendante n'est-elle pas discutable? J'aurais l'air de blasphémer en disant que, si l'homme affiné qui apprécie la *Symphonie inachevée* se situe dans l'échelle des valeurs plus haut que le Yankee qui avale des quinze cents mètres de film parlant, il n'en demeure pas moins que leur plaisir à l'un et à l'autre ressortit seulement à l'ordre de la *satisfaction*: ce serait peut-être solliciter quelque peu l'argument et sembler ignorer le délicat problème des relations de l'art avec le divin. Mais, en tout cas, il n'est pas absolument démontré qu'un sens spirituel très haut se manifeste forcément par un goût artistique très sûr, ni qu'un goût détestable signifie carence du spirituel. L'argument de Duhamel, s'il vaut réellement, c'est que, en réalité, il va plus loin que l'expression par les mots.

* * *

Ni la critique des destructeurs américains, ni celle des nouveaux optimistes, ni celle de nos écrivains d'Europe, ne place l'X du

(1) Il a été employé par M. André Maurois.

(2) De son propre et émouvant aveu: cf. *Géographie cordiale de l'Europe*, p. 77.

problème où il sied. Seule, peut-être, l'argumentation de Rabin-dranatch Tagore, sous une forme d'ailleurs symbolique, touche à l'essentiel (1). Une civilisation vaut, dans la mesure où elle propose aux hommes une interprétation de la vie — et pas seulement un humanisme — c'est-à-dire où elle répond aux questions que se pose la conscience touchant la destinée et le sens de l'existence.

Ce que signifie, pour l'Europe, la tentation américaine, à travers, sans doute, bien des erreurs d'interprétation, c'est l'acceptation d'un mode de vie où la quantité prime la qualité, où la satisfaction matérielle dicte à l'individu sa conduite, où l'esprit n'a plus d'autre tâche que de justifier l'exigence du confort et de l'accroître par un optimisme de commande. C'est la réalisation paradisiaque des désirs les plus bas de la nature humaine.

Et, s'il est vrai que la crise récente ait amoindri quelque peu l'adoration de l'Europe pour son dieu américain, cette marque de désaffection me paraît aussi dégradante que l'adoration elle-même. Ce n'est point parce que, dans la civilisation machinique, l'Européen distingue les symptômes d'un déclin du spirituel, qu'il semble se détacher d'elle, c'est parce que le système lui paraît moins sûr de ses méthodes, parce que les faits tourmentent contre lui. Ce doute même est significatif: c'est de son image que se dépend l'Europe.

On peut même dire que la condamnation de la civilisation machinique atteint l'Europe plus durement que les Etats-Unis. Si l'Amérique peut arguer de la terrible vacuité morale dans laquelle le machinisme triomphant l'a trouvée, l'Europe est sans aucun doute plus coupable, même si le Moloch y est moins adoré. Elle pouvait opposer, à des forces de désagrégation et à des tentations vulgaires, des réserves de civilisation, des traditions solides, tout l'équilibre moral d'un passé voué au culte de la spiritualité. Elle ne l'a pas fait. Sa soumission aux trop faciles sollicitations du système machinique est une preuve éclatante de notre trahison.

DANIEL ROPS.

(1) Et celle de M. René Guénon. — Quant à celle de Keyserling, elle s'appuie, comme celle de Frank, sur le primat de la vie manifesté dans le « Sens ».

Conférences CARDINAL MERCIER

Mardi, 8 mars, à 3 heures, (Salle Patria), représentation du

NOË

de A. OBEY

par la COMPAGNIE DES XV

Cartes en vente à la Maison F. Lauweryns, 20, Treurenberg, au prix de 25 francs.



Maison Ern. THILL

Spécialité de Cartes Postales Illustrées

57, rue Potagère - BRUXELLES

Adresse télégr.: Thill 17.93.88 Bruxelles

Téléphone: 17.93.88 - Reg. de Comm. Bruxelles 414

Fournisseur de la majorité d'institutions religieuses,

:: pédagogiques et philanthropiques du pays ::

Prise des clichés par opérateurs spécialisés

:: Devis sans engagement sur demande ::

